



Aperçus africains 2025

Engagement citoyen, pouvoir citoyen : Les Africains
revendiquent leur droit à la démocratie

Afrobarometer

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, University of Cape Town et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Vision

Un monde dans lequel le développement de l'Afrique est ancré dans les réalités et les aspirations de son peuple

Mission

Faire de la voix des citoyens un pilier clé des décisions politiques et de développement en Afrique

Afrobarometer (AB) est une source fiable de données et d'analyses de haute qualité sur ce que pensent les Africains. Avec un historique inégalé de plus de 430.000 entretiens dans 43 pays, AB mène la charge pour combler le déficit de données du continent. Les données d'AB éclairent de nombreux indices mondiaux, tels que l'Indice Ibrahim de la Gouvernance Africaine, le Baromètre Mondial de la Corruption de Transparency International et les Indicateurs Mondiaux de Gouvernance de la Banque Mondiale.

Tous les ensembles de données d'AB sont accessibles au public sur le [site web](#), et peuvent être analysés gratuitement à l'aide de [l'outil d'analyse de données](#) en ligne d'AB.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération au Développement via le Projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminate, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de GIZ.

Les personnes suivantes ont joué un rôle déterminant dans la production de ce rapport : Carolyn Logan, Rorisang Lekalake, Sophie Sunderland, Alfred Kwadzo Torsu, Joseph Asunka, Robert Mattes, Komi Amewunou, Rehan Visser, Brian Howard et tous les partenaires nationaux d'Afrobarometer (voir www.afrobarometer.org/about/ournetwork/network-partners).

Sur la couverture

De gauche à droite : Réunion publique à Gauteng, Afrique du Sud (photo : [Ihsaan Haffeejee/ GroundUp](#)) ; forum d'engagement communautaire en Somalie (photo : [AMISOM](#)) ; ouvriers agricoles au Cap, Afrique du Sud (photo : [Ashraf Hendricks/GroundUp](#))

Au dos de la couverture arrière

Participants au programme de formation à la radio communautaire CORAGEM au Mozambique (photo : [USAID Mozambique](#))

Design du rapport conçu par [nutgraf.studio](#)



Voir le rapport
de 2024

Contenu

Avant-propos » L'engagement citoyen, notre plus grand espoir	2
Résumé	3
Introduction » L'engagement citoyen en Afrique : Diverses façons de faire entendre sa voix	5
Une vue d'ensemble de l'engagement : 10 façons dont les Africains s'engagent	8
Focus » Les Africains donnent l'exemple en œuvrant ensemble pour le changement	16
Focus » Pas que des électeurs : La participation électorale à un niveau supérieur	17
Focus » Les Africains en ligne : Les médias sociaux et l'activisme numérique	18
L'engagement en transition : Une tendance à l'individualisme ?	19
Etude de cas » La Génération Z au Kenya atteint des objectifs majeurs, mais au prix fort	23
Etude de cas » Sénégal : Manifestations + votes = renouveau démocratique (x2 !)	24
Qui participe ? Des caractéristiques démographiques de l'engagement	25
Focus » La voix des jeunes africains est-elle écoutée ?	29
Focus » L'écart entre les hommes et les femmes dépend de quoi et d'où	31
Des déterminants de l'engagement citoyen en Afrique	33
Conclusion » L'engagement citoyen : Des signes vitaux de la démocratie	41
Références	42
Questions de l'enquête	44
Cartes-pays sur l'engagement citoyen	45

Avant-propos »

L'engagement citoyen, notre plus grand espoir



Le rapport phare 2025 d'Afrobarometer explore un thème – l'engagement citoyen – qui est au cœur de toute démocratie prospère et qui est au cœur de notre mission : « faire de la voix des citoyens un pilier clé des décisions politiques et de développement

en Afrique ». Fondamentalement, la démocratie repose sur des personnes désireuses, capables et habilitées à consacrer leur temps, leurs talents et leurs ressources à façonner la vie civique et politique de leurs communautés et de leurs pays. De tels actes d'engagement, qu'ils soient discrets ou audacieux, formels ou informels, sont essentiels à toute société qui cherche à se gouverner avec justice et à se développer de manière inclusive. La participation citoyenne d'aujourd'hui perpétue une philosophie profondément ancrée dans le patrimoine politique africain.

“ En recueillant la voix des Africains ordinaires, y compris ceux trop souvent marginalisés, nos enquêtes permettent aux citoyens de contribuer à l'élaboration des politiques par leur vécu.

Personnellement, je peux témoigner du pouvoir transformateur de l'engagement des individus et des institutions, du point de vue d'une avocate ayant exercé des fonctions de direction dans plusieurs secteurs des économies nigériane et africaine, notamment la banque, le pétrole et le gaz, les télécommunications, ainsi que dans plusieurs organisations à but non lucratif. Les exemples d'entreprises citoyennes qui contribuent activement à façonner des communautés plus inclusives et résilientes grâce à leurs fondations philanthropiques et à leurs interventions en matière de responsabilité sociale ne manquent pas sur le continent. WISCAR (Women in Successful Careers), une initiative de leadership et de mentorat que j'ai fondée, a démontré l'importance – et la viabilité – de veiller à ce que les femmes soient vues et entendues dans les conseils d'administration, les espaces politiques et la vie publique.

Elle s'est employée à briser les barrières systémiques et à doter les femmes des outils, des réseaux et de la confiance nécessaires pour diriger. Sa mission repose sur la conviction qu'une véritable participation démocratique doit refléter la diversité des expériences et des points de vue de tous les citoyens, en particulier ceux qui ont été historiquement exclus.

Les travaux d'Afrobarometer s'inscrivent parfaitement dans ces idéaux. Guidés par la vision et le leadership créatif de mon prédécesseur à la présidence du conseil d'administration, le professeur E. Gyimah-Boadi, nos recherches reposent sur la conviction que l'engagement citoyen est non seulement un droit, mais aussi la pierre angulaire d'une gouvernance efficace. En recueillant la voix des Africains ordinaires, y compris ceux trop souvent marginalisés, nos enquêtes permettent aux citoyens de contribuer à l'élaboration des politiques par leur vécu. C'est cet engagement à mettre les voix africaines au centre qui m'a attiré vers Afrobarometer et qui continue d'inspirer ma ferveur pour ses travaux.

Comme le montre ce rapport, les Africains s'engagent politiquement et civiquement de manière diversifiée et dynamique, souvent à des niveaux qui dépassent ceux d'autres régions du monde. Pourtant, des écarts subsistent. De nombreuses voix sont restées muettes, et plusieurs modèles de participation nécessitent une attention urgente. Nos résultats confirment que partout où les institutions démocratiques sont solides et les libertés politiques protégées, l'engagement citoyen prospère.

A une époque où les nouvelles sur l'état de nos démocraties peuvent être inquiétantes, la détermination des citoyens à s'engager, à s'organiser, à construire, à voter et, plus généralement, à s'exprimer reste une puissante source d'espoir. C'est, je crois, notre plus grand espoir de garantir une gouvernance démocratique, responsable et inclusive sur tout le continent africain.

Amina Oyagbola
Présidente du Conseil d'Administration d'Afrobarometer

Résumé

L'engagement citoyen est une pierre angulaire de la gouvernance démocratique. En s'exprimant par le vote, en s'associant avec leurs voisins, en contactant leurs dirigeants ou en se joignant à une manifestation publique, les citoyens expriment leurs besoins et leurs préférences tout en contribuant à garantir la redevabilité, la transparence et l'efficacité du gouvernement. En Afrique, où l'engagement communautaire est profondément ancré dans les processus décisionnels traditionnels, les mécanismes de protection de l'engagement citoyen sont de plus en plus encodés dans les constitutions nationales ainsi que dans les conventions et les chartes continentales.

Les enquêtes Afrobarometer portant sur les attitudes publiques surveillent la participation citoyenne sur le continent depuis 25 ans. Ce rapport, le deuxième d'une série annuelle dédiée à des sujets hautement prioritaires, s'appuie sur des données couvrant la dernière décennie, y compris le dernier round d'enquêtes nationales représentatives conduites dans 39 pays, représentant les opinions de plus de trois quarts de la population du continent.

L'analyse se focalise sur des indicateurs clés de l'engagement citoyen : le vote, l'affiliation à un parti politique, le débat politique, la participation à des réunions communautaires, l'association avec d'autres personnes pour évoquer un problème, la prise de contact avec des dirigeants et la participation aux manifestations. Nous examinons les niveaux actuels de la participation, les tendances au cours de la dernière décennie, les modèles démographiques de la participation et les facteurs clés qui incitent les citoyens à s'exprimer.

Nous constatons que la plupart des Africains participent à de nombreuses activités politiques et civiques, faisant ainsi preuve d'un niveau d'engagement qui supporte la comparaison avec d'autres régions du monde. Contrairement aux théories et résultats obtenus dans les pays du Nord, il semble qu'en Afrique, le besoin favorise la participation plutôt que le manque de participation : Les citoyens et les pays les moins riches affichent des taux de participation plus élevés que leurs pairs plus fortunés.

Plus important encore, nous constatons également qu'une plus

grande démocratie, en particulier sous la forme d'élections de qualité et d'un leadership réceptif, semble favoriser un plus grand engagement citoyen. Ce retour d'expérience positif a des implications cruciales pour le renforcement de la participation citoyenne – et avec elle, pour l'efficacité des systèmes politiques et la qualité de la gouvernance – sur l'ensemble du continent.

De l'ampleur de la participation politique et civique

Le vote aux élections est la forme prédominante, quoique loin d'être la seule, de la participation politique et civique des citoyens africains. Plus précisément, d'après les comportements déclarés par les répondants :

- » Presque trois quarts (72%) ont voté lors de la dernière élection nationale de leur pays avant l'enquête Afrobarometer du Round 9, dont neuf sur 10 au Libéria (89%), en Sierra Leone (90%) et aux Seychelles (91%).
- » Quatre personnes sur 10 (41%) « **se sentent proches** » d'un parti politique.
- » Plus de six personnes sur 10 (62%) **discutent « parfois » ou « fréquemment » de politique** avec leur famille ou leurs amis.
- » Presque la moitié (47%) **ont participé à une réunion communautaire** au moins une fois au cours de l'année précédente, de 11% en Tunisie à 85% à Madagascar.
- » Plus de quatre personnes sur 10 (42%) **se sont associées à d'autres personnes pour évoquer un problème**.
- » Plus d'un tiers (37%) **ont contacté un chef traditionnel**, 28% **un conseiller local**, 15% un **membre du Parlement**, et 20% un **responsable de parti politique** au cours de l'année précédente.
- » Les manifestations sont la forme la moins répandue de participation, mais presque un sur 10 répondants (9%) ont tout de même **participé à une manifestation** au cours de l'année écoulée.

Des indicateurs Afrobarometer de l'engagement citoyen

- » Ont voté lors des dernières élections nationales
- » Se sentent proches d'un parti politique
- » Discutent de questions politiques occasionnellement/fréquemment

Au cours de l'année écoulée :

- » Ont participé à une réunion communautaire
- » Se sont associés à d'autres pour évoquer un problème
- » Ont contacté un chef traditionnel
- » Ont contacté un conseiller local
- » Ont contacté un responsable de parti politique
- » Ont contacté un membre du Parlement
- » Ont participé à une manifestation

Au vu de ces indicateurs, nous constatons que presque tout le monde s'engage : Seulement 6% n'ont choisi aucune des 10 formes de participation évoquées dans le présent rapport. Et très peu se limitent à voter : En moyenne, les individus se sont engagés dans 3,6 formes de participation.

La Gambie, le Lesotho, le Libéria, le Malawi, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Zimbabwe enregistrent des niveaux d'engagement citoyen parmi les plus élevés. En revanche, les Tunisiens semblent s'être largement retirés de la plupart des formes de participation politique, soit par crainte, soit par frustration, à la suite de crises politiques et de mesures autoritaires (voir la Page 13). Nous illustrons les résultats nationaux sur les indicateurs clés de l'engagement citoyen dans nos cartes-pays pour 39 Etats africains (voir la Page 45).

Lorsque nous comparons l'engagement en 2021/2023 aux niveaux enregistrés en 2011/2013 dans 30 pays, il n'y a pas de tendance cohérente. Certains indicateurs sont en baisse, en particulier l'affiliation à un parti, ainsi que l'engagement collectif dans des réunions communautaires et l'évocation des problèmes. Mais d'autres semblent stables (vote et manifestations), et d'autres encore sont à la hausse (prise de contact). Si les analystes et les citoyens s'inquiètent de la possibilité d'un impact étouffant de la réduction des libertés et de l'espace civiques, des facteurs tels que les effets des pandémies, l'accélération de l'urbanisation et la généralisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication pourraient également être à l'origine de l'évolution des niveaux d'engagement citoyen.

Qui participe ?

Les données du Round 9 d'Afrobarometer confirment que les femmes continuent de participer à des taux substantiellement inférieurs à ceux des hommes pour tous les indicateurs inclus dans l'enquête. Et les jeunes de 18 à 35 ans s'engagent moins que les générations plus âgées dans tous les types de participation politique et civique, à l'exception des manifestations ; le fossé est le plus important en ce qui concerne le vote, où un écart de 18 points de pourcentage sépare les jeunes de leurs aînés. Mais comme l'ont montré les manifestations massives de l'année dernière contre le projet de loi de finances du Kenya, une fois motivée, la participation des jeunes peut avoir un poids impressionnant. Elle peut aussi prendre de nouvelles formes : En réponse à une question posée à travers 28 pays en 2024 (Round 10), 7% des jeunes africains déclarent en effet avoir utilisé les médias sociaux au cours de l'année précédente pour « publier du contenu traitant de politique ou d'affaires communautaires » – une forme encore balbutiante de participation politique qui a montré un impact remarquable et qui est susceptible de s'accroître.

Par rapport aux citoyens qui ont fait des études post-secondaires, ceux qui n'ont pas été scolarisés sont plus susceptibles de voter, de s'identifier à un parti politique, d'assister à des réunions communautaires et de contacter des chefs traditionnels, et

sont à peu près aussi susceptibles de contacter un membre du Parlement, un conseiller local ou un représentant de parti politique.

Par ailleurs, les citoyens les plus pauvres sont plus susceptibles que les plus aisés de s'identifier à un parti politique, de participer à une réunion communautaire, de se joindre à d'autres pour évoquer un problème et de contacter les chefs traditionnels, les conseillers locaux et les représentants des partis politiques, et sont à peu près aussi susceptibles de voter, de participer à des manifestations, de discuter de politique et de contacter les parlementaires.

Des facteurs de l'engagement citoyen

L'analyse des facteurs qui favorisent ou entravent la participation politique et civique au niveau national indique que :

- » **Le besoin favorise l'engagement** : Les taux de participation, en particulier aux réunions communautaires et l'association avec d'autres personnes pour évoquer un problème, sont plus élevés dans les pays où le niveau de bien-être économique est plus faible. Le contentement des besoins insatisfaits des individus, des ménages et des communautés pourrait être une motivation majeure pour l'engagement citoyen.
- » **La réactivité des pouvoirs publics favorise l'engagement** : Les pays où les citoyens perçoivent de la part des conseillers locaux une sensibilité à leurs besoins affichent généralement des taux de contact plus élevés avec ces autorités. Toutefois, cette tendance ne s'applique pas aux membres du Parlement, qui sont moins accessibles aux citoyens ordinaires.
- » **Plus de démocratie implique plus d'engagement** : La participation électorale est plus élevée dans les pays où les citoyens sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie, estiment que les élections sont libres, transparentes et bien organisées, et se sentent libres de voter comme ils l'entendent. En revanche, lorsque ces conditions ne sont pas réunies, les manifestations sont plus fréquentes. En d'autres termes, les facteurs qui déterminent les formes conventionnelles de participation tendent à réduire les taux de participation aux manifestations, et vice versa.

Ces données suggèrent que les initiatives visant à stimuler l'engagement citoyen devraient se concentrer sur les facteurs politiques, en particulier sur la promotion d'institutions démocratiques libres et réceptives et sur l'amélioration de la qualité des élections.

La démocratie ne repose pas seulement sur les élections, mais aussi sur la capacité des citoyens à participer au façonnement de leur avenir politique. Les données Afrobarometer montrent que les Africains restent déterminés à s'exprimer, même face à des contraintes politiques. Leur engagement représente une richesse en termes de détermination et de compétences qui pourrait renforcer l'efficacité et la légitimité des gouvernements si les dirigeants sont prêts à les écouter et à leur répondre.

Introduction »

L'engagement citoyen en Afrique : Diverses façons de faire entendre sa voix

L'engagement citoyen est important. Elle a permis de sauver des vies en Afrique du Sud et la démocratie au Sénégal (Heywood, 2009 ; Al Jazeera, 2024). Elle façonne les politiques, garantit la redevabilité et améliore le bien-être au quotidien sur l'ensemble du continent.

Qu'il s'agisse de révoquer des politiciens inefficaces, ou de demander des comptes par le biais d'un processus participatif de budgétisation scolaire, ou encore de descendre dans la rue pour protester contre une nouvelle taxe numérique, le droit de parole des citoyens est une composante essentielle de la gouvernance démocratique et de l'élaboration efficace des politiques (Al Jazeera, 2021 ; Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains, 2008 ; Gallien, Hearson, & Abounabhan, 2025 ; Dahl, 1971, 1998 ; Schmitter & Karl, 1991). Si les régimes non démocratiques peuvent admettre certaines formes de participation publique, l'engagement démocratique donne aux citoyens le pouvoir unique de déterminer la politique du gouvernement (Lauth, 2015).

La participation politique et civique est essentielle à la construction de sociétés démocratiques et efficaces, car elle permet aux citoyens d'exprimer leurs besoins et préférences tout en renforçant la redevabilité, la transparence et l'efficacité des gouvernements. La participation est également bénéfique pour les citoyens, qui acquièrent des compétences politiques et de la confiance, ont le sentiment de

contrôler leur vie et sont plus susceptibles de voir leurs besoins satisfaits par le biais de ces activités. Et bien que les dirigeants politiques puissent parfois considérer l'exercice de leur droit de parole par les citoyens comme une nuisance, voire une menace, il peut également profiter aux gouvernements en renforçant la légitimité, la confiance et la stabilité. Sans la participation citoyenne, l'essence même d'un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple sera perdue.

L'engagement citoyen n'est pas une nouveauté en Afrique. La participation des communautés aux processus décisionnels est profondément ancrée dans les traditions indigènes, notamment les barazas d'Afrique de l'Est, les arbres à palabre d'Afrique de l'Ouest, les kgotlas (Botswana), les pitsos (Lesotho), et les tribunaux populaires (Malawi) d'Afrique australe. Ces pratiques permettent depuis longtemps aux citoyens de débattre des problèmes auxquels leur communauté est confrontée, de faire part de leurs besoins à leurs dirigeants et de contribuer à la prise de décisions sur des questions qui ont un impact sur leur vie.

Les pratiques de consultation et de participation se sont bien sûr étendues

à l'ère moderne. Même avant les bouleversements politiques qui ont déferlé sur l'Afrique au début des années 1990, les analystes décrivaient la vie associative sur le continent comme « dynamique » (Bratton, 1998), englobant des engagements allant des associations ethniques de protection sociale et des « associations de quartier » aux nouveaux mouvements syndicaux, politiques et de plaidoyer (Barkan, McNulty, & Ayeni, 1991 ; Logan, Sanny, & Han, 2020). Avec l'ouverture de l'espace politique démocratique au cours des trois dernières décennies, la portée de la participation s'est élargie pour inclure les groupes de femmes, le plaidoyer pour les droits de l'homme et l'activisme de base qui promeut la démocratie, la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption (Tripp, 1994, 2019).

Les promesses et les mesures de protection de la participation citoyenne sont de plus en plus inscrites dans les constitutions nationales et les instruments continentaux. L'Acte Constitutif de l'Union Africaine (2000) met l'accent sur la participation citoyenne, et l'union a créé des institutions telles que le Parlement Panafricain et le Conseil Economique, Social et Culturel pour faciliter la participation à ses activités et à ses décisions. L'Article 13 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (« la Charte de Banjul ») promet que « tout citoyen a le droit de participer librement à la gestion des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement

choisis, conformément aux dispositions de la loi » (Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, 1981).

De la portée de « l'engagement citoyen »

On a longtemps considéré le vote comme la forme fondamentale de la participation à la vie politique. Les premiers analystes ont donc concentré leur attention sur les actions des citoyens visant à choisir ou à influencer directement les élus ou les dirigeants politiques par le biais d'élections, de campagnes électorales et de contacts directs (Verba & Nie, 1972).

Mais au cours des cinq dernières décennies, nous avons évolué vers une compréhension beaucoup plus large de ce en quoi consiste l'engagement citoyen. Entre autres choses, les définitions d'aujourd'hui incluent fréquemment :

- » Les actions de mobilisation qui se déroulent entre les élections ainsi que pendant les élections
- » Les actions menées à la fois individuellement et collectivement par des groupes de citoyens
- » Les efforts visant à influencer non seulement les élus, mais

aussi un grand nombre de dirigeants dans la société (par exemple, les médias, les élites économiques et sociales), ainsi que les concitoyens

- » Les comportements qui révèlent un intérêt pour la politique ainsi que les actes politiques délibérés (Ekman & Amnå, 2012)

Ce champ d'application élargi étend notre zone d'intérêt bien au-delà de la politique électorale, aux diverses façons dont les citoyens essaient de s'exprimer entre deux élections.

En ce qui concerne la terminologie que nous utiliserons dans la suite de ce rapport, nous notons que les analystes ont proposé diverses définitions et catégorisations de concepts tels que la « participation civique » et la « participation politique ». Comme il existe un chevauchement conceptuel considérable entre ces modes et catégories, nous considérons que les différentes formes d'engagement des citoyens existent sur un large spectre de dispositions et d'actions qui sont de nature « civique » ou « politique ». Compte tenu de cette fluidité, nous utiliserons ces termes de manière interchangeable. Nous nous attèlerons à identifier les caractéristiques de chaque type d'engagement et ce qu'elles révèlent sur la façon dont les citoyens s'engagent et sur les raisons qui les poussent à le faire.

Pour en venir aux données

Afrobarometer étudie l'engagement des citoyens depuis 25 ans. Au cours de cette période, nous avons interrogé les répondants sur de nombreux types de participation, en enregistrant si, et à quelle fréquence, ils ont mené des actions telles que la participation à ou la direction de groupes communautaires, le contact avec les médias, le vote ou les manifestations. Pour nos besoins ici, nous nous concentrerons principalement sur les données Afrobarometer les plus récentes sur 10 indicateurs de l'engagement citoyen collectées dans les enquêtes du Round 9 dans 39 pays entre fin 2021 et mi-2023. Nous examinerons également les tendances de la participation à travers 30 pays où nos données remontent au Round 5 (2011/2013).

Couvrant les principaux modes d'engagement des citoyens, nos 10 indicateurs de base sont répartis en quatre catégories fonctionnelles :

Participation électorale – Quelques-unes des diverses possibilités qu'ont les individus d'interagir avec les partis et de s'impliquer dans les élections :

- » **Ont voté lors des dernières élections** – L'indicateur quintessentiel de la participation politique individuelle
- » **Se sentent proches d'un parti politique** (affiliation à un parti) – Indique que l'on s'intéresse à la politique et dévoile les préférences politiques, bien que cela ne nécessite pas d'action directe

Action collective – Actions impliquant une mobilisation coordonnée avec des concitoyens et qui varient en fonction du degré que requiert l'initiative :

- » **Discutent de questions politiques** – Une forme de participation « d'entrée de gamme » qui pourrait tout illustrer de l'intérêt pour la politique à un effort intentionnel pour convaincre les autres
- » **Ont participé à une réunion communautaire** – Pourrait tout illustrer de la participation plutôt passive à une réunion d'information à un effort actif pour atteindre un objectif politique
- » **Se sont associés à d'autres pour évoquer un problème** – Une forme de participation collective plus clairement orientée vers l'action en vue d'obtenir le changement

Prise de contact avec les dirigeants

– Généralement considérée comme une action individuelle à la recherche d'un service public, bien qu'elle puisse parfois être effectuée collectivement et/ou à la recherche de services privés (par exemple, pour l'obtention d'un emploi) :

- » **Ont contacté un conseiller local** – Comme le vote, c'est l'une des formes les plus reconnues d'engagement politique
- » **Ont contacté un membre du Parlement** – Pareil que ci-dessus, sauf que les parlementaires ont tendance à être beaucoup moins accessibles aux citoyens

ordinaires que les conseillers locaux

- » **Ont contacté un représentant de parti politique** – Les représentants de partis peuvent servir d'intermédiaires avec les élus, en particulier avec les parlementaires moins accessibles, et peuvent être contactés pour les mêmes raisons que les hommes politiques eux-mêmes.
- » **Ont contacté un chef traditionnel** – Les chefs traditionnels ne sont pas élus et ne relèvent donc pas de la politique électorale ou partisane, mais dans de nombreuses communautés, ils jouent de multiples rôles sociaux et politiques et peuvent avoir une influence majeure sur les résultats politiques, soit directement, soit par leur influence sur les chefs politiques élus.

Activisme – Comprend les actions qui sortent du cadre traditionnel du vote et de la prise de contact avec les dirigeants, notamment la signature de pétitions, l'organisation de campagnes de boycott et les manifestations (Ekman & Amnå, 2012) :

- » **Ont participé à une manifestation** – Une forme de participation souvent controversée, à haut risque mais à fort impact potentiel, qui vise généralement à attirer l'attention sur un problème et/ou à provoquer des réformes significatives

De la structure du rapport

Dans la suite de ce rapport, nous examinerons ces formes d'engagement citoyen de façon plus détaillée. Dans un premier temps, nous ferons le point sur les modalités et le degré d'engagement des citoyens, puis nous nous pencherons sur l'évolution des taux de participation au cours de la dernière décennie, souvent dans un contexte de restrictions croissantes des libertés individuelles.

Les deux dernières sections traiteront de la question de savoir qui participe et pourquoi. Nous examinerons tout d'abord le rôle des facteurs démographiques dans la probabilité de l'engagement des individus, en réfléchissant aux types de participation qui attirent des personnes aux compétences et aux ressources

différentes. La dernière section examinera certains des principaux facteurs de l'engagement au niveau national, en se concentrant sur les conditions socio-économiques, les perceptions collectives de l'efficacité politique, et les implications des performances démocratiques, en particulier la qualité des élections.

Dans de brefs encarts intercalés entre ces sections, nous examinerons comment l'Afrique se compare à d'autres régions en termes d'engagement citoyen, l'impact des médias sociaux, la participation aux campagnes électorales, des études de cas d'une participation citoyenne puissante au Kenya et au Sénégal, et les niveaux de participation des jeunes et des femmes. Les « cartes-pays sur l'engagement citoyen » à la Page 45 illustrent en une page les indicateurs clés de l'engagement citoyen à travers 39 pays africains.

Méthodologie d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 43 pays depuis 1999. La neuvième série d'enquêtes, menée entre fin 2021 et mi-2023, couvre 39 pays. Les enquêtes du Round 10 ont été lancées en janvier 2024 et devraient être achevées en juin 2025.

Les partenaires nationaux d'Afrobarometer mènent des entretiens en face à face dans la langue du choix du répondant. Des échantillons représentatifs au niveau national produisent des résultats à l'échelle du pays avec une marge d'erreur de +/- 2 points de pourcentage (pour N=2.400) à +/- 3 points de pourcentage (pour N=1.200) à un niveau de confiance de 95%.

Les données sont pondérées pour garantir des échantillons représentatifs à l'échelle nationale. Lors de la déclaration des moyennes multi-pays, tous les pays sont pondérés de manière égale (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

En raison des arrondis, certains totaux peuvent différer de 1 point de pourcentage de la somme des sous-catégories.

Pour plus d'informations sur la méthodologie d'Afrobarometer, visitez www.afrobarometer.org/surveys-and-methods.



Une vue d'ensemble de l'engagement : 10 façons dont les Africains s'engagent

Au Round 9 d'Afrobarometer, nous avons interrogé 53.444 personnes dans 39 pays sur leurs préférences, expériences et comportements politiques. Nos indicateurs offrent une vue d'ensemble des modes et catégories de participation politique décrits dans l'introduction.

De la participation électorale

L'année 2024 a souvent été décrite comme une « année d'élections » sur le continent africain, puisque 22 pays ont organisé un type d'élection (Resnick & Signé, 2024 ; EISA, 2025). Dix-sept autres pays sont appelés à voter en 2025.

Le vote est la forme la plus identifiable et la plus courante de participation politique, et les élections pluralistes sont l'une des pratiques les plus étroitement associées à la démocratie. Même dans les pays qui ne sont que partiellement démocratiques ou ne le sont pas, une élection ou un référendum peut offrir aux citoyens la possibilité d'exprimer leurs opinions et leurs préférences, soit en votant parmi des choix limités, soit en boycottant.

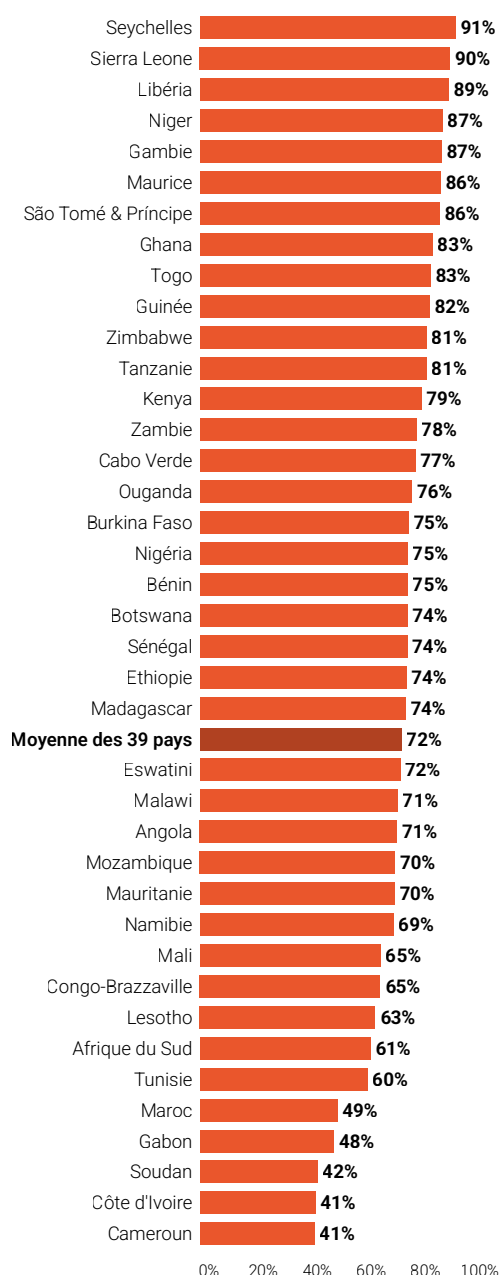
Les environnements électoraux varient considérablement sur le continent. Sur le plan positif, à travers 39 pays, 85% des répondants d'Afrobarometer déclarent se sentir libres de voter comme ils l'entendent. Une moindre majorité (59%) déclarent que les dernières élections nationales dans leur pays ont été en grande partie ou totalement libres et transparentes, bien qu'environ un tiers (34%) déclarent qu'elles étaient entachées d'irrégularités majeures ou qu'elles n'étaient pas libres et transparentes, dont des majorités au Congo-Brazzaville, en Guinée, au Maroc et au Soudan, et une

écrasante majorité de 72% au Gabon.

Même si les élections sont généralement libres et transparentes, le manque de confiance du public en l'efficacité des élections pourrait réduire la motivation des gens à voter. Lorsqu'on leur demande dans quelle mesure les élections garantissent que les membres du Parlement reflètent les opinions des électeurs, plus de la moitié (51%) des Africains déclarent qu'elles n'y arrivent pas, tandis que seulement 41% déclarent qu'elles le font. De même, à 50% contre 45%, les citoyens déclarent ne pas être convaincus que les élections permettent effectivement aux électeurs de révoquer les dirigeants qui ne répondent pas aux attentes de la population.

Néanmoins, la plupart des Africains affirment profiter de cette opportunité fondamentale pour participer à la vie politique. Presque trois quarts (72%, exceptés ceux qui étaient trop jeunes pour voter) disent avoir voté lors de la dernière élection nationale de leur pays avant l'enquête du Round 9 d'Afrobarometer, dont une impressionnante proportion de neuf sur 10 au Libéria (89%), en Sierra Leone (90%), et aux Seychelles (91%) (Figure 1). Bien que les travaux de recherche aient démontré que les chiffres de participation auto-déclarés peuvent être gonflés (Karp & Brockington, 2005) en raison de la « désirabilité sociale », ces chiffres sont au moins indicatifs de

Figure 1 : Ont voté aux dernières élections
| 39 pays | 2021/2023



* Déclarent avoir voté parmi ceux qui étaient en âge de voter ; les « trop jeunes pour voter » sont exclus. Voir le texte des questions à la Page 44.



Des électeurs font la queue pour voter à Kinshasa, en République Démocratique du Congo (photo : MONUSCO/John Bopengo).

l'importance que les gens accordent à cette opportunité de se faire entendre.

Il y a des exceptions : Seulement quatre personnes sur 10 déclarent avoir voté au Soudan (42%), en Côte d'Ivoire (41%) et au Cameroun (41%).

L'affiliation à un parti politique est une autre mesure de la participation électorale. Bien qu'elle ne reflète aucune action spécifique de la part des citoyens, l'identification à un parti politique est, dans sa forme la plus simple, un indicateur précieux de l'intérêt politique et un signal des préférences, et peut être un précurseur d'autres formes de participation électorale telles que le vote, la participation à des meetings et le travail pendant les campagnes, ainsi que la prise de contact avec des dirigeants politiques (Mattes & Krönke, 2020). (Voir l'encadré sur les résultats du Round 8 (2019/2021) relatifs à la participation à des meetings et au travail pendant les campagnes à la Page 17.)

A travers les 38 pays où cette question a été posée lors du Round 9, quatre sur 10 (41%) des répondants déclarent « se sentir proches » d'un parti politique (Figure 2). Les Sierra-Léonais sont les plus investis, presque trois quarts d'entre eux (73%) déclarant être affiliés à un parti, et au moins la moitié d'entre eux en disent autant à travers 10 autres pays. Mais à Maurice (18%), au Burkina Faso (18%), au Soudan (11%) et en Tunisie (7%), moins d'une sur cinq personnes s'identifient à un parti.

De l'action collective

Le vote est peut-être la pierre angulaire de la démocratie (Bratton, 1998), mais il n'est qu'un outil imparfait de l'expression de l'opinion des citoyens. Les élections

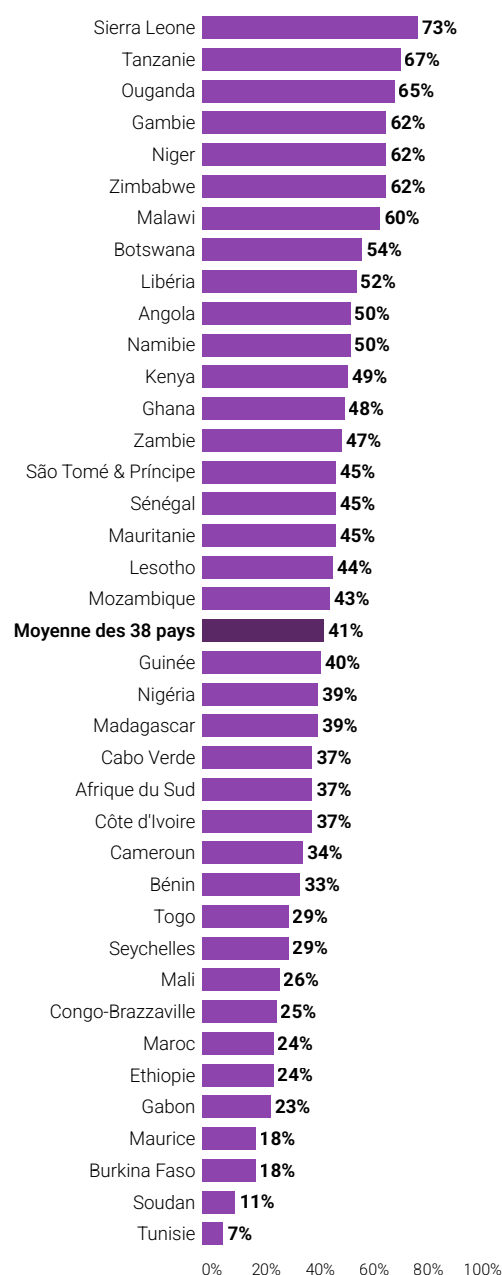
n'ont généralement lieu qu'après quelques années, et elles obligent les électeurs à comprimer une myriade de besoins, de préférences et d'évaluations en quelques choix seulement. Comment les citoyens peuvent-ils interagir avec leurs dirigeants, leur poser des exigences et leur demander des comptes entre deux élections ?

La participation citoyenne non électorale peut prendre diverses formes. Nous nous concentrerons ici sur plusieurs formes collectives de participation, à commencer par le simple fait de discuter de politique avec des amis et parents.

Les discussions politiques sont un passe-temps courant pour de nombreux Africains. En moyenne, plus de six personnes sur 10 déclarent discuter occasionnellement (44%) ou fréquemment (18%) de politique (Figure 3). Les Nigériens sont les plus francs (76% au moins occasionnellement), suivis par les Sénégalais (74%), les Nigériens (74%) et les Camerounais (73%). En revanche, les citoyens sont plus réticents à s'engager dans des conversations politiques en Angola (48%), au Mozambique (47%) et en Côte d'Ivoire (44%). Quand on se concentre sur les personnes qui déclarent discuter *fréquemment* de politique, les Kényans apparaissent comme les plus engagés (32%), avec les Maliens (31%) et les Basotho (29%).

La participation aux réunions communautaires est une autre forme d'engagement collectif potentiellement – mais pas toujours – politique. Les réunions communautaires peuvent se dérouler sous de nombreuses formes et pour de nombreuses raisons. Les communautés peuvent avoir des réunions régulières auxquelles les membres sont censés

Figure 2 : Se sentent proches d'un parti politique | 38 pays* | 2021/2023



* Cette question n'a pas été posée en Eswatini.

ou tenus d'assister ; les autorités gouvernementales peuvent convoquer une réunion communautaire pour partager des informations sur une nouvelle politique ou un nouveau projet ; ou un groupe de voisins préoccupés peut convoquer une réunion pour présenter une exigence collective aux autorités locales.

La participation aux réunions communautaires peut être volontaire, mobilisée ou même contrainte. La probabilité d'y assister peut également être déterminée par les pratiques culturelles locales, telles que les réunions communautaires régulières appelées *pitsos* au Lesotho, *kgotlas* au Botswana, ou *barazas* dans les cultures d'Afrique de l'Est influencées par les Swahilis, qui ont pour objectif général de partager des informations, de discuter des problèmes communautaires ou de résoudre des conflits.

Cette ambiguïté semble se refléter dans les variations importantes entre les pays pour cet indicateur (Figure 4). En moyenne,

47% des répondants déclarent avoir assisté à une réunion communautaire au moins une fois au cours de l'année écoulée, mais ce chiffre varie de 85% chez les Malgaches (dont 52% fréquemment) et 79% chez les Tanzaniens (45% fréquemment) à moins d'un sur cinq aux Seychelles (13%) et en Tunisie (11%).

Ceux qui assistent aux réunions communautaires peuvent le faire en tant qu'activistes ou simplement pour écouter, mais Afrobarometer pose également une question sur une forme plus active de participation collective : s'associer à d'autres personnes « pour évoquer un problème ». En moyenne, 42% disent s'être engagés de cette manière au cours de l'année précédente, dont 20% « plusieurs fois » et 11% « souvent » (Figure 5).

Les Malawiens arrivent largement en tête : Ils sont 42% à déclarer avoir fréquemment formulé des exigences collectives, et 77% à l'avoir fait au moins une fois. Au moins la moitié des citoyens ont

Figure 3 : Discuter de sujet politique
| 39 pays | 2021/2023

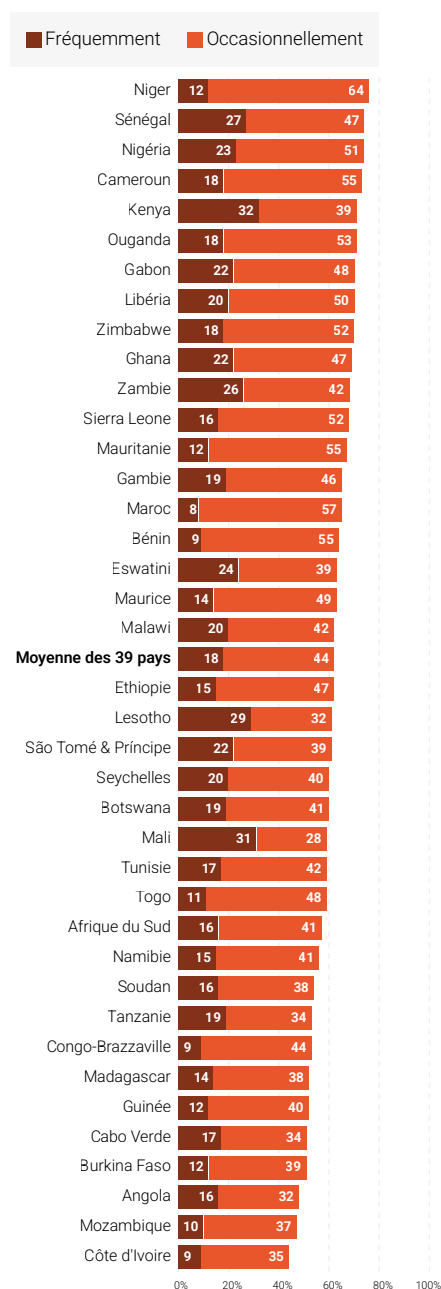


Figure 4 : Participation à une réunion communautaire
| 39 pays | 2021/2023

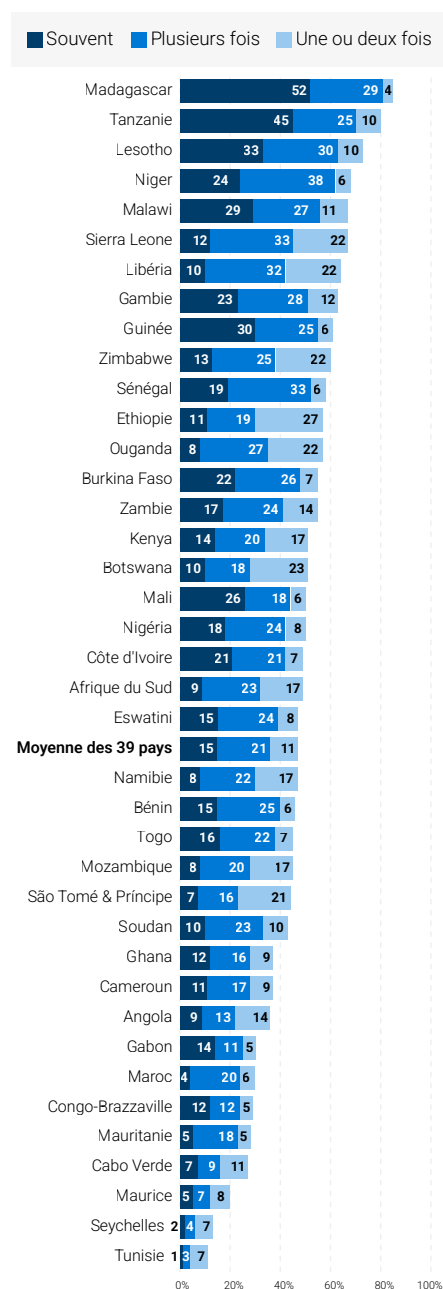
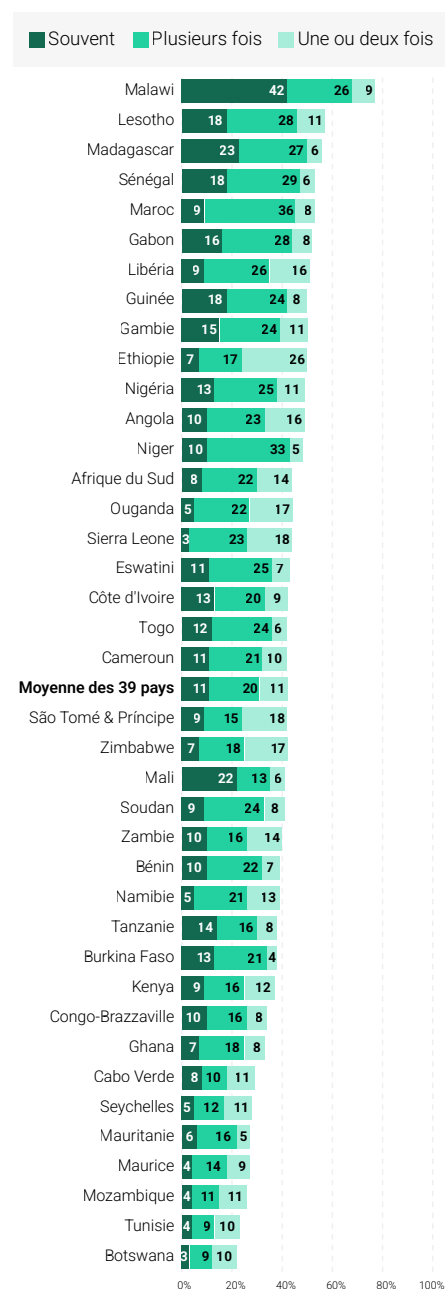


Figure 5 : S'associer à d'autres pour évoquer un problème
| 39 pays | 2021/2023



fait cette démarche dans 10 pays, alors que seulement le quart l'ont fait au Mozambique (26%), en Tunisie (24%) et au Botswana (22%).

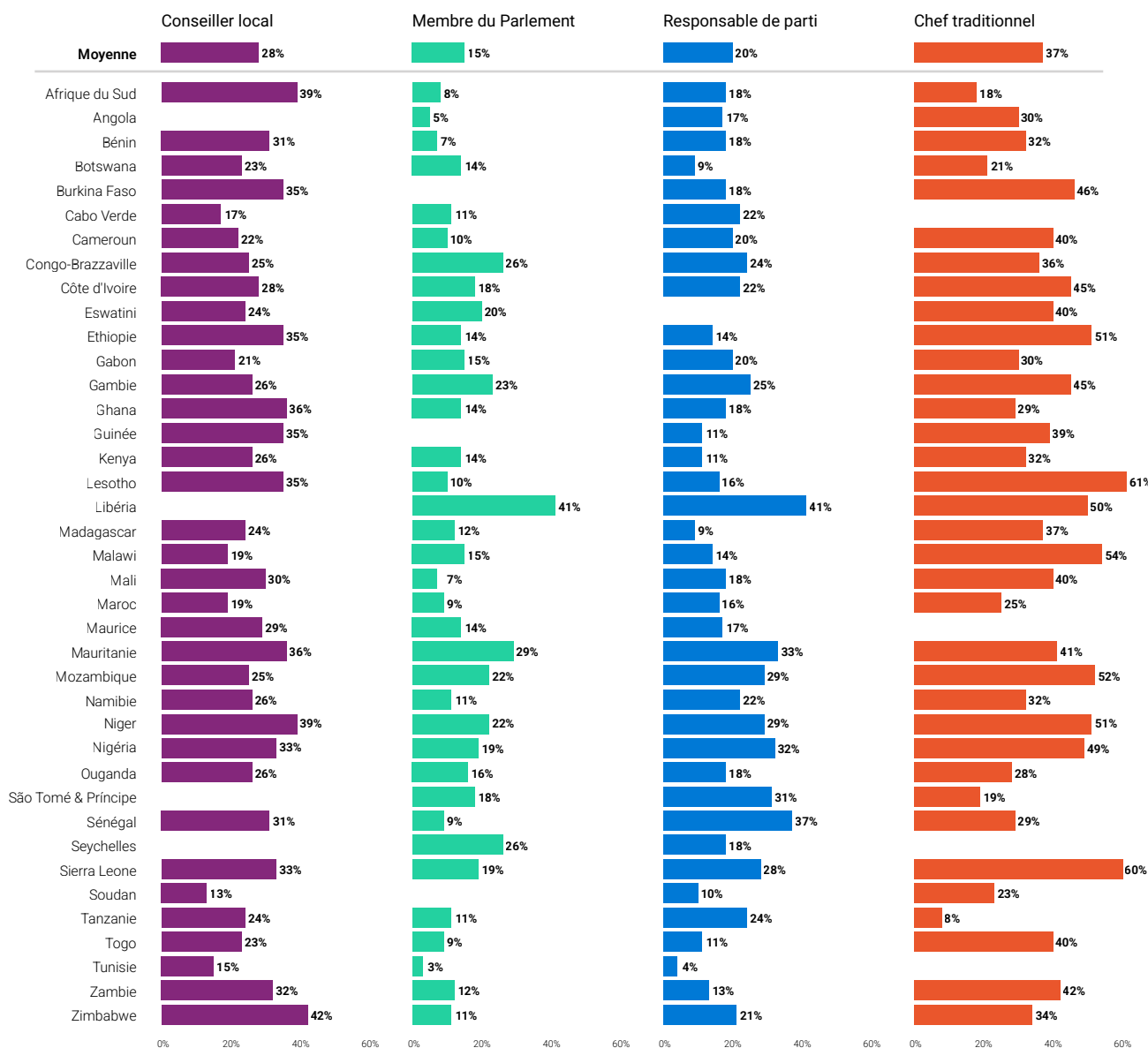
De la prise de contact avec les dirigeants

Nous allons maintenant aborder une approche plus individuelle de la participation civique et politique : la prise de contact directe avec les dirigeants.¹ Les gens peuvent s'adresser à leurs dirigeants pour diverses raisons, notamment pour demander de l'aide en cas

de problèmes personnels ou communautaires, pour obtenir des emplois, des dons ou d'autres faveurs, ou encore pour résoudre des conflits. Afrobarometer se concentre sur les contacts politiques, en demandant aux répondants s'ils ont contacté les dirigeants « à propos d'un problème important ou pour leur donner leur avis ».

La prise de contact est une pratique relativement courante, bien que son degré de fréquence dépende des dirigeants en question. Plus d'un répondant sur trois (37%) déclarent avoir contacté un chef traditionnel au cours de l'année écoulée, en tête desquels le

Figure 6 : Prise de contact avec les dirigeants | 35-38 pays* | 2021/2023



* 35 pays pour les chefs traditionnels et les conseillers locaux, 36 pays pour les membres du Parlement, 38 pays pour les responsables de partis.

1 Même si la prise de contact est souvent considérée comme une forme individuelle de participation, et c'est ainsi que nous la décrivons ici, les données précédentes d'Afrobarometer révèlent que la réalité est plus complexe. Dans les enquêtes du Round 4 (2008/2009) réalisées dans 20 pays, après avoir interrogé les répondants sur les contacts avec plusieurs types de dirigeants institutionnels, nous leur avons demandé s'ils s'y étaient rendus seuls ou avec un groupe, et s'ils avaient discuté d'un problème personnel ou communautaire. Des questions similaires ont été posées sur les contacts avec des dirigeants non institutionnels. Parmi ceux qui avaient contacté un dirigeant institutionnel tel qu'un conseiller local ou un parlementaire, 68% étaient allés avec d'autres personnes (32% seuls) et 72% avaient abordé un problème communautaire. Dans le cas des dirigeants non institutionnels, tels que les chefs traditionnels ou religieux, 49% sont allés seuls (50% en groupe), et environ la moitié (49%) ont discuté d'un problème personnel, tandis que l'autre moitié (50%) ont discuté d'un problème affectant la communauté. Ces questions n'ont pas été posées lors du Round 9, mais les données précédentes indiquent que les « contacts » ne sont pas toujours individuels et peuvent avoir des objectifs politiques ou non politiques (ou encore les deux).

Lesotho (61%) et la Sierra Leone (60%) ; la moitié ou plus ont pris contact avec un chef traditionnel dans sept pays (Figure 6).

Les dirigeants élus sont peut-être un peu moins présents dans la communauté, mais malgré cela, 28% des citoyens ont pris contact avec un conseiller local et 15% avec un membre du Parlement, tandis que 20% ont pris contact avec un représentant de parti politique.

Dans 11 pays, au moins un citoyen sur trois ont pris contact avec un conseiller local, en tête desquels le Zimbabwe (42%), l'Afrique du Sud (39%) et le Niger (39%). Les Libériens n'avaient pas de conseillers locaux au moment de l'enquête du Round 9, mais les parlementaires semblent être disposés à combler le vide, puisque 41% des Libériens ont contacté un membre du Parlement, ce qui dépasse de loin le niveau de tous les autres pays. Malgré cela, plus d'un quart des répondants ont pris contact avec un parlementaire en Mauritanie (29%), au Congo-Brazzaville (26%) et aux Seychelles (26%).

A travers les 29 pays où les répondants ont été interrogés sur leurs contacts avec les quatre types de dirigeants, une proportion impressionnante de 51% d'entre eux déclarent avoir eu des contacts avec au moins l'un d'entre eux, et 7% ont eu des contacts avec les quatre types de dirigeants (non illustré). Les taux de contact sont les plus élevés au Lesotho (68% de contacts avec au moins un), en Sierra Leone (68%), en Ethiopie (61%) et au Niger (60%). En Mauritanie, 20% des répondants ont eu des contacts avec les quatre types de dirigeants.

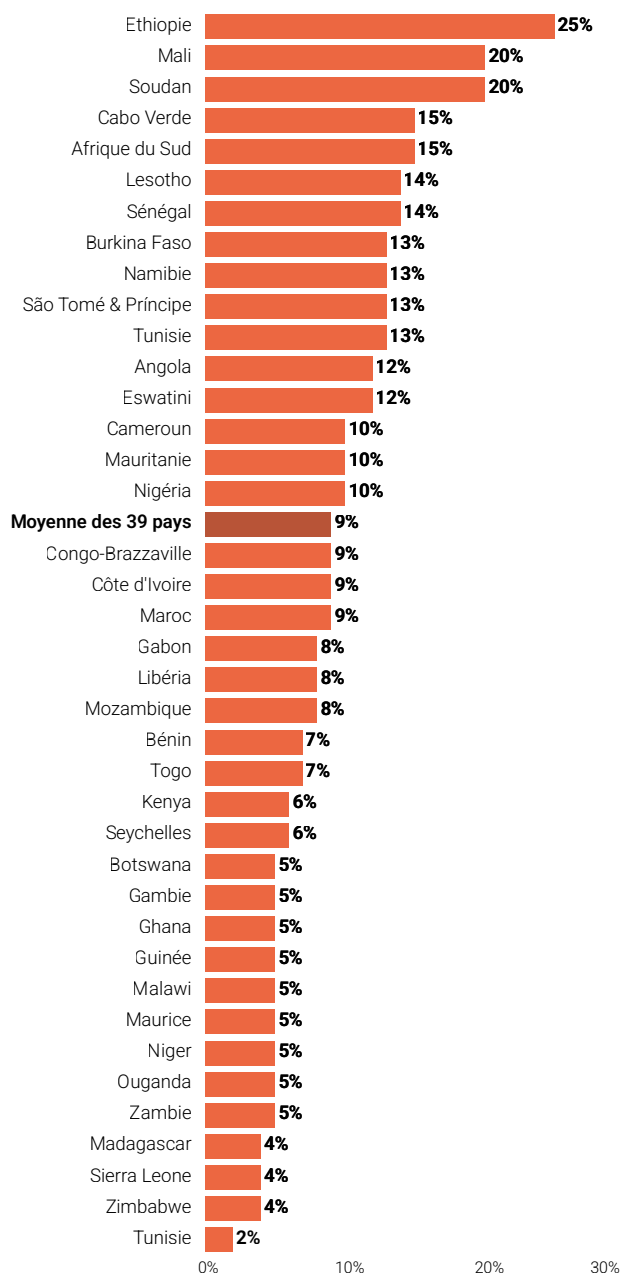
Des manifestations

Nous nous penchons enfin sur la forme la plus controversée d'engagement politique mesurée par Afrobarometer : la manifestation (Tilly & Tarrow, 2015). Il n'y a peut-être pas de manière plus déterminée de mettre en avant ses besoins ou ses opinions que de descendre dans la rue. (La question de l'enquête ne saisit pas la nature de la manifestation, par exemple si elle est non violente ou violente, sanctionnée par l'Etat ou non.) Bien que les manifestations semblent souvent être des événements exceptionnels, elles se sont produites assez fréquemment sur le continent et dans le monde entier.

Depuis seulement 2024, des manifestations de grande ampleur ont éclaté au Sénégal en réponse à la tentative d'auto-coup d'Etat du Président Macky Sall (Noyes & Sall, 2024), au Kenya en protestation contre la corruption et le projet de loi de finances du gouvernement (Opalo, 2024), au Mozambique en dénonciation d'une fraude électorale présumée (Human Rights Watch, 2024), en Ouganda en opposition à un projet d'oléoduc (Fédération Internationale pour les Droits de l'Homme, 2024), au Ghana en protestation contre l'inaction du gouvernement face à l'exploitation minière illégale (*galamsey*) (Reuters, 2024), en République Centrafricaine en protestation contre l'inadéquation des soins de santé (Koena, 2025) et en Guinée en dénonciation de l'échec de la junte à amorcer un retour à la démocratie (Associated Press, 2025). Les manifestants s'exposent souvent à des réactions brutales, voire mortelles, de la part de leurs gouvernements, et ils ne réussissent pas toujours, mais il ne fait aucun doute qu'ils ont souvent changé le cours de la politique nationale, voire continentale.

Compte tenu des risques, il n'est pas surprenant que les manifestations soient le mode d'engagement politique le moins répandu : Environ un sur 10 répondants (9%) déclarent avoir participé à une action de protestation ou à une manifestation au cours de l'année écoulée. Nous constatons néanmoins qu'un sur quatre

Figure 7 : Participation à une manifestation | 39 pays | 2021/2023



Ethiopiens (25%) ont participé à une manifestation, ainsi que 20% des Maliens et des Soudanais (l'enquête au Soudan a été réalisée en décembre 2022, après les manifestations pro-démocratiques qui ont éclaté en septembre 2019 et quelques mois seulement avant le début de la crise actuelle et de la guerre civile). Les Tanzaniens, en revanche, sont les moins disposés à manifester : Seulement 2% sont descendus dans la rue au cours de l'année précédente (Figure 7).

Synthèses nationales de l'engagement citoyen

Le Tableau 1 résume les niveaux d'engagement dans les 10 modes de participation par pays. L'ombrage donne une indication des citoyens les moins engagés et les plus engagés. Les cellules sont codées par couleur selon que la participation dans un pays donné se situe au niveau le plus bas, le plus élevé

ou à un niveau intermédiaire par rapport à d'autres pays.

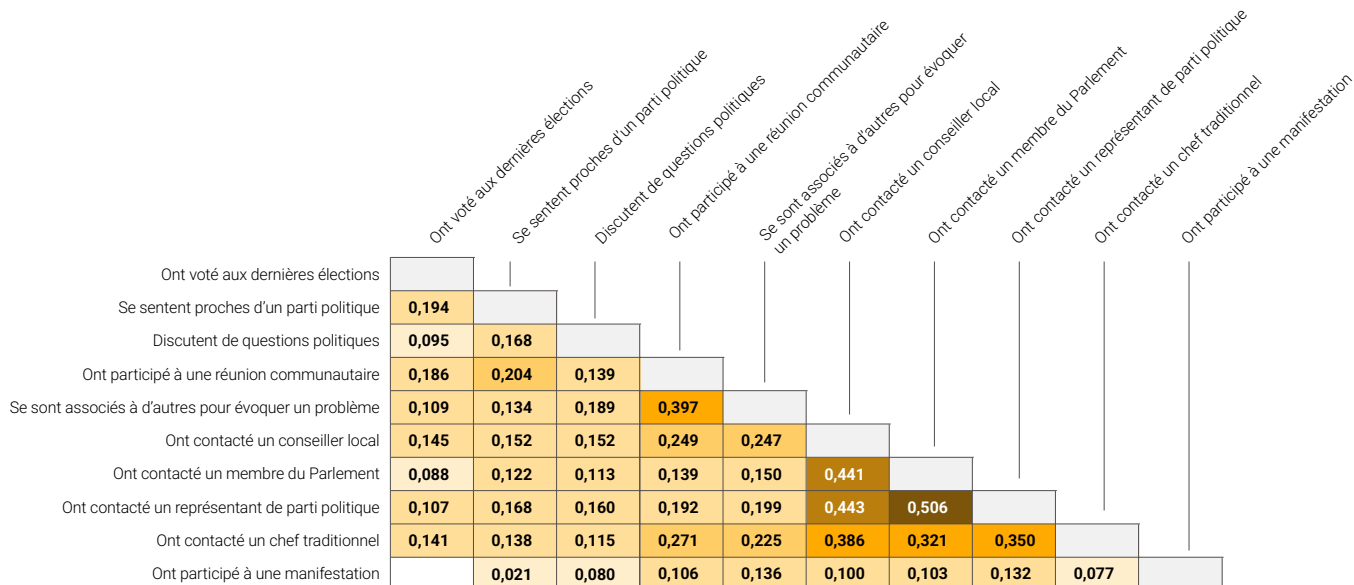
Un certain nombre de pays se distinguent par des niveaux d'engagement constamment élevés pour de nombreux indicateurs, si ce n'est tous. Il s'agit de la Gambie, du Lesotho, du Libéria, du Malawi, du Niger, du Nigéria, du Sénégal, de la Sierra Leone et du Zimbabwe. Les Nigériens, en particulier, se situent bien au-dessus de la moyenne en termes de participation pour tous les indicateurs, à l'exception des manifestations, suivis de près par les Libériens et les Sierra-Léonais.

En revanche, les Tunisiens semblent avoir largement renoncé à la plupart des formes d'engagement citoyen, que ce soit par peur ou par frustration, à la suite de crises politiques et de répressions autoritaires

(Luck, 2022). Dans l'enquête du Round 9 d'Afrobarometer réalisée huit mois après l'auto-coup d'Etat du Président Kais Saïed en 2021, le pays obtient des résultats bien inférieurs à la moyenne sur tous les indicateurs, à l'exception des manifestations. Cela est d'autant plus remarquable que ce sont les multiples appels à la démocratie lancés par la Tunisie en 2010 qui ont déclenché le Printemps Arabe. Il se pourrait toutefois que le refus de participer soit, pour l'instant, l'option préférée des Tunisiens pour s'exprimer : Nombre d'entre eux se sont exprimés en restant chez eux lors du référendum constitutionnel de 2022 (taux de participation estimé à 30,5%) (Amara, 2022) et des élections législatives de 2022-2023, où le taux de participation a à peine dépassé les 10% (Amara & Mcdowall, 2023).

Tableau 1 : Synthèse nationale des niveaux de participation | 39 pays | 2021/2023

	Ont voté aux dernières élections	Se sentent proches d'un parti politique	Discutent de questions politiques	Ont participé à une réunion communautaire	Se sont associés à d'autres pour évoquer un problème	Ont contacté un chef traditionnel	Ont contacté un conseiller local de parti politique	Ont contacté un représentant	Ont participé à une manifestation	
Afrique du Sud	61%	37%	57%	48%	44%	18%	39%	18%	8%	15%
Angola	71%	50%	48%	36%	49%	30%		17%	5%	12%
Bénin	75%	33%	65%	46%	39%	32%	31%	18%	7%	7%
Botswana	74%	54%	60%	50%	22%	21%	23%	9%	14%	5%
Burkina Faso	75%	18%	51%	55%	38%	46%	35%	18%		13%
Cabo Verde	77%	37%	51%	27%	30%		17%	22%	11%	15%
Cameroun	41%	34%	73%	38%	42%	40%	22%	20%	10%	10%
Congo-Brazzaville	65%	25%	54%	29%	34%	36%	25%	24%	26%	9%
Côte d'Ivoire	41%	37%	44%	48%	42%	45%	28%	22%	18%	9%
Eswatini	72%		63%	47%	43%	40%	24%		20%	12%
Ethiopie	74%	24%	62%	57%	50%	51%	35%	14%	14%	25%
Gabon	48%	23%	70%	30%	53%	30%	21%	20%	15%	8%
Gambie	87%	62%	65%	63%	50%	45%	26%	25%	23%	5%
Ghana	83%	48%	68%	36%	33%	29%	36%	18%	14%	5%
Guinée	82%	40%	51%	61%	50%	39%	35%	11%		5%
Kenya	79%	49%	71%	50%	36%	32%	26%	11%	14%	6%
Lesotho	63%	44%	61%	72%	58%	61%	35%	16%	10%	14%
Libéria	89%	52%	70%	64%	51%	50%		41%	41%	8%
Madagascar	74%	39%	52%	85%	56%	37%	24%	9%	12%	4%
Malawi	71%	60%	63%	67%	77%	54%	19%	14%	15%	5%
Mali	65%	26%	59%	50%	40%	40%	30%	18%	7%	20%
Maroc	49%	24%	64%	30%	53%	25%	19%	16%	9%	9%
Maurice	86%	18%	63%	19%	26%		29%	17%	14%	5%
Mauritanie	70%	45%	67%	28%	28%	41%	36%	33%	29%	10%
Mozambique	70%	43%	46%	45%	25%	52%	25%	29%	22%	8%
Namibie	69%	50%	57%	47%	39%	32%	26%	22%	11%	13%
Niger	87%	62%	76%	67%	47%	51%	39%	29%	22%	5%
Nigéria	75%	39%	74%	50%	49%	49%	33%	32%	19%	10%
Ouganda	76%	65%	71%	56%	44%	28%	26%	18%	16%	5%
São Tomé & Príncipe	86%	45%	61%	44%	42%	19%		31%	18%	13%
Sénégal	74%	45%	74%	58%	53%	29%	31%	37%	9%	14%
Seychelles	91%	29%	60%	13%	27%			18%	26%	6%
Sierra Leone	90%	73%	67%	66%	43%	60%	33%	28%	19%	4%
Soudan	42%	11%	55%	43%	41%	23%	13%	10%		20%
Tanzanie	81%	67%	53%	79%	38%	8%	24%	24%	11%	2%
Togo	83%	29%	59%	45%	42%	40%	23%	11%	9%	7%
Tunisie	60%	7%	59%	11%	24%		15%	4%	3%	13%
Zambie	78%	47%	69%	56%	40%	42%	32%	13%	12%	5%
Zimbabwe	81%	62%	70%	59%	42%	34%	42%	21%	11%	4%
Moyenne des 39 pays	72%		62%	48%	42%					9%
Moyenne des 38 pays		41%						20%		
Moyenne des 37 pays										
Moyenne des 36 pays								15%		
Moyenne des 35 pays						37%	28%			
le plus bas	0-60%	0-25%	0-50%	0-30%	0-30%	0-30%	0-25%	0-10%	0-10%	0-5%
	61-70%	26-40%	51-60%	31-45%	31-40%	31-40%	26-30%	11-20%	11-15%	6-10%
	71-80%	41-55%	61-70%	46-60%	41-50%	41-50%	31-35%	21-30%	16-20%	11-15%
le plus élevé	>80%	>55%	>70%	>60%	>50%	>50%	>35%	>30%	>20%	>15%

Figure 8 : Corrélations au niveau individuel entre les différents types de participation politique | pour un maximum de 39 pays | 2021/2023

Toutes les corrélations illustrées sont significatives au niveau $p < 0,01$ (bilatéral).

Participation à l'une, à toutes ?

Avant de nous pencher sur l'évolution de l'engagement au fil du temps (Page 19), de déterminer qui participe (Page 25), et les facteurs de participation (Page 33), nous nous penchons sur la mesure dans laquelle les différents types de participation sont soit indépendants les uns des autres, soit se renforcent mutuellement. Les personnes qui votent se réunissent-elles également, prennent-elles contact, manifestent-elles et font-elles des revendications ? Ou les différents types de participation attirent-ils des individus différents ?

La réponse à ces deux questions est, dans une certaine mesure, oui : La plupart des formes de participation semblent être au moins quelque peu interconnectées, mais si certains liens sont très forts, beaucoup sont faibles. En somme, il ne semble pas y avoir de fil conducteur unique reliant toutes les formes d'engagement. Il fallait s'y attendre. Les différents modes de participation requièrent des compétences et des ressources différentes, font appel à des motivations différentes, visent des résultats différents, exercent des pressions différentes, exigent des niveaux de coopération différents et impliquent des niveaux d'effort et de risque différents (Dalton, 2017 ; Verba, Nie, & Kim, 1978). Ces facteurs façonnent la manière dont les gens choisissent de participer et expliquent, par exemple, les raisons pour lesquelles les individualistes peuvent choisir des formes de participation différentes de celles des organisateurs, ou pourquoi les jeunes peuvent agir différemment de leurs aînés qui ont une plus grande aversion pour le risque.

Dans la Figure 8, nous montrons les liens au niveau individuel entre deux types de participation. Par exemple, la figure montre dans quelle mesure une personne qui vote est également plus susceptible de contacter un dirigeant, et si une personne qui assiste à une réunion communautaire est plus ou moins susceptible de

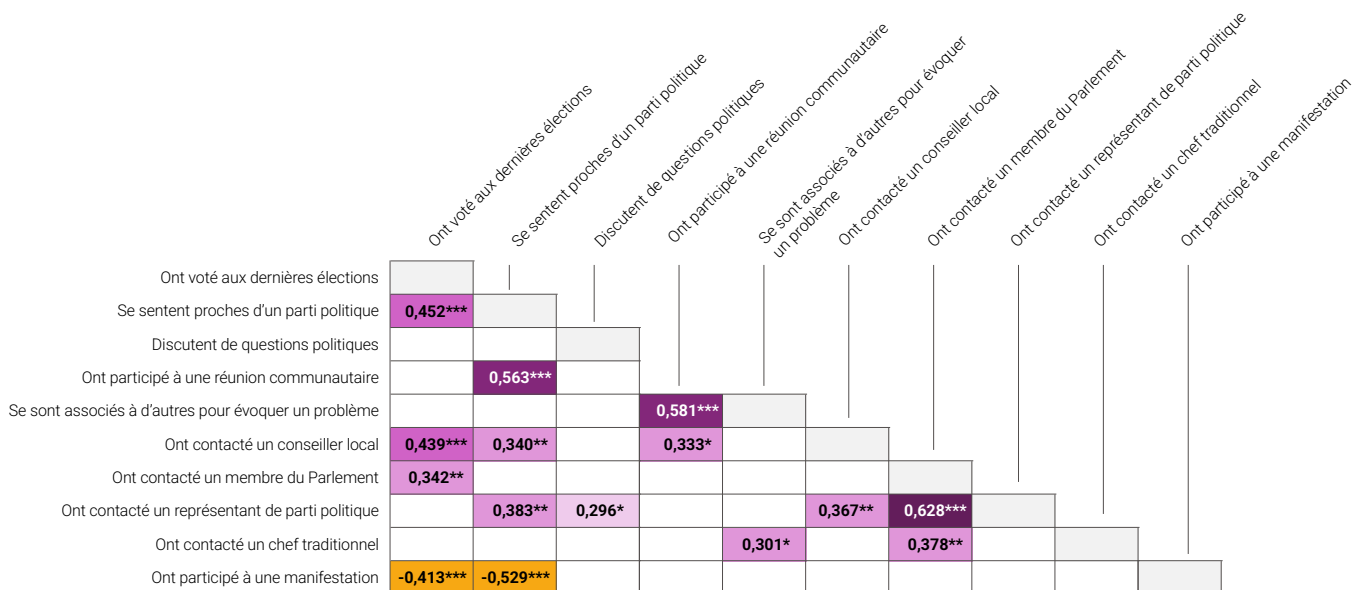
participer également à une manifestation. Pour chaque paire, la force de la corrélation est exprimée tant par la teinte des cellules (les couleurs plus foncées indiquent une relation plus forte) que par la taille du coefficient de corrélation (appelé « r de Pearson »), qui peut aller de 0,000 (aucune corrélation) à 1,000 (une corrélation parfaite). Les corrélations peuvent être positives (c'est-à-dire que si la participation à un type d'activité s'accroît, la participation à l'autre type d'activité est également susceptible de s'accroître) ou négatives (si l'une s'accroît, l'autre est susceptible de décroître). Mais pour ces indicateurs de participation au niveau individuel, il n'y a pas de corrélations négatives. Les cellules vides indiquent que la corrélation entre les deux modes de participation est trop faible pour être statistiquement significative.

Les corrélations les plus fortes se trouvent dans le groupe des quatre indicateurs de contact. Si un individu contacte un conseiller local, un parlementaire ou un représentant de parti politique, il est relativement probable qu'il contactera également l'un des autres indicateurs (coefficients de 0,441, 0,443 et 0,506).² La prise de contact avec un chef traditionnel est également corrélée avec les trois, bien qu'à des niveaux légèrement inférieurs (coefficients de 0,386, 0,321 et 0,350, respectivement).

Ailleurs, nous observons une forte corrélation positive entre deux formes d'action collective, la participation à une réunion communautaire et le fait de se joindre à d'autres personnes pour évoquer un problème (0,397). Ainsi, bien que tous les modes soient positivement corrélés, les corrélations beaucoup plus fortes entre certaines paires ou certains groupes d'indicateurs suggèrent que, dans une certaine mesure, l'action collective et la prise de contact fonctionnent comme des formes de participation *alternatives* plutôt que *complémentaires* : En général, les citoyens semblent plus susceptibles d'opter pour l'un ou l'autre mode

² Il est possible que certaines personnes considèrent qu'un membre du Parlement est également un « représentant de parti politique », et donc que certains répondants aient déclaré le même contact avec un parlementaire en réponse aux deux questions, ce qui peut gonfler quelque peu cette corrélation.

Figure 9 : Corrélations au niveau national entre les différents types de participation politique | pour un maximum de 39 pays | 2021/2023



* $p < .1$, ** $p < .05$, *** $p < .01$ (bilatéral).

que pour les deux. En d'autres termes, les citoyens peuvent se spécialiser dans les modes d'engagement qui correspondent le mieux à leurs ressources, motivations et préférences.

Avant de poursuivre, il convient de jeter un rapide coup d'œil sur les corrélations *nationales*, ce qui permettra de préparer le terrain pour la discussion sur les facteurs de la participation au niveau national qui suit (Page 33). À la Figure 9, nous présentons les corrélations entre les différents modes de participation *au niveau national*. Cela nous indique, par exemple, si un pays qui rapporte des niveaux élevés de vote est également susceptible de rapporter des niveaux plus élevés de contact avec les membres du Parlement ou de discussion politique.

Certaines tendances sont similaires à celles décrites ci-dessus pour le niveau individuel, en particulier les fortes corrélations au niveau national entre les indicateurs de contact, ainsi que la forte corrélation entre la participation à une réunion communautaire et l'association avec d'autres personnes pour évoquer un problème.

Mais il y a aussi plusieurs grandes disparités. La première est que de nombreuses cellules de ce graphique sont vides, ce qui signifie qu'il n'y a pas de corrélation significative, positive ou négative, entre les deux indicateurs au niveau du pays. Par exemple, les pays où l'on parle davantage de politique ne sont pas plus susceptibles de déclarer des taux plus élevés de vote, de participation à des réunions ou de prise de contact avec des conseillers locaux ou des parlementaires.

Une autre découverte importante est qu'au niveau national, les taux de participation électorale sont fortement corrélés à plusieurs autres formes d'engagement, notamment l'affiliation à un parti politique (0,452), la prise de contact avec les conseillers locaux (0,439) et la prise de contact avec les parlementaires (0,342).

L'autre disparité notoire concerne les manifestations, qui se distinguent de toutes les autres formes de participation citoyenne par une corrélation forte et *négative* avec le vote et l'appartenance

à un parti (comme l'indique la couleur orange des cellules du graphique), alors qu'elles n'ont aucun lien avec les autres formes de participation. En d'autres termes, les pays où la participation électorale et l'affiliation à un parti sont plus élevées sont susceptibles d'avoir des niveaux de manifestation plus faibles, et vice versa. Au niveau national, les manifestations semblent offrir aux citoyens un moyen d'exprimer leurs opinions qui est fondamentalement différent de l'engagement dans la politique électorale et dont ils peuvent tirer parti lorsque d'autres options ne sont pas disponibles. Nous étudierons certaines des caractéristiques et facteurs uniques des manifestations dans la section « Des déterminants de l'engagement citoyen en Afrique » à partir de la Page 33.

Récapitulatif : L'étendue de l'engagement citoyen

Le vote est la forme prédominante, mais pas l'unique, de participation politique et civique pour les citoyens africains. Presque tous les Africains y adhèrent : Seulement 6% ne se sont engagés dans aucune des 10 formes de participation examinées ici. Et très peu se contentent juste de voter : 92% de ceux qui déclarent avoir voté se sont également engagés dans au moins une autre forme de participation politique ou civique. Sur l'ensemble du continent, les individus s'engagent en moyenne dans 3,6 formes de participation, et 21% déclarent s'engager dans cinq modes ou plus.

En résumé, en dépit des défis quotidiens auxquels sont confrontés nombre d'Africains pour survivre et s'épanouir, la grande majorité trouvent de multiples possibilités de se mobiliser pour se faire entendre. Ce niveau de participation représente un formidable capital d'engagement et de compétences, ainsi qu'une potentielle source d'énergie susceptible de renforcer l'efficacité et la légitimité des gouvernements si leurs dirigeants sont disposés à les écouter et à les satisfaire.

Focus » Les Africains donnent l'exemple en œuvrant ensemble pour le changement

Si 9% des Africains ont participé à une manifestation au cours de l'année écoulée et que 15% ont contacté un député, s'agit-il là d'une forte participation ou d'une faible participation ?

La comparaison des données Afrobarometer avec les résultats (le cas échéant) d'autres organismes régionaux de sondage donne un aperçu de l'évolution des niveaux d'engagement politique et civique à travers le monde.

Dans l'ensemble, les Africains s'en sortent relativement bien (Figure 10), notamment en matière d'action collective et la prise de contact avec les dirigeants.

En ce qui concerne la participation électorale déclarée, l'Afrique (72%) talonne l'Asie (81%), égale l'Amérique Latine (71%) et devance largement les pays du Moyen-Orient/Afrique du Nord (55%) et devant largement les pays du Moyen-Orient/Afrique du Nord (MENA) (55%). De même, l'Afrique arrive en deuxième position

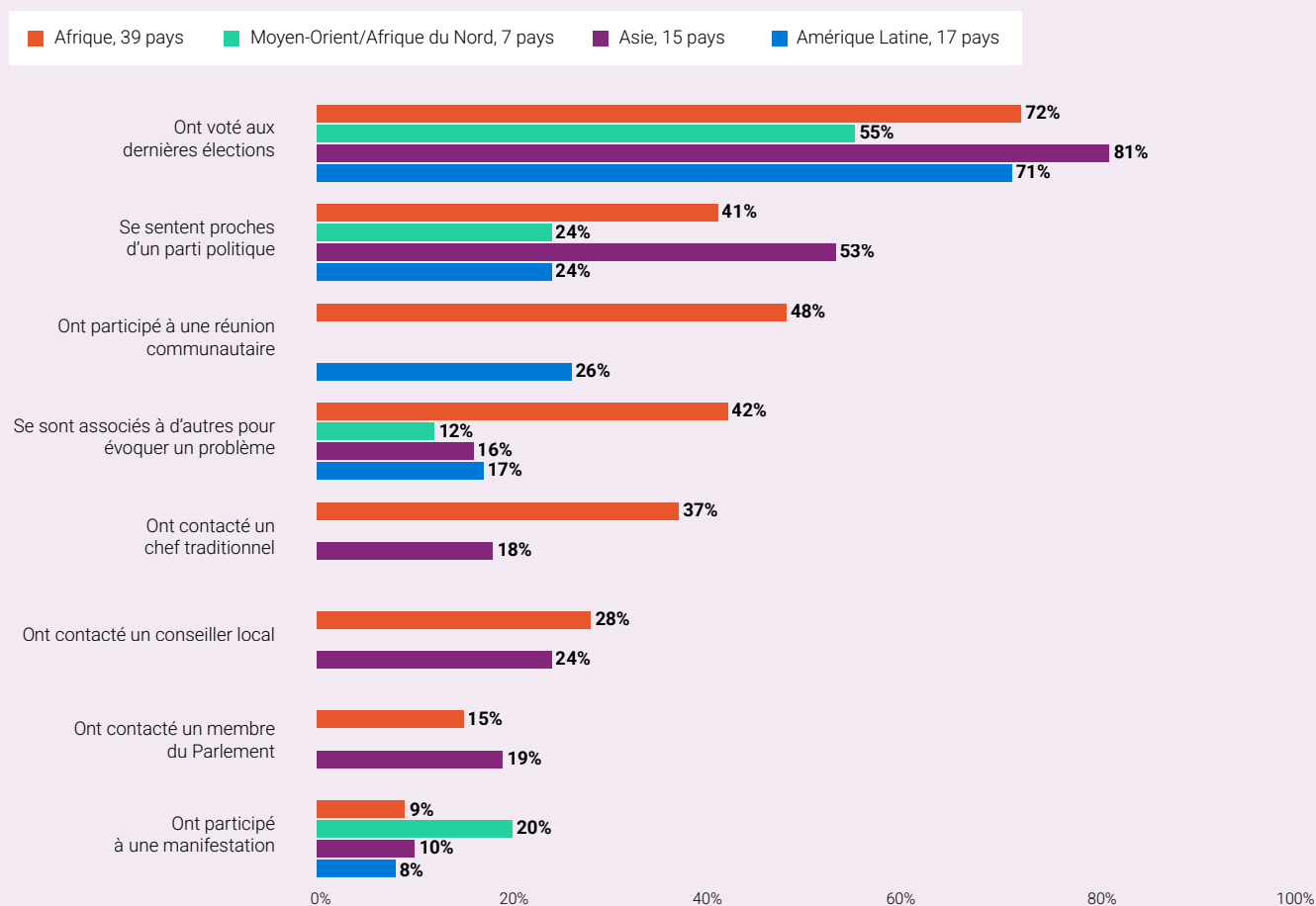
derrière l'Asie pour ce qui est de l'affiliation à un parti (41% contre 53%), devant les deux autres régions (24% dans chaque cas).

Les Africains sont en tête – et de loin – pour ce qui est de coopérer en faveur du changement. Reflétant peut-être la longue histoire de démocratie participative/locale du continent, ils devancent largement les autres régions dans la participation aux réunions communautaires (48%, contre 26% en Amérique Latine) et de l'association avec d'autres personnes pour évoquer un problème (42%, contre 12% à 17% dans les autres régions).

Les Africains devancent également les Asiatiques pour ce qui est de contacter leurs chefs traditionnels et élus locaux, les Asiatiques étant légèrement plus en avance pour la prise de contact avec les députés.

Quant aux manifestations, les pays de la région MENA sont deux fois plus engagés que les autres régions.

Figure 10 : Participation politique et civique dans le monde



Sources : Round 9 d'Afrobarometer, vagues III et VIII de Arab Barometer, vagues 3 et 5 de Asian Barometer, Round 10 de LAPOP Lab, Latinobarómetro 2021

Notez bien : Les moyennes de la région MENA incluent quatre pays qui sont également inclus dans le Round 9 d'Afrobarometer (la Mauritanie, le Maroc, le Soudan et la Tunisie).

Focus » Pas que des électeurs : La participation électorale à un niveau supérieur

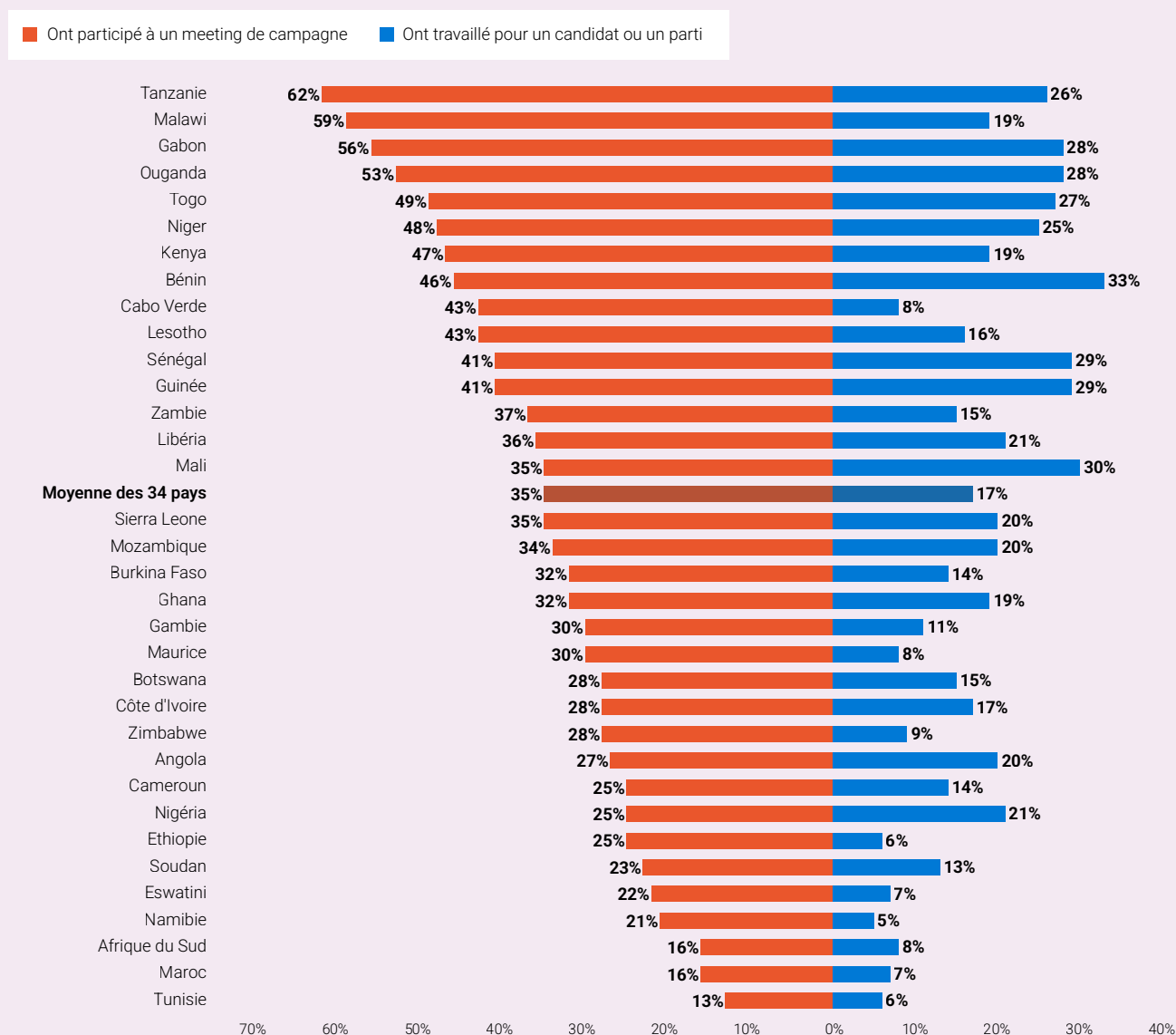
Pour certaines personnes, la participation électorale va bien au-delà de se rendre aux urnes le jour du scrutin, comme le démontrent les réponses à deux questions qui ont été incluses dans un module spécial sur les élections intégré au questionnaire du Round 8 (2019/2021) d'Afrobarometer (mais n'ont pas été posées au Round 9).

Environ un sur trois répondants (35%) à travers 34 pays déclarent avoir assisté à un meeting de campagne des dernières élections de leur pays. Bien que nous ne connaissions pas le but de la participation d'un individu – satisfaire sa curiosité, faire des rencontres, recueillir des informations ou montrer son soutien – le fait d'assister à un meeting révèle au moins un niveau significatif d'intérêt et d'attention à l'égard de la politique. Pas moins de six personnes sur 10 ont assisté

à des meetings de campagne en Tanzanie (62%) et au Malawi (59%), mais moins d'une personne sur cinq en ont fait de même au Maroc (16%), en Afrique du Sud (16%) et en Tunisie (13%) (Figure 11).

Moins ambigu, le choix de travailler pour un candidat ou un parti est un indicateur clair d'un engagement politique de haut niveau : En moyenne, environ un sur six citoyens (17%) déclarent avoir travaillé pour un candidat ou un parti lors de la dernière campagne, et plus d'un quart d'entre eux l'ont fait dans neuf pays, au premier rang desquels le Bénin (33%). Mais dans neuf autres pays, cette forme de participation est relativement rare, moins d'un sur 10 citoyens déclarant avoir travaillé pour un candidat ou un parti pendant la campagne.

Figure 11 : Engagement dans les actions de campagne | 34 pays | 2019/2021



Focus » Les Africains en ligne : Les médias sociaux et l'activisme numérique

L'accès à l'Internet et aux médias sociaux pourrait être en train de révolutionner la manière dont les citoyens africains s'engagent en politique. A travers les 28 pays déjà sondés dans le cadre du Round 10 d'Afrobarometer (2024/2025), 49% des répondants disent avoir fréquemment recours à l'Internet (« quelques fois par semaine » ou « tous les jours »), et autant disent se tenir régulièrement informés par le biais des médias sociaux. Le taux d'utilisation de l'Internet atteint 57% chez les jeunes de 18 à 35 ans. Mais les disparités continentales sont considérables : 99% des jeunes adultes ont régulièrement accès à l'Internet à Maurice, contre seulement 19% à Madagascar. Néanmoins, dans 18 pays sur 28, au moins la moitié des jeunes utilisent l'Internet et les médias sociaux.

Les témoignages abondent sur le rôle essentiel que les médias sociaux ont joué dans les actions de mobilisation des citoyens, notamment dans des mouvements tels que #FeesMustFall en Afrique du Sud (Nhedzi & Azionya, 2025), #RejectFinanceBill au Kenya (Munga, 2024), #OccupyGhana (Nartey, 2022) et #EndSARS au Nigéria (Ekoh & George, 2021).

Les médias sociaux constituent un outil essentiel pendant les manifestations, partageant des informations en temps réel sur les lieux, les actions, les événements et les ripostes des gouvernements. Ils ont même servi d'outil de protection à travers lequel les activistes affichent leur propre arrestation. L'organisation via les médias sociaux a permis l'émergence de mouvements « ascensionnels », apparemment sans leader, révolutionnant la méthode de protestation dans certains pays (Nyamweya, 2024).

Mais les médias sociaux ne servent pas qu'à organiser des manifestations. Avant de descendre dans la rue au Kenya, par exemple, les médias sociaux ont permis aux opposants au projet de loi de finances de partager et de traduire des documents, de répondre à des questions (notamment grâce à l'utilisation d'outils d'intelligence artificielle (IA)), d'éduquer, de coordonner, de discuter et de faire pression sur les dirigeants (Mwaura, 2024).

Bien entendu, les médias sociaux peuvent avoir leurs revers : Il est aussi facile de partager de la désinformation que de l'information. Et les gouvernements ont utilisé les mêmes outils pour surveiller et contrôler les citoyens, ou ont même complètement coupé l'accès. L'année 2024 a été une année record pour les coupures d'Internet par les gouvernements sur le continent, avec 21 coupures dans 15 pays – dont l'Éthiopie, la Guinée, le Kenya, le Mozambique, le Nigéria, le Sénégal et l'Ouganda – généralement suite à des manifestations, à l'instabilité ou à des élections (Egbejule, 2025 ; Access Now, 2025).

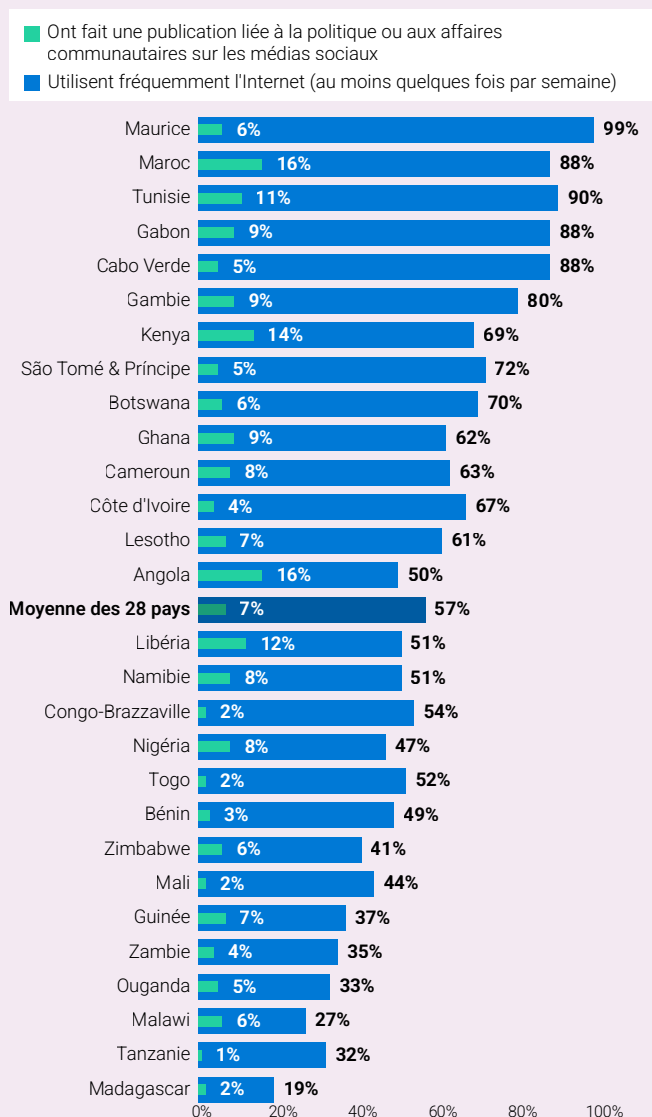
Les médias sociaux devenant un outil d'engagement, Afrobarometer a ajouté une nouvelle question à ses enquêtes les plus récentes (Round 10), demandant aux répondants spécifiquement s'ils utilisent les médias sociaux pour « poster du contenu en lien avec la politique ou les affaires communautaires ».

Comme le montre la Figure 12, c'est là une forme encore balbutiante de participation politique. Seulement 6% de tous les adultes déclarent avoir publié des articles au cours de l'année précédente, et même chez les 18-35 ans, ils ne sont que 7%.

A travers tous les pays, seulement une petite proportion des utilisateurs d'Internet s'en sont servie pour aborder des questions politiques ou communautaires, les Marocains (16%), les Angolais (16%), les Kenyans (14%) et les Libériens (12%) occupant les premiers rangs à cet égard. Mais si peu de personnes publient du contenu, leur audience s'élargit et l'impact des médias sociaux comme outil d'engagement citoyen ne manquera pas de croître.

“ Les médias sociaux constituent un outil essentiel pendant les manifestations, partageant des informations en temps réel sur les lieux, les actions, les événements et les ripostes des gouvernements.

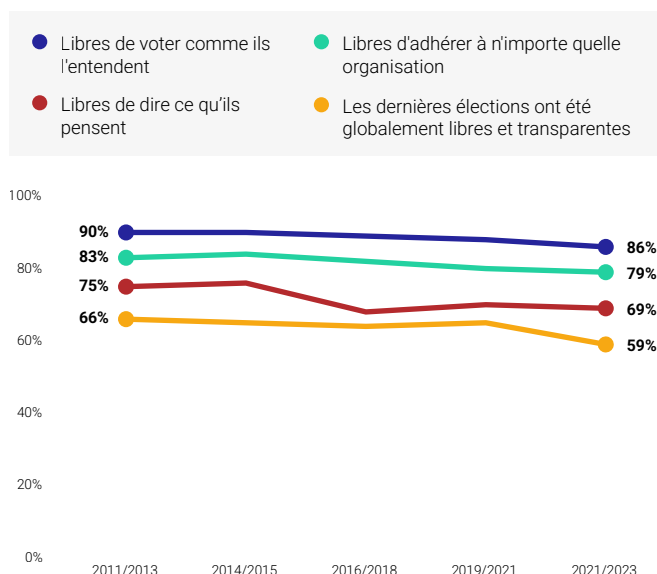
Figure 12 : Usage de l'Internet et publication de contenu politique ou communautaire sur les médias sociaux | 18-35 ans | 28 pays | 2024



L'engagement en transition : Une tendance à l'individualisme ?

Parallèlement à la croissance des préoccupations relatives au recul de la démocratie, les militants et les observateurs ont exprimé ces dernières années leur inquiétude quant à une restriction sur le continent en termes de libertés civiles (Yusuf, 2024 ; CIVICUS Monitor, 2024 ; Smidt, 2018). Si leurs critiques portent souvent sur les restrictions imposées à des formes plus conventionnelles d'action collective, par exemple par des organisations non gouvernementales, un bref examen de l'évolution des niveaux de l'engagement citoyen pourrait également révéler si la participation politique des citoyens ordinaires est en train d'être étouffée.

Figure 13 : Evolution des libertés et de la qualité des élections | 30 pays* | 2011-2023



*29 pays pour « Liberté d'adhérer à n'importe quelle organisation » ; la question n'a pas été posée en Eswatini.

En se focalisant sur 30 pays inclus dans les rounds 5 (2011/2013) et 9 (2021/2023) d'Afrobarometer, on découvre des preuves que les opinions et les expériences des citoyens s'alignent sur les évaluations des analystes concernant la réduction des libertés civiles. La proportion des Africains déclarant qu'ils sont « assez libres » ou « tout à fait libres » de dire le fond de leur pensée a régressé de 6 points de pourcentage au cours de la dernière décennie, et les évaluations de leur liberté d'association et de leur liberté de vote ont régressé de 4 points chacune (Figure 13). En dépit de ces reculs, les Africains restent assez confiants en leur capacité à s'exprimer librement (69%), à s'associer avec d'autres (79%) et à voter comme ils l'entendent (86%).

Dans le même temps, la perception de la qualité des élections a régressé de 7 points, de 66% à 59% des personnes qui estiment que leur dernière élection nationale a été en grande partie ou tout à fait libre et transparente.

Mais ces légères régressions de la perception des libertés se traduisent-elles par un désengagement de la participation politique et civique ? Nous n'avons pas trouvé de preuves cohérentes que ce soit le cas. Certaines formes de participation ont connu un déclin au cours de la dernière décennie, tandis que d'autres ont progressé. D'autres facteurs, tels que l'urbanisation et l'adoption de nouvelles technologies de l'information et de la communication, peuvent également jouer un rôle important dans l'évolution des niveaux d'engagement citoyen.

Un désengagement de la politique partisane, mais pas des élections

L'affiliation à un parti politique est la forme de participation qui a le plus évolué au cours de la dernière décennie : A travers 29 pays, l'identification à un parti – autrefois une forme de participation déclarée par une majorité – a régressé de 14 points de pourcentage depuis le Round 5 (2011/2013), et de 16 points depuis son pic du Round 6 (2014/2015). Seulement quatre sur 10 Africains (42%) déclarent aujourd'hui être affiliés à un parti (Figure 14). Au regard des corrélations modestes mais positives entre l'affiliation à un parti et plusieurs autres formes de participation (pages 14 et 15), ces résultats pourraient être un signe de difficultés pour l'engagement politique au sens large.

L'affiliation à un parti a régressé dans tous les pays à l'exception du Maroc, qui a enregistré une légère hausse de 4 points de pourcentage, du Malawi, de la Sierra Leone, de la Zambie et du Zimbabwe, où les faibles variations (2 points ou moins) se situent dans la marge

d'erreur de l'enquête (Figure 15). En revanche, l'affiliation à un parti au Burkina Faso a dégringolé de 45 points ; la majeure partie de cette chute, de 63% en 2012 à 35% en 2015, a été enregistrée bien avant le coup d'Etat militaire de 2022 et les restrictions imposées sur les libertés politiques dans le pays. Dans sept autres pays, l'affiliation à un parti a régressé de 20 points ou plus.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce déclin substantiel de l'affiliation à un parti.

Le premier est une désaffection croissante à l'égard des partis au pouvoir sur l'ensemble du continent, alors que les partis d'opposition dans de nombreux pays doivent encore convaincre leur public qu'ils constituent une alternative viable. La confiance vis-à-vis des partis au pouvoir a régressé de 15 points de pourcentage entre 2011/2013 et 2021/2023, pour atteindre son niveau le plus bas : 33% des répondants déclarent faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance au parti au pouvoir. Parallèlement, la confiance vis-à-vis des partis d'opposition n'était que de 36% en 2011/2013 et a régressé de 7 points pour atteindre 29% en 2021/2023 (Adaba & Boio, 2024). Le mécontentement à l'égard des performances du parti au pouvoir dans des pays comme l'Afrique du Sud peut donc conduire les électeurs mécontents à abandonner l'engagement partisan plutôt que de transférer leur allégeance à un parti d'opposition (Schulz-Herzenberg & Mattes, 2023).

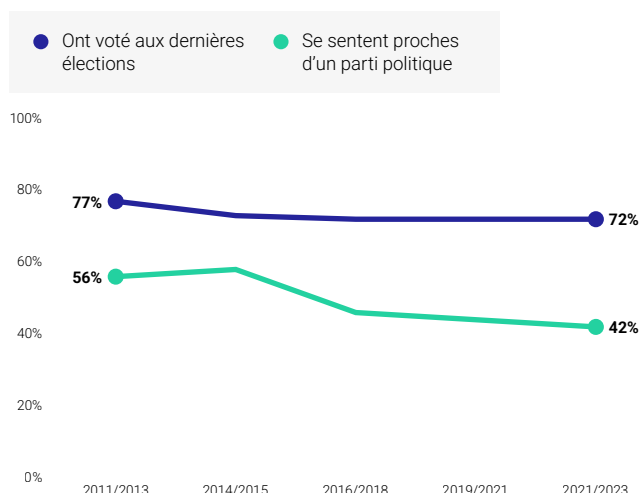
La restriction des espaces réservés aux partis adversaires dans des pays tels que le Bénin et la Tanzanie peut également empêcher les partis d'opposition de fonctionner et de faire campagne librement, ce qui rend plus difficile leurs rencontres, leurs interactions et l'attraction de nouveaux partisans. La violence et l'intimidation électorales dont nous avons été témoins dans des pays comme la Côte d'Ivoire et l'Ouganda peuvent décourager les citoyens de s'engager (ou d'admettre qu'ils s'engagent) dans la politique d'opposition (Asunka, Gyimah-Boadi, & Logan, 2022).

En outre, dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest qui ont connu des coups d'Etat récents et sont maintenant gouvernés par des militaires, les partis politiques ne sont plus en mesure d'opérer librement. Les partis ont été suspendus au Burkina Faso après le coup d'Etat de septembre 2022 et au Niger après la prise de pouvoir par les militaires en juillet 2023 (Freedom House, 2024a, b). Au Mali, les activités des partis politiques ont été suspendues pendant plusieurs mois en 2024, et encore en mai 2025, après des manifestations contre le report des élections promises par le gouvernement (CNN, 2024 ; Njie, 2025).

Si l'affiliation à un parti s'affaiblit clairement, il se peut que la baisse de 5 points de pourcentage de la proportion des citoyens qui déclarent avoir voté lors des dernières élections (voir Figure 14 ci-dessus) ne soit pas une preuve supplémentaire de leur désintérêt pour la politique.

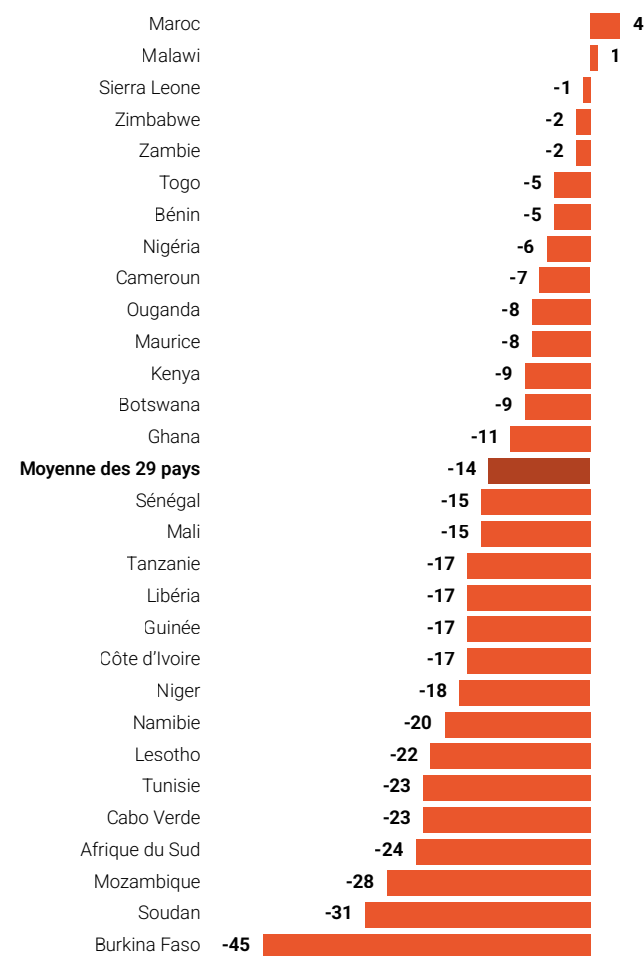
Survenue essentiellement entre le Round 5 (2011/2013) et le Round 6 (2014/2015), cette régression coïncide avec une légère modification de la formulation de la question d'Afrobarometer, spécifiquement conçue pour rendre plus facile ou plus acceptable le fait d'admettre que l'on n'a pas voté. Le vote est considéré comme un comportement socialement souhaitable, et il est communément admis dans les études d'enquête qu'il peut être sur-déclaré (Karp & Brockington, 2005). Au Round 6, nous avons ajouté une introduction à la question indiquant qu'il est entendu que certaines personnes sont dans

Figure 14 : Evolution de la participation électorale | 29 pays* | 2011-2023



* « Ont voté lors des dernières élections » ne couvre pas le Sénégal. « Se sentent proches d'un parti » ne couvre pas l'Eswatini.

Figure 15 : Evolution de l'affiliation à un parti politique | 29 pays* | 2011-2023



La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre 2011/2013 et 2021/2023 de la proportion de répondants qui déclarent se « sentir proches » d'un parti politique. * La question n'a pas été posée en Eswatini.

l'incapacité de voter.³ Cette modification peut permettre d'expliquer la baisse du nombre de votes déclarés par une réduction de la sur-déclaration plutôt que par un véritable déclin du comportement électoral. Cette explication est renforcée par le fait que les niveaux de vote déclarés sont restés constants depuis le Round 6, alors que le déclin de l'affiliation à un parti s'est produit depuis cette période. Il semble qu'en dépit de tout ce qui nuit à la politique partisane sur le continent, l'engagement dans le vote demeure consistant.

Moins de mobilisation, moins d'action ?

L'évolution de la fréquence des actions collectives n'a pas encore révélé de tendances claires. La propension des individus à discuter de politique a régressé de 6 points de pourcentage entre 2011/2013 et 2021/2023, la participation aux réunions communautaires a baissé de 8 points, et l'association avec d'autres personnes pour évoquer un problème a chuté de 11 points (Figure 16). Toutefois, les tendances de la participation à ces activités ne sont pas cohérentes et, tant pour la participation à des réunions que pour l'association avec d'autres personnes, nous ne voyons pas de preuves de régression régulière à long terme comme dans le cas de l'affiliation à un parti. En fait, ces deux formes de participation se sont accrues après le Round 6 et ont atteint un pic assez récemment, au Round 8, avant de chuter brusquement au Round 9. Il nous faudra des observations supplémentaires avant de pouvoir déterminer si les changements récents s'inscrivent dans une tendance haussière ou baissière à long terme.

La tendance à l'urbanisation sur le continent est un facteur susceptible d'affecter certaines formes d'engagement, en particulier

la participation aux réunions communautaires. Ces rencontres sont plus courantes dans les zones rurales que dans les zones urbaines (Page 28), et la proportion urbaine des échantillons Afrobarometer – qui sont conçus pour correspondre aux profils de la population nationale – s'est légèrement accrue, de 41-59 en 2011/2013 à 44-56 en 2021/2023. L'accès croissant à l'Internet et à des interactions en ligne qui pourraient remplacer les interactions face à face pourrait être un autre facteur d'influence pour les trois types d'action collective. En outre, nous pourrions observer certains effets des mesures d'ouverture et de fermeture sociales liées à la pandémie de COVID-19 au cours de la période 2020-2021.

Il convient de noter que toutes les formes de participation ne sont pas en recul. La prise de contact avec les dirigeants – de tous types – s'est accrue au cours de la dernière décennie (Figure 17). La prise de contact avec les chefs traditionnels s'est accrue de 5 points de pourcentage, tout comme la prise de contact avec les conseillers locaux (de 24% à 29%). Par ailleurs, la prise de contact avec les représentants des partis est en hausse de 6 points, de 14% à 20%, malgré les substantielles baisses de l'appartenance à un parti décrites plus haut. En revanche, la prise de contact avec les membres du Parlement ne s'est accrue que de 2 points, ce qui reflète probablement l'inaccessibilité relative de ces derniers aux yeux de nombreux citoyens ordinaires.

Enfin, nous constatons que les manifestations sont restées relativement stables au cours de la dernière décennie, rapporté par 10% des répondants au Round 5 et 9% au Round 9. Cependant, tout comme l'action collective, elle a connu un pic au Round 8 (à 16%) avant de retomber aux niveaux antérieurs d'avant la COVID (non illustré).

Le Tableau 2 synthétise l'évolution des 10 indicateurs d'engagement

Figure 16 : Evolution de l'engagement citoyen | 30 pays | 2011-2023

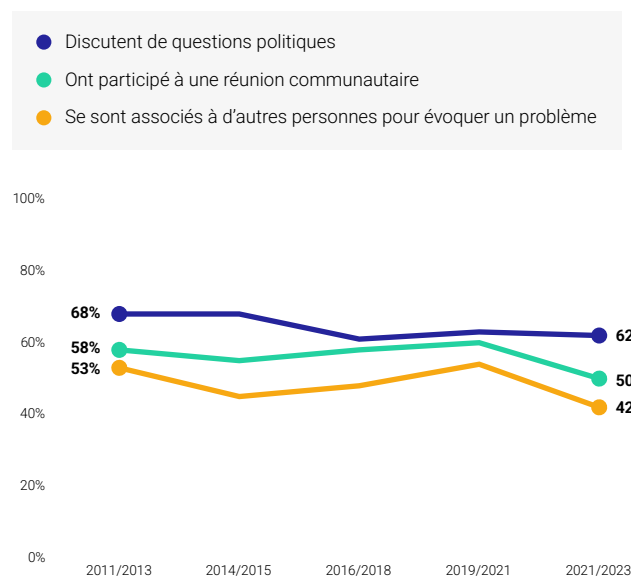
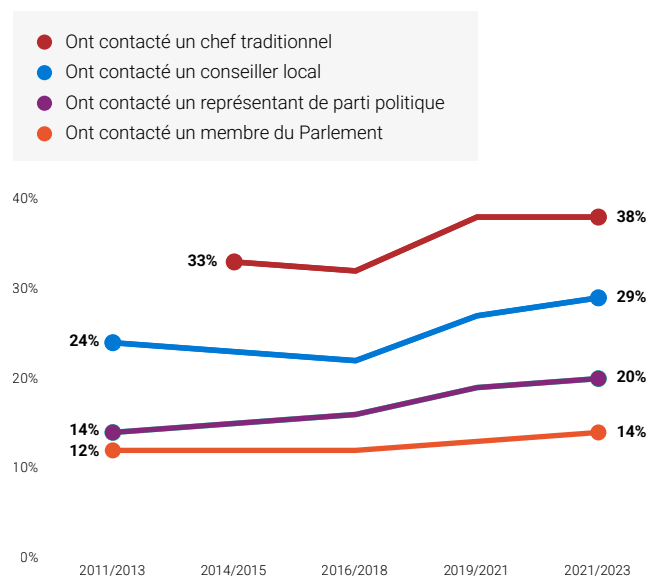


Figure 17 : Evolution de la prise de contact | 27-29 pays* | 2011-2023



Le Libéria, le Malawi et le Soudan ne sont pas inclus dans la catégorie « ont contacté un conseiller local ». L'Eswatini n'est pas inclus dans la rubrique « ont contacté un représentant de parti politique ». Le Burkina Faso, la Guinée et le Soudan ne sont pas concernés par l'expression « ont contacté un membre du Parlement ». Le Cabo Verde, Maurice et la Tunisie ne sont pas concernés par la rubrique « ont contacté un chef traditionnel ».

³ La question était formulée de la manière suivante : Round 5 : « Concernant la dernière élection nationale en [année], quelle affirmation est vraie pour vous ? » Les options de réponse proposées étaient les suivantes : « Vous n'étiez pas inscrit », « Vous avez voté lors de l'élection », « Vous avez décidé de ne pas voter » et « On vous a empêché de voter ». Round 6 : « Sachant que certaines personnes n'ont pas pu voter lors des dernières élections nationales en [année], laquelle des affirmations suivantes est vraie pour vous ? » avec les mêmes options de réponse. Au Round 8 (2019/2021), la formule introductive a encore été légèrement modifiée. Elle est désormais libellée comme suit : « Les gens ne sont pas toujours en mesure de voter aux élections, par exemple parce qu'ils n'étaient pas inscrits, qu'ils n'ont pas pu se déplacer ou que quelqu'un les a empêchés de voter. Et vous ? », suivie de la même question et des mêmes options de réponse.

citoyen par pays, la couleur des cellules indiquant le sens de l'évolution (bleu pour une hausse, rouge pour une baisse) et les nuances représentant l'ampleur de l'évolution (les nuances plus foncées indiquant une hausse ou une baisse plus importante).

Quelques résultats généraux se dégagent de cette représentation.

Tout d'abord, presque tous les pays ont enregistré une régression des indicateurs électoraux et des indicateurs d'action collective. En fait, de nombreux pays affichent des régressions à deux chiffres sur au moins trois de ces indicateurs. Les plus fortes régressions moyennes sont observées au Burkina Faso, au Cabo Verde, en Côte d'Ivoire, au Mozambique, en Afrique du Sud, au Soudan et en Tanzanie.

Très peu de pays affichent d'importantes hausses (+6 points de pourcentage ou plus) sur l'une ou l'autre de ces variables. Le Libéria a enregistré une hausse de 23

points pour ce qui est de la discussion politique, et les Marocains font état de modestes hausses pour plusieurs types de participation et d'une hausse très importante (+27 points) pour ce qui est de se joindre à d'autres personnes pour évoquer un problème. Le vote auto-déclaré affiche une hausse en Sierra Leone (+10 points), en Zambie (+9 points) et au Zimbabwe (+9 points), et ce malgré la reformulation des questions qui était censée minimiser la sur-déclaration de la participation électorale.

En revanche, presque tous les pays ont connu soit une stabilité, soit une hausse de la prise de contact. Les plus fortes hausses moyennes sont enregistrées au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Libéria, au Mozambique, au Niger, au Nigéria et au Sénégal. Le Malawi, quant à lui, enregistre une très forte régression de la prise de contact avec les élus locaux, tandis que la Sierra Leone et la Tanzanie enregistrent

également de fortes régressions moyennes.

En résumé, nos résultats disparates concernant les tendances en matière de participation ne révèlent pas de structure cohérente au cours de la dernière décennie. Certains indicateurs sont en baisse – en particulier l'affiliation à un parti, mais aussi les diverses formes d'action collective – tandis que d'autres sont restés stables (vote, manifestations) et que d'autres encore (prise de contact) se sont accrus. Cela reflète peut-être une variété de facteurs d'attraction et de répulsion – de l'urbanisation et de l'évolution des modes d'interaction sociale et de communication aux effets des mesures de confinement pandémique et de restriction démocratique – qui dépassent le cadre de la présente analyse. Cela suggère également un domaine d'action fluide et évolutif, susceptible de se développer en réponse à un renforcement des mesures d'incitation, que nous examinerons plus loin (Page 33).

Tableau 2 : Evolution des taux de l'engagement (points de pourcentage) | dans un maximum de 30 pays | 2011-2023

	Ont voté aux dernières élections		Se sentent proches d'un parti politique		Discutent de questions politiques		Ont participé à une réunion communautaire		Se sont associés à d'autres pour évoquer un problème		Ont contacté un chef traditionnel		Ont contacté un conseiller local de parti politique		Ont contacté un représentant		Ont participé à une manifestation	
Evolution entre les rounds	R9-R5	R9-R5	R9-R5	R9-R5	R9-R5	R9-R6	R9-R5	R9-R5	R9-R5	R9-R5								
Afrique du Sud	-17	-24	-13	-10	1	2	13	6	4								4	
Bénin	-16	-5	-8	-11	-12	1	8	8	-2								-5	
Botswana	5	-9	-6	-14	-10	-3	-7	-4	0								-9	
Burkina Faso	4	-45	-10	-12	-26	21	5	5									0	
Cabo Verde	-4	-23	-16	-13	-19		-2	6	2								0	
Cameroun	-18	-7	6	-16	-21	2	1	2	0								1	
Côte d'Ivoire	-32	-17	-18	-10	-22	16	19	14	11								-3	
Eswatini	5		-2	-24	-15	6	9		-6								7	
Ghana	-3	-11	8	-6	-4	7	4	4	1								1	
Guinée	-5	-17	-13	-8	-15	8	15	2									-1	
Kenya	-3	-9	2	-18	-30	-9	-8	2	-3								-5	
Lesotho	-12	-22	-11	-4	2	4	6	4	1								2	
Libéria	-1	-17	23	-8	-3	-3		21	18								1	
Malawi	-14	1	-3	-11	-18	7	-25	0	0								1	
Mali	-8	-15	-2	-8	-12	12	7	8	3								13	
Maroc	-5	4	9	7	27	-5	-1	6	2								-1	
Maurice	-3	-8	-2	-15	5		11	8	4								2	
Mozambique	-11	-28	-24	-30	-49	14	7	14	15								-1	
Namibie	-11	-20	-8	-5	0	-2	12	12	8								5	
Niger	-1	-18	-7	10	-3	23	19	19	13								-3	
Nigéria	-6	-6	-5	6	6	18	20	16	12								1	
Ouganda	-9	-8	-2	-13	-20	-5	-10	-1	-4								-7	
Sénégal	-1	-15	-7	-9	-5	7	11	19	1								0	
Sierra Leone	10	-1	-4	-5	-16	3	-13	-8	-21								-5	
Soudan	-13	-31	-16	-13	-8	-7	2	-3									6	
Tanzanie	-3	-17	-25	-1	-33	-9	-10	-6	-11								-14	
Togo	-3	-5	6	-10	-21	18	14	3	2								-7	
Tunisie	-11	-23	-20	-1	2		-1	1	0								1	
Zambie	9	-2	-1	2	-9	7	10	5	2								-1	
Zimbabwe	9	-2	-5	-15	-14	0	0	-5	-10								-1	
Moyenne des 30 pays	-5		-6	-9	-11												-1	
Moyenne des 29 pays		-14					4	5										
Moyenne des 28 pays																		
Moyenne des 27 pays						5			2									
>+20 points																		
+16-20 points																		
+11-15 points																		
+6-10 points																		
+3-5 points																		
-3-5 points																		
-6-10 points																		
-11-15 points																		
-16-20 points																		
>-20 points																		

Etude de cas » La Génération Z au Kenya atteint des objectifs majeurs, mais au prix fort

Les jeunes Kényans ne comptent pas parmi les manifestants les plus actifs du continent : En 2021, seulement 5% ont déclaré avoir participé à une manifestation au cours de l'année précédente, soit la moitié de la moyenne continentale de 10% (voir la Page 29 qui traite de l'engagement des jeunes).

Mais cela n'a pas empêché la Génération Z du Kenya de se faire entendre en 2024, non seulement au Kenya, mais sur l'ensemble du continent.

Au Kenya, la grogne économique des jeunes s'amplifie depuis un certain temps, mais elle a atteint son apogée avec la présentation du projet de loi de finances 2024, qui aurait imposé une multitude de nouvelles taxes aux citoyens afin de financer les obligations de la dette du pays (Munga, 2024). Ce projet de loi a été présenté à un moment où la mauvaise gestion de l'économie, la corruption et le chômage étaient aux premiers rangs des préoccupations du peuple – et en particulier des jeunes – comme le révèle l'enquête Afrobarometer (Figure 18).

Avec la cherté de la vie, les jeunes qui peinent à trouver un emploi, les députés qui exhibent leur richesse sur les médias sociaux et les scandales de corruption qui font souvent la une des journaux, les nouvelles taxes se sont avérées trop lourdes à supporter pour la Génération Z (Lewis & Inveen, 2024).

Les jeunes kényans sont très branchés : 57% d'entre eux déclarent se tenir informés par les médias sociaux fréquemment

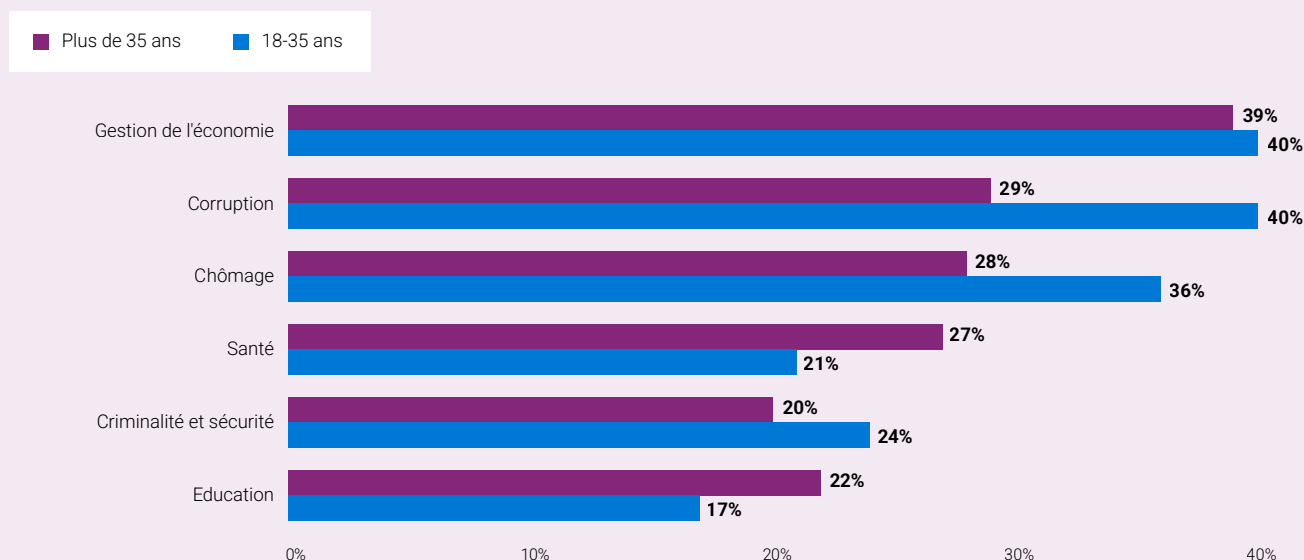
(« quelques fois par semaine » ou « tous les jours »). Mobilisés par leurs pairs sur TikTok, Instagram et X [voir la Page 18 sur la participation via les médias sociaux], la jeunesse kényane est descendue dans la rue le 18 juin. Les forces de sécurité kényanes ont rapidement réagi en usant de force létale, et l'escalade des tensions a culminé avec la prise d'assaut du Parlement le 25 juin.

Sous les yeux de tout le continent, les manifestants de la Génération Z l'ont emporté : Le Président William Ruto, bien que défiant au départ, a été contraint de faire machine arrière et a retiré le projet de loi de finances le 27 juin.

Aussi bien le gouvernement que la jeunesse kényane en ont fait les frais. Les manifestations se sont poursuivies, la Génération Z réorientant ses revendications vers des appels à la démission de Ruto et à un renversement du gouvernement. Au moins 60 jeunes manifestants ont été tués au cours des semaines de protestation, tandis que d'autres ont été enlevés et ont même disparu (CIVICUS, 2024).

En définitive, cette « extraordinaire démonstration du pouvoir du peuple » (Usher & Chothia, 2024) n'a pas seulement transformé le Kenya, mais peut-être aussi les modalités de l'engagement des jeunes ailleurs sur le continent, dans la mesure où les jeunes du Ghana, du Mozambique, du Nigéria et de l'Ouganda sont descendus dans la rue dans les mois qui ont suivi pour exiger des emplois, une meilleure gestion de l'économie et une bonne gouvernance (CIVICUS, 2024).

Figure 18 : Problèmes les plus importants au Kenya : Les jeunes par rapport aux aînés | 2021



Etude de cas » Sénégal : Manifestations + votes = renouveau démocratique (x2 !)

La crise politique qui couvait depuis longtemps au Sénégal a finalement atteint son paroxysme le 3 février 2024, lorsque le président alors en exercice, Macky Sall, a annoncé son intention de reporter les élections nationales, prévues pour le 25 février. Un grand nombre de Sénégalais craignaient depuis longtemps que Sall cherche à briguer un troisième mandat, une crainte renforcée par le fait que plusieurs chefs de file de l'opposition – y compris l'homme qui est finalement devenu président – crouissaient en prison et/ou n'avaient pas le droit de se présenter (Yabi & Holman, 2024).

La réaction aux efforts visant à reporter les élections a été rapide et généralisée. Les chefs religieux, les jeunes, les syndicats, les femmes, les universitaires, les journalistes, les organisations de la société civile et les partis d'opposition se sont joints à la mobilisation en faveur du respect du calendrier électoral et du renoncement à un troisième mandat (Ebloté, 2024 ; Aikins, 2024), et des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour faire valoir ces exigences. Le gouvernement a répliqué en interdisant dans un premier temps les manifestations, en coupant l'accès à l'Internet

et en tentant une répression violente, entraînant la mort de trois manifestants (Al Jazeera, 2024 ; Ba & Dione, 2024).

Mais les exigences des citoyens ont finalement été satisfaites quand le Conseil Constitutionnel, conforté par le tollé général, a rejeté les tentatives de Sall et révoqué la décision de report (Sany, 2024). Les élections ont eu lieu le 24 mars. Le leader de l'opposition Bassirou Diomaye Faye, qui avait été libéré de prison 10 jours plus tôt, a été déclaré vainqueur avec 54% des voix au premier tour. Il a prêté serment le 2 avril 2024.

La contestation n'est pas une nouveauté pour les Sénégalais. Dans l'enquête du Round 9 d'Afrobarometer en 2022, un sur sept citoyens (14%) ont déclaré avoir participé à une manifestation au cours de l'année précédente, ce qui place les Sénégalais en tête des contestataires, bien au-dessus de la moyenne continentale de 9% (voir la Page 12).

En réalité, les Sénégalais ont recouru à la combinaison de la contestation et du vote de rupture pour sauver leur démocratie plus d'une fois. Beaucoup sont descendus dans la rue lors d'une précédente « crise du troisième mandat » provoquée par le président de l'époque, Abdoulaye Wade, en 2012. Ce dernier s'est tout de même présenté et est parvenu au second tour, où il a été battu par Macky Sall par une marge de 66%-34% (Ba & Felix, 2012).



La combinaison de la protestation et du vote a peut-être contribué à sauver la démocratie au Sénégal (photo: Annika Hammerschlag).

Qui participe ?

Des caractéristiques démographiques de l'engagement

La recherche sur l'engagement citoyen est fondée sur l'idée que ces activités impliquent un coût pour les individus. L'engagement dans les processus politiques et civiques exige des niveaux variables de temps, de connaissances, de compétences civiques, de ressources financières et de confiance en leur capacité à le faire efficacement (Brady, Verba, & Scholzman, 1995 ; Rosenstone & Hansen, 1993). Les citoyens sont donc plus susceptibles de participer lorsque les avantages perçus l'emportent sur les inconvénients. Les avantages peuvent être matériels, comme l'élection de fonctionnaires qui mettent en œuvre des politiques économiques favorables, l'obtention de meilleurs services de santé ou d'éducation pour leur communauté, ou la responsabilisation des dirigeants pour mettre fin au gaspillage ou à la corruption, ou ils peuvent être immatériels/psychologiques, comme la satisfaction personnelle tirée de l'accomplissement de son devoir civique ou les avantages de l'interaction sociale.

Comment les ressources disponibles en termes de participation citoyenne varient-elles en fonction des différents groupes démographiques et comment cela se traduit-il pour les différentes formes d'engagement ? Dans cette section, nous examinerons si les facteurs démographiques influencent la prédisposition des individus à participer. Dans la section suivante, nous examinerons les déterminants de la participation au niveau national, y compris les facteurs socio-économiques et les incidences du contexte politique et démocratique.

Education, fortune et motivation à l'engagement

De nombreuses études réalisées dans les démocraties occidentales ont établi un lien entre le statut socio-économique des individus et la participation politique et civique. Dans ces contextes, les citoyens plus riches et plus instruits sont plus susceptibles de voter (Campbell,

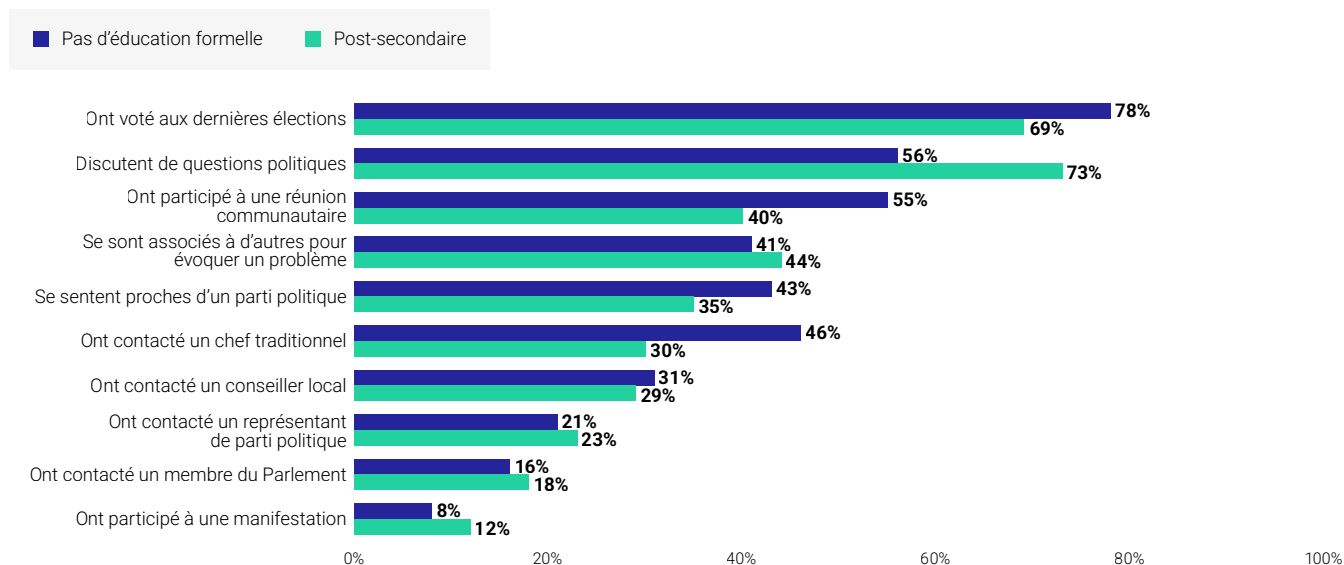
Converse, Miller, & Stokes, 1960 ; Lijphart, 1997), de participer à des associations civiques et à des réunions communautaires (Badescu & Neller, 2007) et de contacter leurs représentants politiques (Bartels, 2009 ; Parry, Moyser, & Day, 1992). Ils sont également plus susceptibles d'occuper des fonctions politiques (Lindquist, 1964).

D'après les théories de la participation fondées sur les ressources, les personnes ayant un statut socio-économique supérieur sont plus susceptibles de disposer du temps, des connaissances et des compétences civiques nécessaires pour faire valoir leurs droits, exprimer leurs opinions ou poser des exigences (Brady, Verba, & Scholzman, 1995 ; Nie, Junn, & Stehlik-Barry, 1996 ; Quintelier & Hooghe, 2013 ; Dalton, 2017). On s'attend en outre à ce qu'ils soient davantage motivés par des raisons matérielles pour participer en vue de préserver leurs revenus ou leurs actifs (Hirschman, 1970 ; Kasara & Suryanarayan, 2015 ; Yoder, 2020). En outre,

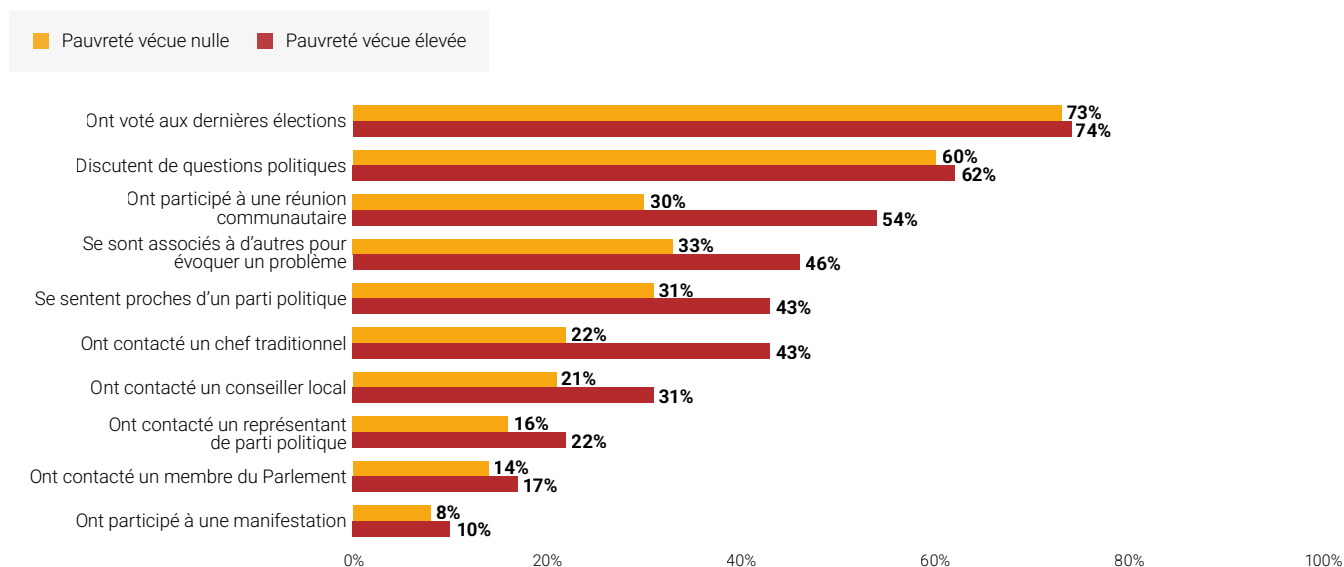
les dirigeants politiques pourraient être plus susceptibles de cibler les citoyens à haut revenu et à haut niveau d'instruction dans leurs efforts de mobilisation, accroissant ainsi leur probabilité de participation (Rosenstone & Hansen, 1993).

Les résultats des précédentes enquêtes Afrobarometer indiquent toutefois que la corrélation entre le bien-être socio-économique et la participation est souvent inversée en Afrique, et il semble en être de même dans d'autres régions en développement (Isaksson, Kotsadam, & Nerman, 2014). Les niveaux de scolarisation et de revenu ne permettent pas de prédire de manière cohérente les taux de participation sur le continent (Bratton, Mattes, & Gyimah-Boadi, 2005). Dans bien des cas, les individus pauvres s'engagent plus en politique que leurs congénères riches (Isaksson, 2014 ; Logan, Sanny, & Han, 2020). Et dans les contextes autoritaires, les Africains instruits peuvent choisir de se désengager du processus politique s'ils considèrent la participation inutile ou souhaitent éviter de légitimer des dirigeants autocratiques (Croke, Grossman, Larreguy, & Marshall, 2016).

Les résultats du Round 9 d'Afrobarometer révèlent que le niveau d'instruction n'est pas en corrélation constante avec la tendance d'un individu à s'engager politiquement (Figure 19). Les individus qui ont fait des études post-secondaires sont beaucoup plus susceptibles de discuter de politique (+17 points de pourcentage) que ceux qui n'ont pas été scolarisés. Mais pour plusieurs autres formes de participation, les personnes les plus instruites sont au second plan. Elles sont nettement moins susceptibles de voter (-9 points) ou de s'affilier à un parti politique (-8 points), d'assister à des réunions communautaires (-15 points) et de contacter des chefs traditionnels (-16 points). Les plus instruits

Figure 19 : Education et engagement citoyen | 39 pays* | 2021/2023

* Pour les figures 19-23 : « Se sentent proches d'un parti politique » et « Ont contacté un représentant de parti politique » : 38 pays ; « Ont contacté un chef traditionnel » et « Ont contacté un conseiller local » : 35 pays ; « Ont contacté un membre du Parlement » : 36 pays.

Figure 20 : Pauvreté et engagement citoyen | 39 pays* | 2021/2023

sont toutefois quelque peu plus susceptibles de participer à des manifestations (+4 points), quelque peu plus susceptibles de s'associer à d'autres personnes pour évoquer un problème (+3 points) et à peu près autant susceptibles de contacter un parlementaire, un conseiller local ou un représentant de parti politique.

L'évaluation des répercussions de la situation économique⁴ donne des résultats similaires. Les plus riches et les plus pauvres sont susceptibles à peu près à égalité de voter, de participer à des manifestations, de discuter de politique et de contacter un membre du Parlement (Figure 20). Mais pour ce qui est de tous les autres

modes de participation, ce sont les personnes qui connaissent les plus grandes difficultés économiques qui participent le plus, souvent avec des marges importantes. Les personnes vivant dans une grande pauvreté sont beaucoup plus susceptibles d'assister à une réunion communautaire (+24 points) et de contacter un chef traditionnel (+21 points), deux formes d'engagement plus conventionnelles. Mais elles sont également plus susceptibles de s'identifier à un parti politique (+12 points), de se joindre à d'autres pour évoquer un problème (+13 points) et de contacter un conseiller local (+10 points) ou un représentant de parti politique (+6 points).

4 Le statut économique individuel est basé sur l'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer, une mesure expérientielle de la pauvreté qui évalue la fréquence à laquelle les gens manquent de certains des cinq biens de première nécessité (assez de nourriture et d'eau, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) (voir Mattes, 2008 ; Mattes & Lekalake, 2025). Les répondants sont classés dans les catégories suivantes : pauvreté vécue élevée, modérée, faible ou nulle (s'ils ne souffrent jamais de manque).

Il semble que les besoins – un meilleur accès aux services, des emplois, une stabilité économique et une meilleure qualité de vie – constituent une motivation essentielle pour la participation politique en Afrique, même dans un contexte de manque de ressources, de compétences et d'opportunités.

De la persistance des inégalités entre les hommes et les femmes

Les études basées sur les ressources prédisent également une participation plus faible des femmes, qui sont exposées à un ensemble de mesures incitatives et dissuasives diverses en matière d'engagement. D'une part, les femmes portent souvent le fardeau de la satisfaction des besoins de la famille en termes d'alimentation, d'eau potable, de soins de santé et d'éducation. Mais elles disposent de moins de ressources en termes de biens, de temps et d'éducation. Par conséquent, les données recueillies dans de nombreuses régions montrent que les femmes ont toujours été moins nombreuses que les hommes à participer à la vie politique. Bien que cet écart semble se combler rapidement dans les démocraties occidentales (Inglehart & Norris, 2000), il s'est avéré beaucoup plus persistant en Afrique.

Les profondes inégalités entre hommes et femmes témoignent non seulement de la dotation en ressources, mais aussi de facteurs structurels et culturels qui limitent le degré d'engagement des femmes (Isaksson et al., 2014 ; Twum & Logan, 2023). Par exemple, bien qu'Afrobarometer ait constaté depuis longtemps que les Africains soutiennent fermement le principe d'égalité entre les femmes et les hommes en politique, les choses sont moins reluisantes dans la pratique, car une majorité (52%) de citoyens africains rapportent que les femmes qui se présentent aux élections sont susceptibles d'être harcelées, et de nombreuses femmes continuent de subir divers types de discrimination à la maison, à l'école et sur leur lieu de travail (Twum & Logan, 2023 ; Banque Africaine de Développement & CENUA, 2024). La faible tolérance sociale à l'égard de l'absence des femmes à la maison ou de leur interaction directe avec des dirigeants politiques encore majoritairement masculins pourrait constituer un obstacle de taille à la participation des femmes.

Les données du Round 9 d'Afrobarometer confirment que les femmes s'engagent à des taux substantiellement inférieurs par rapport aux

hommes sur l'ensemble des 10 indicateurs couverts par l'enquête (Figure 21). Les écarts les moindres concernent le vote (-6 points de pourcentage), la prise de contact avec les parlementaires (-6 points) et la participation à des manifestations (-3 points). L'écart se creuse jusqu'à -16 points pour la discussion politique et -14 points pour la participation à des réunions communautaires et l'association avec d'autres personnes pour évoquer un problème. (Plus d'informations sur les disparités entre hommes et femmes au niveau national à la Page 31). Les femmes sont également moins susceptibles de prendre contact avec des dirigeants, avec des écarts allant jusqu'à -13 points dans le cas des chefs traditionnels.

L'engagement croît avec l'âge

Les niveaux d'engagement des jeunes dans le monde reflètent des interactions complexes entre les ressources (plus de temps, un niveau d'études plus élevé, plus d'énergie, mais des compétences moins développées et moins d'argent) et les incidences du cycle de vie et générationnelles (Isaksson, 2014). Qui plus est, en Afrique, les jeunes ont souvent une expérience de la démocratie radicalement différente de celle de leurs parents et grands-parents (Mattes, 2012). Mais en fin de compte, la plupart des études ont anticipé, et constaté, que les jeunes participaient moins que les groupes plus âgés.

Cette tendance se confirme dans les récentes données d'Afrobarometer (Figure 22). Pour tous les types de participation politique et civique, à l'exception de la participation à des manifestations, les jeunes africains (âgés de 18 à 35 ans, conformément à la définition de l'Union Africaine) sont moins engagés politiquement que les générations plus âgées. L'écart est le plus important en ce qui concerne le vote, où un écart massif de 18 points de pourcentage sépare les jeunes des répondants plus âgés : Presque quatre jeunes sur 10 (37%) renoncent à l'opportunité – ou déclinent leur responsabilité – de choisir leurs propres dirigeants. (Voir la répartition par pays à la Page 29).

Les jeunes sont également moins susceptibles de se sentir proches d'un parti (-8 points), d'assister à une réunion communautaire (-12 points), de s'associer à d'autres pour évoquer un problème (-8 points) et de contacter les chefs traditionnels et les conseillers locaux (-10 points dans chaque cas).

Figure 21 : Genre et engagement citoyen | 39 pays* | 2021/2023

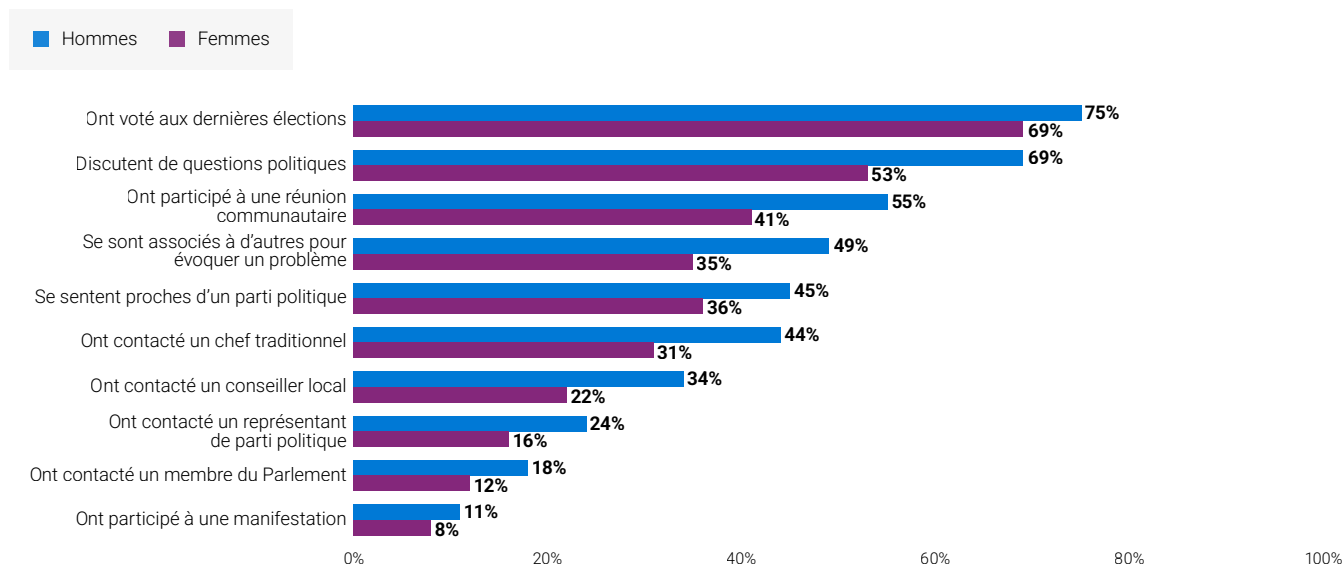
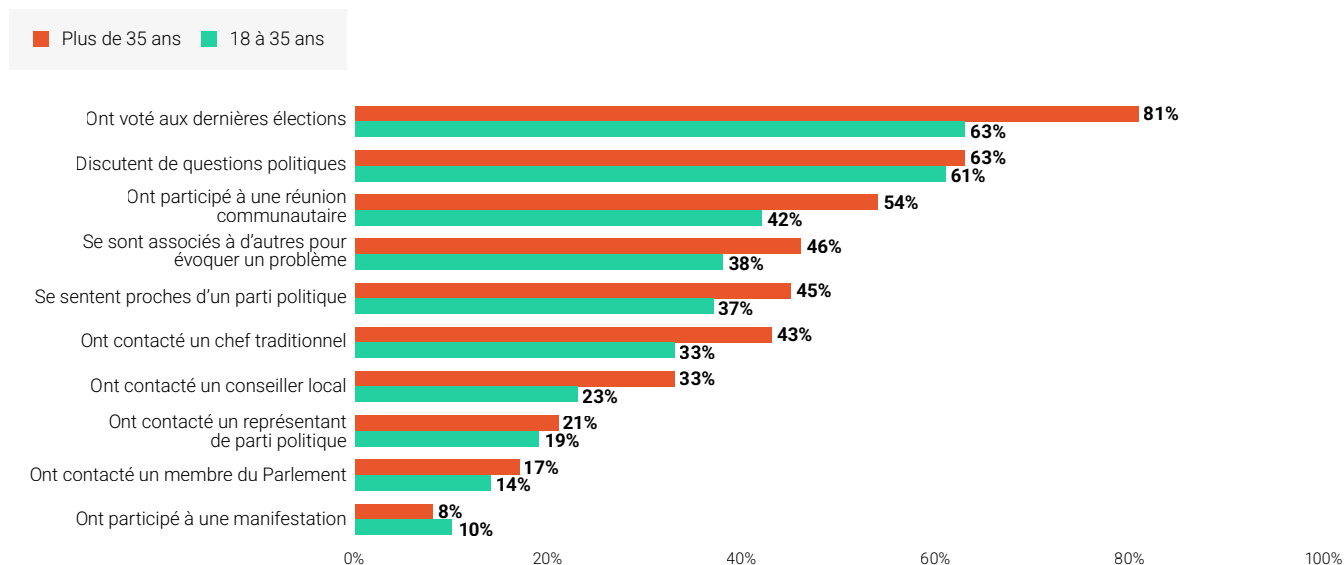
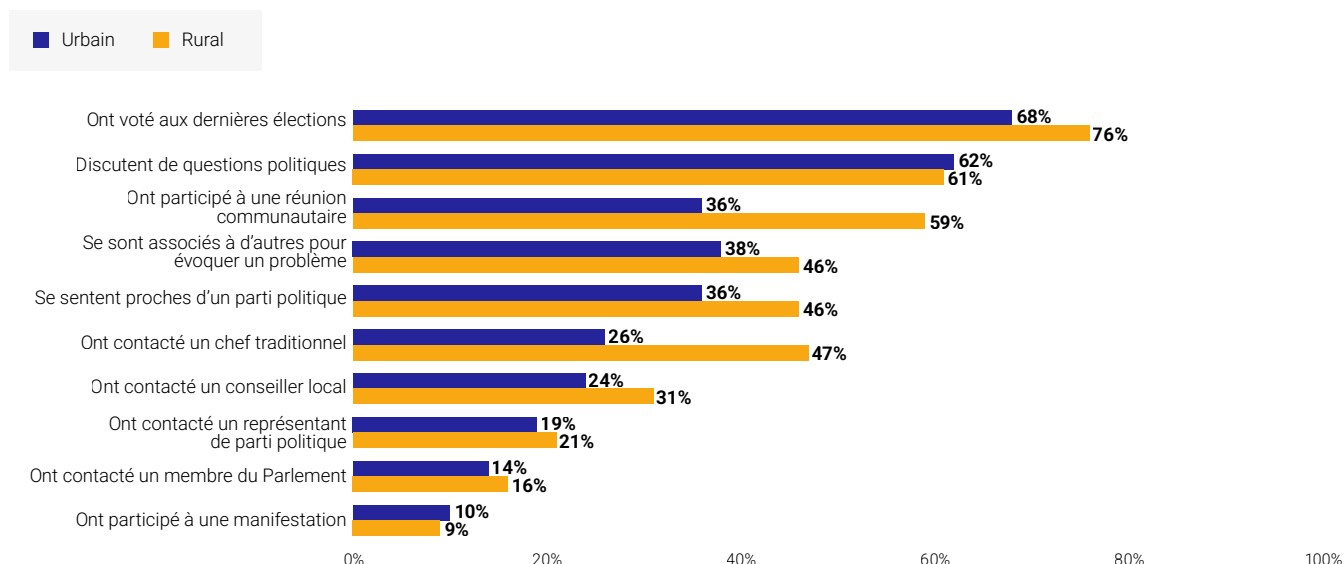


Figure 22 : Age et engagement citoyen | 39 pays* | 2021/2023**Figure 23 : Localisation urbaine-rurale et engagement citoyen | 39 pays* | 2021/2023**

La seule forme de participation pour laquelle les jeunes dépassent de peu leurs aînés est la participation à des manifestations : Un sur 10 jeunes (10%) déclarent avoir participé à une manifestation au cours de l'année écoulée, contre 8% chez les plus de 35 ans.

Du handicap urbain

L'impact de la localisation urbaine par rapport à la localisation rurale comporte ses propres ambiguïtés. Les analyses fondées sur les ressources indiquent que les citadins sont généralement plus instruits et plus riches, qu'ils ont un meilleur accès aux infrastructures et qu'ils sont donc plus susceptibles de s'engager. En outre, la théorie de la modernisation prévoit que ceux qui migrent vers les zones urbaines sont des « vecteurs de changement » susceptibles d'être parmi les plus actifs sur le plan politique (Bratton et al., 2005). Les faits ne confirment toutefois pas toujours cette hypothèse (Isaksson, 2014).

Nous constatons dans bien des cas que les habitants des zones rurales sont beaucoup plus actifs que les citadins (Figure 23). Les écarts les plus importants concernent des formes d'engagement plus axées sur les zones rurales, telles que la prise de contact avec les chefs traditionnels (zone rurale +21 points) et la participation à des réunions communautaires (+23 points).

Mais les disparités persistent pour plusieurs autres formes de participation, notamment le vote (+8 points), l'affiliation à un parti politique (+10 points), la prise de contact avec les conseillers locaux (+7 points) et l'association avec d'autres personnes pour évoquer un problème (+8 points). Et il n'y a pas d'écart significatif entre les habitants des zones rurales et des zones urbaines en ce qui concerne la propension à discuter de politique, à prendre contact avec les parlementaires et les responsables de parti, ou même, plus étonnamment, à participer à des manifestations, ce qui est généralement considéré – du moins dans les médias d'information – comme un mode de participation essentiellement urbain.

Focus » La voix des jeunes africains est-elle écoutée ?

Les jeunes africains ont joué un rôle déterminant dans la définition des mutations politiques sur l'ensemble du continent. Les manifestations #EndSARS contre les brutalités policières au Nigéria, le mouvement pro-démocratique Y'en a Marre au Sénégal et les manifestations anti-corruption de la Génération Z au Kenya sont des exemples notables de l'activisme récent des jeunes qui tirent parti des plateformes numériques pour prôner le changement social et politique (Amnesty International, 2021 ; Makhulo, 2024 ; Ndiaye, 2021). Ils s'inscrivent également dans une tendance mondiale d'activisme jeune alimenté par la frustration à l'égard des processus et institutions politiques traditionnels (Carnegie, 2022 ; UNICEF, 2024).

La participation politique des jeunes (les 18-35 ans, selon la définition de l'Union Africaine) varie considérablement en Afrique, avec des différences notables d'un pays à l'autre en ce qui concerne le vote, l'engagement civique, les contacts et les taux de

manifestation. Le Niger affiche le taux moyen de participation des jeunes le plus élevé pour ces quatre mesures (48%), suivi de près par l'Éthiopie (44%), la Sierra Leone (44%) et Madagascar (43%). La participation des jeunes est deux fois moins fréquente au Gabon (20%), en Tunisie (23%), au Maroc (23%) et au Cameroun (24%).

Si les jeunes africains sont moins susceptibles que les générations plus âgées d'assister à des réunions communautaires et de contacter des dirigeants politiques (voir la Page 27), le fossé le plus frappant est celui de la participation électorale (Figure 24). Le Sénégal (-29 points de pourcentage), le Cameroun (-28 points) et le Zimbabwe (-28 points) affichent les écarts les plus importants en termes de taux de participation. La participation aux réunions communautaires affiche les écarts les plus importants en Côte d'Ivoire (-28 points), en Zambie (-26 points) et au Botswana (-24 points). En ce qui concerne les contacts directs avec les élus locaux, les écarts les



La Journée Nationale de la Femme en Afrique du Sud commémore la manifestation de 1956 des femmes contre les politiques de l'apartheid (photo : Ebony Black).

Figure 24 : La participation politique et civique | par âge | 39 pays* | 2021/2023



La figure montre le pourcentage des répondants de 18 à 35 ans et des plus de 35 ans qui ont participé.

* La question sur la prise de contact avec les conseillers locaux n'a pas été posée en Angola, au Libéria, à São Tomé et Príncipe et aux Seychelles.

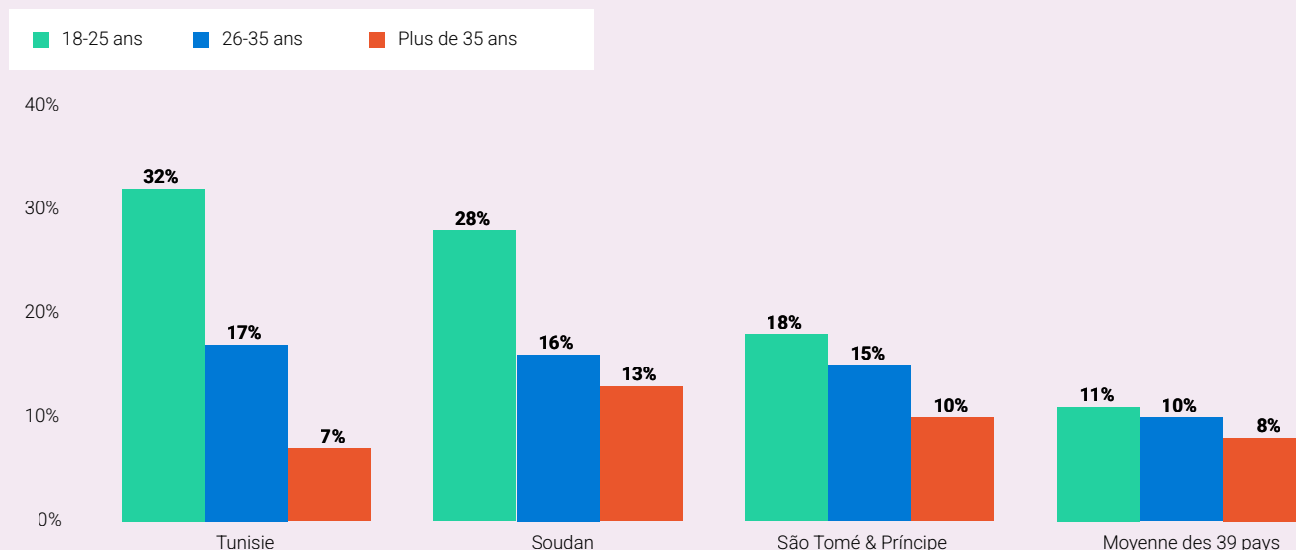
plus importants sont observés au Lesotho (-24 points), en Zambie (-20 points), ainsi qu'en Guinée (-16 points) et au Kenya (-16 points).

Les jeunes sont plus susceptibles que leurs aînés de participer à des manifestations dans un grand nombre de pays africains, bien que les taux dans 16 pays ne diffèrent pas de plus d'un point de pourcentage. La Tunisie se distingue par l'écart le plus important dans les taux de manifestation (+17 points), suivie du Soudan (+9

points) et de São Tomé et Príncipe (+7 points). Ces tendances sont encore plus claires lorsque le groupe des jeunes est divisé en plus jeunes (18-25 ans) et moins jeunes (26-35 ans) (Figure 25).

Ces écarts générationnels soulignent les avantages et les inconvénients de la participation politique sur le continent le plus jeune du monde si les gouvernements ne parviennent pas à créer des canaux pour un engagement significatif.

Figure 25 : Participation à une manifestation | plus grands écarts par groupe d'âge | 2021/2023



Focus » L'écart entre les hommes et les femmes dépend de quoi et d'où

Dans toute l'Afrique, les femmes sont en retrait par rapport aux hommes dans toutes les formes de participation politique et civique que nous examinons dans ce rapport (voir la Page 26). Mais l'écart entre les sexes varie considérablement d'un pays à l'autre et d'une forme de participation à l'autre (Figure 26).

Les hommes sont plus nombreux que les femmes à déclarer avoir voté lors des dernières élections nationales de leur pays – un écart de 6 points de pourcentage en moyenne, qui atteint 18 points au Cameroun et 16 points au Nigéria – mais la situation est inverse en Afrique du Sud, au Botswana, aux Seychelles et au Cabo Verde.

Les écarts entre les sexes sont considérablement plus importants en ce qui concerne la participation aux réunions communautaires (14 points en moyenne), et ici le désavantage des femmes se reflète dans tous les pays sondés à l'exception de l'Afrique du Sud et des Seychelles.

De même, les femmes sont moins nombreuses que les hommes (de 14 points en moyenne) à déclarer s'être jointes à d'autres personnes pour évoquer un problème au cours de l'année précédente. Mais les disparités entre pays sont importantes, de la quasi parité en Afrique du Sud, aux Seychelles et au Gabon à

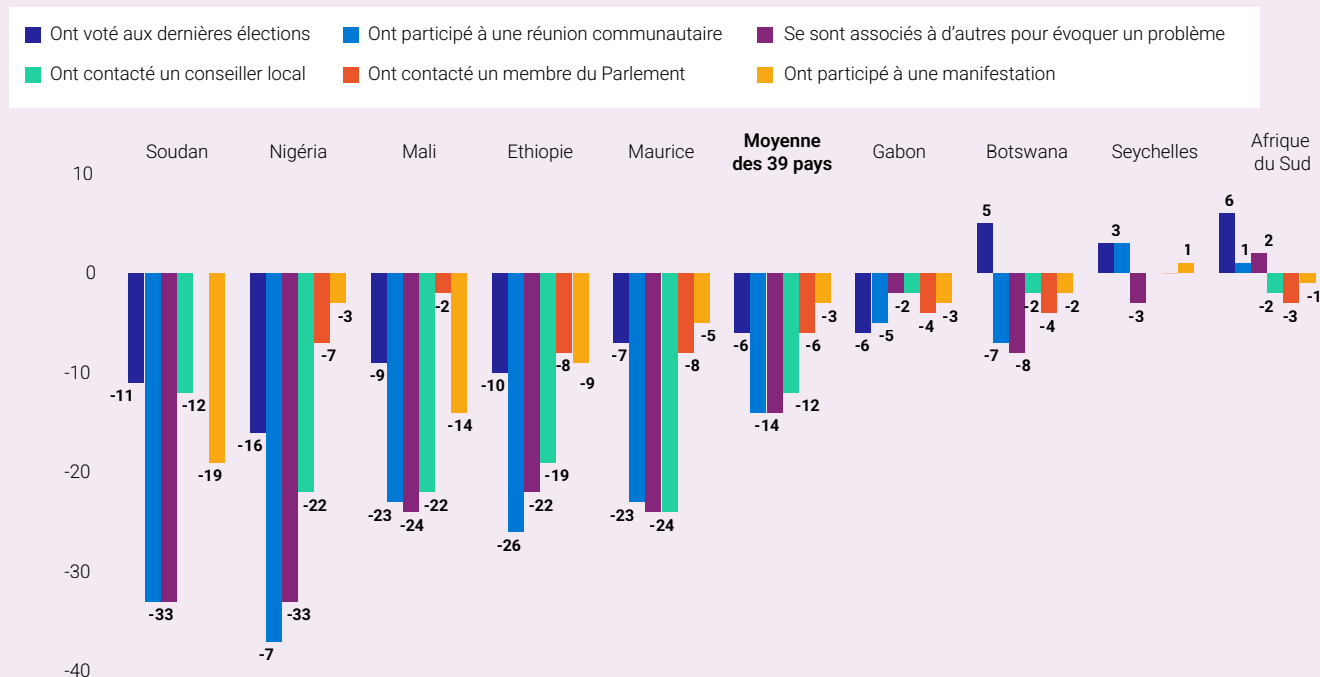
des écarts de 20 points ou plus dans neuf pays, au premier rang desquels le Nigéria et le Soudan (33 points chacun) (Figure 27).

En ce qui concerne la prise de contact avec les conseillers locaux, les pays présentent une grande diversité, d'un écart de 2 points au Botswana, au Gabon et en Afrique du Sud à un différentiel de 26 points en Guinée. De même, la prise de contact avec les parlementaires varie d'une parité parfaite entre les sexes en Eswatini et aux Seychelles à des écarts à deux chiffres en défaveur des femmes en Gambie, au Kenya, à São Tomé et Príncipe, en Sierra Leone et au Togo.

Quant à la protestation, les femmes et les hommes se situent à moins de 3 points de pourcentage les uns des autres dans 27 des 39 pays, mais les femmes ont jusqu'à 14 points de retard sur les hommes au Mali et 19 points au Soudan.

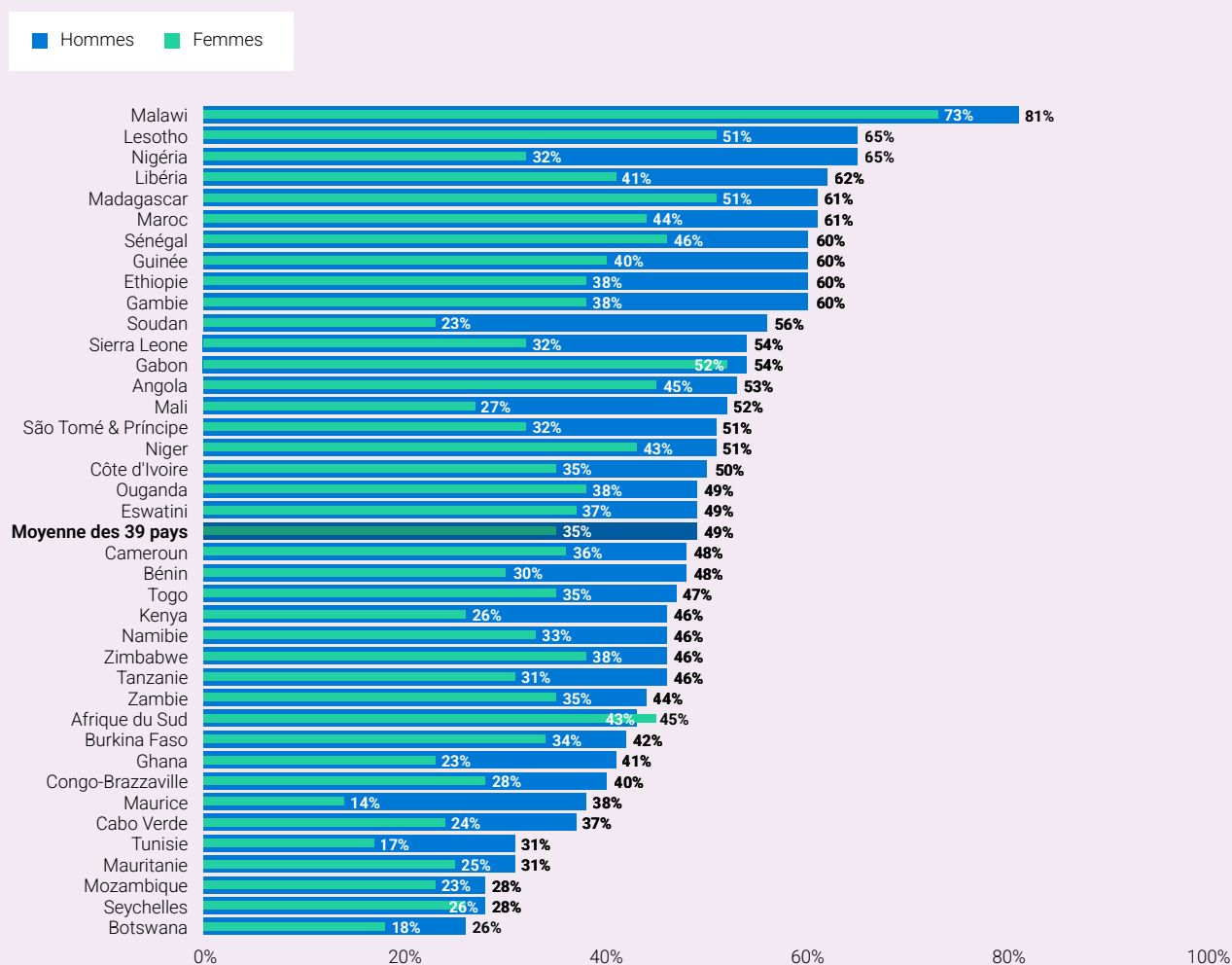
Dans l'ensemble, ces résultats suggèrent que les défenseurs de la cause des femmes, qui sont généralement désavantagées en matière de participation politique et civique, auront besoin d'une analyse adaptée à des formes particulières d'engagement et à des pays spécifiques, afin d'identifier où et pourquoi la voix des femmes est la plus manifestement absente.

Figure 26 : Pays présentant les plus grands et les plus petits écarts de la participation moyenne entre les hommes et les femmes | 39 pays | 2021/2023



La figure montre la différence entre les pourcentages de femmes et d'hommes qui déclarent avoir voté lors des élections nationales les plus récentes et avoir participé à des activités spécifiques au cours de l'année précédente (participation à une réunion communautaire, association à d'autres personnes pour évoquer un problème, prise de contact avec un conseiller local et un membre du Parlement, et participation à des manifestations). Les chiffres négatifs indiquent moins de femmes que d'hommes ; les chiffres positifs indiquent plus de femmes que d'hommes.

Figure 27 : Ecart entre les sexes pour ce qui est de s'associer à d'autres pour évoquer un problème | 39 pays | 2021/2023



Des déterminants de l'engagement citoyen en Afrique

Après notre analyse des facteurs démographiques associés à l'engagement individuelle (Page 25), cette section examine les facteurs nationaux qui déterminent les taux de participation politique et civique au niveau national. Nous nous concentrons sur trois ensembles de facteurs explicatifs : les conditions socio-économiques, la réactivité du gouvernement et le sentiment d'efficacité politique, ainsi que les mesures de la performance démocratique. Pour faciliter la discussion, nous nous concentrons sur six des 10 modes d'engagement examinés dans les sections précédentes : le vote, la participation à des réunions communautaires, l'association avec d'autres personnes pour évoquer un problème, la prise de contact avec un conseiller local, la prise de contact avec un membre du Parlement et la participation à une manifestation.

Ensemble, ces analyses suggèrent que :

1. **Le besoin favorise l'engagement** : Les taux de participation, en particulier aux réunions communautaires et à l'association avec d'autres personnes pour évoquer un problème, sont plus élevés dans les pays où le niveau de bien-être économique est plus faible. La satisfaction des besoins inassouvis des individus, des ménages et des communautés pourrait constituer une motivation majeure pour l'engagement des citoyens.
2. **La réactivité des pouvoirs publics favorise la participation** : Les pays où les citoyens estiment que les conseillers locaux sont à l'écoute de leurs besoins – ce qui favorise le sentiment d'efficacité politique – enregistrent généralement des taux plus élevés de contact avec ces fonctionnaires. En revanche, cette tendance ne s'applique pas aux parlementaires nationaux, qui sont moins accessibles aux citoyens ordinaires.
3. **Plus de démocratie implique plus de participation** : La participation électorale est plus élevée dans les pays où les citoyens sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie ; estiment que les élections sont libres, transparentes et efficaces ; et se sentent libres de voter comme ils l'entendent. En revanche, lorsque ces conditions ne sont pas réunies, les manifestations sont plus fréquentes.

Des conditions socio-économiques

Au niveau individuel, nous avons constaté que, contrairement aux attentes générées par les démocraties occidentales, les Africains les plus pauvres et les moins instruits ont tendance à participer davantage aux activités politiques et civiques que leurs homologues plus riches et plus instruits.

Au niveau national, nous examinons maintenant l'impact du développement des infrastructures (accès à l'eau courante et au réseau électrique) et de la richesse nationale (produit intérieur brut (PIB) et Indice de Développement Humain) sur les différents niveaux de l'engagement citoyen que nous avons observés dans les pays.

Dans la lignée de nos résultats au niveau individuel, l'analyse des données du Round 9 d'Afrobarometer montre que les taux de participation à diverses formes d'action politique et communautaire – y compris le vote, la participation à des réunions communautaires et l'association avec d'autres pour évoquer des problèmes – sont plus élevés dans les pays les plus pauvres et dans les pays où l'infrastructure publique est peu développée.

La Figure 28 illustre cette relation en prenant l'exemple des taux d'électrification et de participation aux réunions communautaires. L'axe horizontal indique la proportion des zones de dénombrement (ZD) visitées au cours de l'enquête ayant accès au réseau électrique national, tandis que l'axe vertical représente les taux de participation aux réunions communautaires (la proportion des répondants qui y ont participé au moins une fois au cours de l'année précédant l'enquête). La couleur et la taille de chaque élément correspondent à la richesse d'un pays, mesurée par le PIB par habitant au cours de l'année de l'enquête, sur la base des données de la Banque Mondiale (2025).

La déclivité de la ligne de tendance grise indique une association négative entre les deux indicateurs. En d'autres termes, des taux d'accès à l'électricité plus élevés sont associés à une plus faible participation aux réunions communautaires. Cette forme de participation politique est la plus répandue à Madagascar, où 85% des citoyens assistent à des réunions communautaires. Il est à noter que Madagascar a le PIB par habitant le plus bas parmi les 39 pays couverts par l'enquête et le taux d'accès à l'électricité le plus bas, avec seulement 29%. En revanche, Maurice et les Seychelles – les pays les plus riches sondés, où l'électrification est universelle ou quasi universelle – affichent des taux de participation aux réunions communautaires parmi les plus bas, avec respectivement 19% et 13%. Ils sont rejoints par la Tunisie, un pays qui se targue également d'un taux d'électrification de 100% (bien que son PIB par habitant soit nettement inférieur), tout en affichant le taux de participation aux réunions le plus faible de tous les pays (11%).

Cette corrélation inverse entre les conditions socio-économiques et l'engagement est également illustrée à la Figure 29, qui compare les données sur l'Indice de Développement Humain (IDH) des Nations Unies et la participation aux réunions de la communauté. L'IDH, qui varie de 0 à 1, est un indice composite qui mesure la richesse et le bien-être d'un pays sur la base d'indicateurs d'espérance de vie, de niveau d'éducation et de niveau de vie (Programme des Nations Unies pour le Développement, 2022).

Nous notons à nouveau la brusque déclivité de la ligne de tendance grise, qui indique que des scores plus élevés de l'IDH sont fortement associés à des niveaux plus faibles d'engagement

dans les réunions communautaires. Ici aussi, Maurice et les Seychelles enregistrent les scores d'IDH les plus élevés (0,796 et 0,802) et les niveaux de participation les plus faibles (19% et 13%). En revanche, le Niger (0,394) et le Mali (0,410) obtiennent les scores les plus bas en termes d'IDH, mais affichent un taux de participation aux réunions beaucoup supérieur (68% et 50%).

Dans les figures 28 et 29, la déclivité des lignes de tendances indique la force de la relation – plus elle est marquée, plus elle est forte – entre la participation aux réunions communautaires et les trois variables socio-économiques (accès à un réseau électrique, PIB et IDH).

Figure 28 : Accès au réseau électrique et participation aux réunions communautaires | 39 pays | 2021/2023

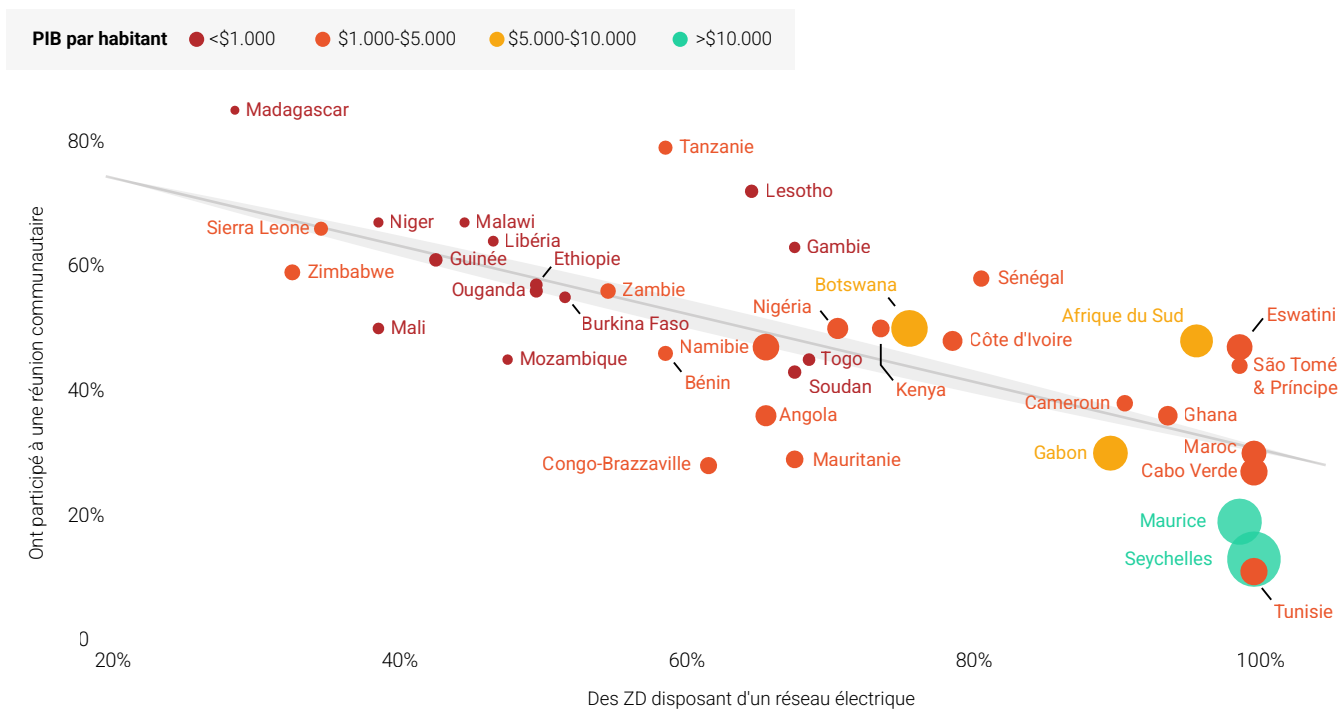


Figure 29 : Indice de Développement Humain (IDH) et participation aux réunions communautaires | 39 pays | 2021/2023

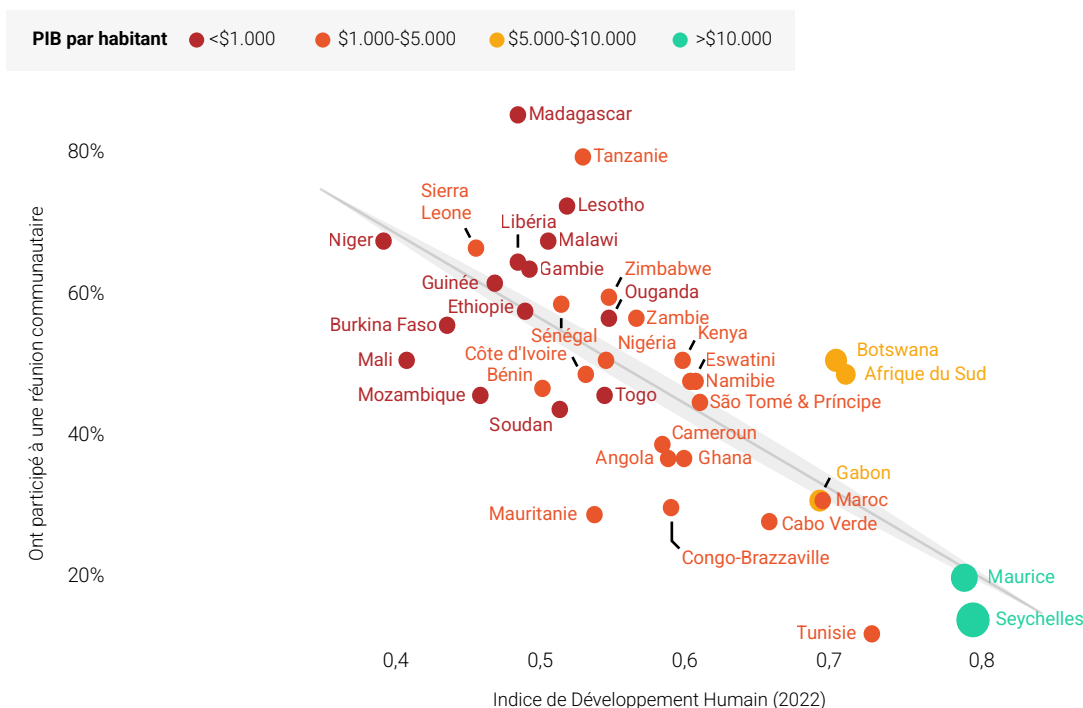
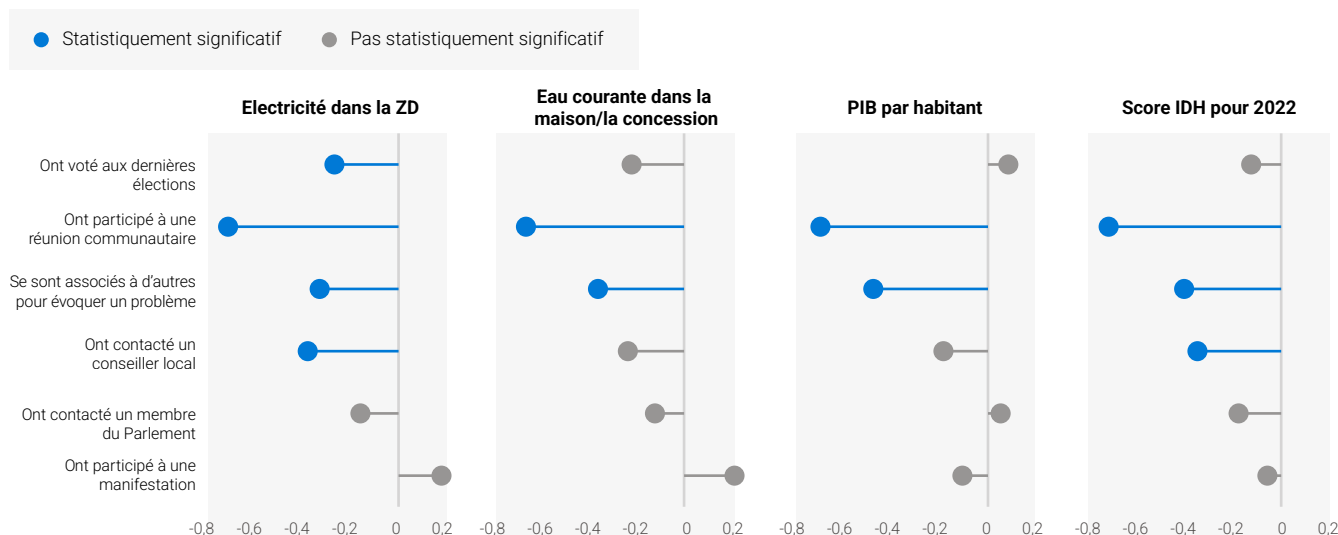


Figure 30 : Conditions socio-économiques et participation politique | 39 pays* | 2021/2023

La figure montre les coefficients de corrélation de Pearson. * Ces résultats n'incluent pas les pays où certaines questions n'ont pas été posées : « Ont contacté un conseiller local » (Angola, Libéria, São Tomé et Príncipe, Seychelles) et « Ont contacté un membre du Parlement » (Burkina Faso, Guinée, Soudan).

La Figure 30 permet de comparer la force des différentes relations, toujours à l'aide des coefficients de corrélation (r de Pearson). Comme détaillé à la Page 14, des coefficients plus élevés, comme des lignes plus abruptes, correspondent à des associations plus fortes, soit positives (+), soit négatives (-). Par ailleurs, la couleur de la ligne de chaque coefficient indique si la relation est statistiquement significative (ligne bleue), ce qui signifie qu'elle remplit les conditions nécessaires pour être considérée significative, ou non (ligne grise).

Le premier volet de la Figure 30 montre les coefficients de corrélation pour les relations entre l'accès à l'électricité et les six indicateurs de la participation citoyenne. Le deuxième montre le même lien pour un autre indicateur d'infrastructures, la proportion de personnes bénéficiant d'un accès à l'eau courante dans leur maison ou leur concession. Les volets 3 et 4 illustrent les coefficients du PIB par habitant et de l'IDH. Dans les quatre cas, les bâtons relativement longs et bleus des lignes « Participation à une réunion communautaire » indiquent la nature forte et négative de ces corrélations. Dans tous les cas, nous constatons que les pays dont les niveaux de développement sont les plus faibles présentent également des taux plus élevés de participation aux réunions communautaires.

Comme le montre également la Figure 30, ces indicateurs socio-économiques ont des relations similaires avec d'autres formes de participation politique, notamment le vote, le fait de s'associer à d'autres pour évoquer un problème et la prise de contact avec un conseiller local. Leur force varie selon les différentes formes de participation, comme en témoignent la longueur et la couleur des barres, y compris des associations particulièrement faibles avec la prise de contact avec les membres du Parlement et les actions de contestation.⁵

De l'efficacité politique

L'efficacité politique fait référence à la confiance des individus en leur capacité à influencer les actions du gouvernement par le biais des processus politiques (Campbell, Gurin, & Miller, 1954). La croyance en l'efficacité est un élément essentiel de l'engagement politique, car elle détermine la motivation des citoyens à participer et leurs attentes quant à l'impact de cette participation (Brady, Verba, & Schlozman, 1995 ; Rosenstone & Hansen, 1993).

Les analystes établissent souvent une distinction entre deux types de sentiments d'efficacité. Le premier fait référence à un sentiment subjectif de sa capacité à comprendre et à participer efficacement à la vie politique (« efficacité interne »). L'éducation et l'environnement social d'une personne sont susceptibles d'encourager le développement de l'efficacité interne, ainsi que le sens du devoir civique et de l'obligation de participer (Verba & Nie, 1972). Un citoyen peut aussi acquérir un plus grand sentiment d'efficacité interne grâce à des interactions répétées avec les représentants du gouvernement, ce qui lui fournit des informations cruciales sur les modalités de revendication efficaces (Kumar, 2022).

Le second se réfère aux perceptions de la réactivité des acteurs politiques aux sollicitations des citoyens (« efficacité externe »). Cette distinction permet d'expliquer le caractère mitigé des données relatives à la relation entre l'efficacité et la participation. Les citoyens peuvent avoir un sentiment d'efficacité interne élevé – par exemple, s'ils ont confiance en leur maîtrise du processus politique – mais refuser malgré tout de participer à la vie politique parce qu'ils n'attendent pas grand-chose du gouvernement en termes de réactivité (Lieberman, Posner, & Tsai, 2014). Dans le même ordre d'idées, elle permet d'expliquer les différences entre les types d'actions politiques entreprises par les citoyens, comme le

⁵ En réalité, dans certains cas, les coefficients de contestation (pour l'électricité et l'eau), de vote (pour le PIB par habitant) et de contact avec un membre du Parlement (pour le PIB par habitant) évoluent en sens inverse, mais dans tous ces cas, la faible longueur et la teinte grise des traits indiquent que les relations sont faibles et non significatives d'un point de vue statistique, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas assez fortes pour être importantes.

choix de participer à des manifestations plutôt qu'à des formes de participation plus conventionnelles telles que le vote (Pollock, 1983).

Des recherches basées sur les données Afrobarometer ont montré que les Africains ayant un sentiment d'efficacité politique plus fort sont plus susceptibles de participer à des associations bénévoles (Logan et al., 2020). Et les jeunes ayant un sentiment d'efficacité plus faible sont plus susceptibles que les personnes plus âgées ayant des opinions similaires de s'engager dans des formes contestataires d'action politique (Resnick & Casale, 2011). Cependant, ces croyances ont un pouvoir explicatif limité dans le cas du vote déclaré en Afrique (Bratton et al., 2005 ; Isaksson, 2014 ; Kuenzi & Lambright, 2010).

Notre analyse confirme la relation positive entre certaines formes d'efficacité politique et la participation, mais pas toutes.

Les Figures 31 et 32 illustrent la relation entre l'efficacité politique et la participation sous la forme d'une prise de contact avec les conseillers locaux et les parlementaires, respectivement. Dans chaque cas, nous mesurons l'efficacité à travers les réponses des citoyens à une question d'enquête visant à déterminer si les élus « essaient au mieux d'écouter ce que les gens ordinaires ont à leur dire ».

L'axe horizontal de la Figure 31 indique la proportion des citoyens de chaque pays qui déclarent que les conseillers locaux sont « souvent » ou « toujours » à l'écoute des citoyens, tandis que

Figure 31 : Perception de la réactivité et prise de contact avec les conseillers locaux | 35 pays | 2021/2023

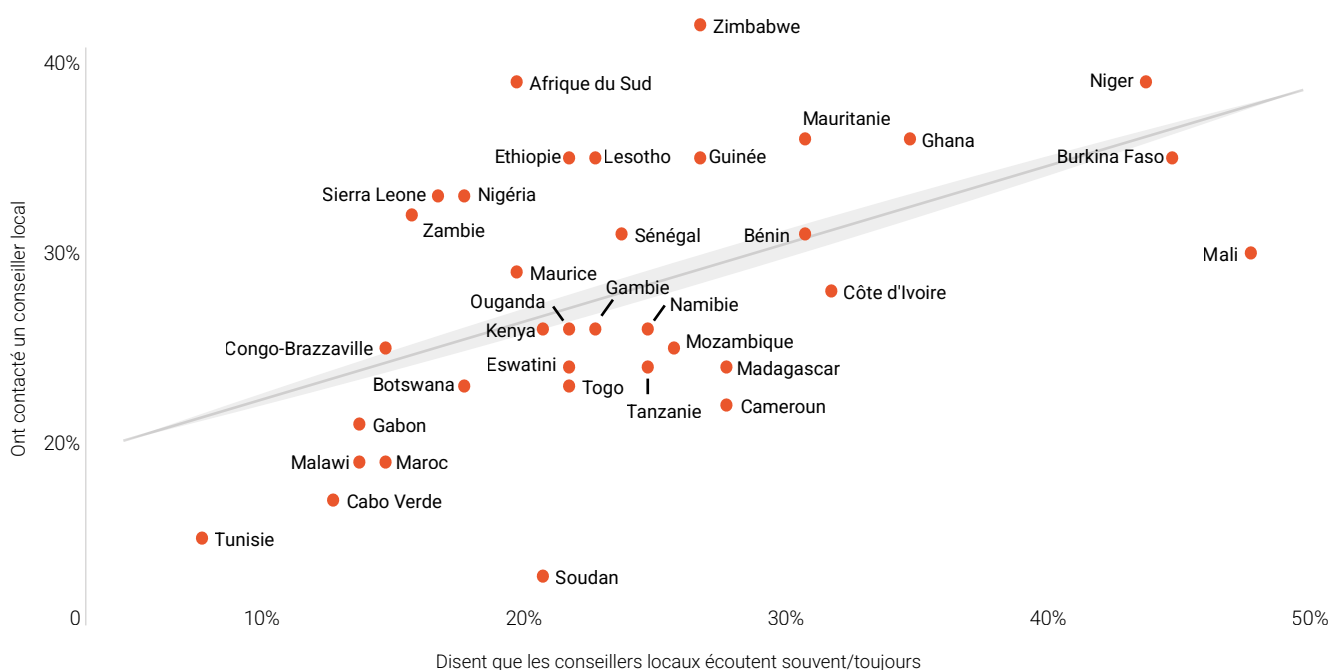


Figure 32 : Perception de la réactivité et prise de contact avec les parlementaires | 36 pays | 2021/2023

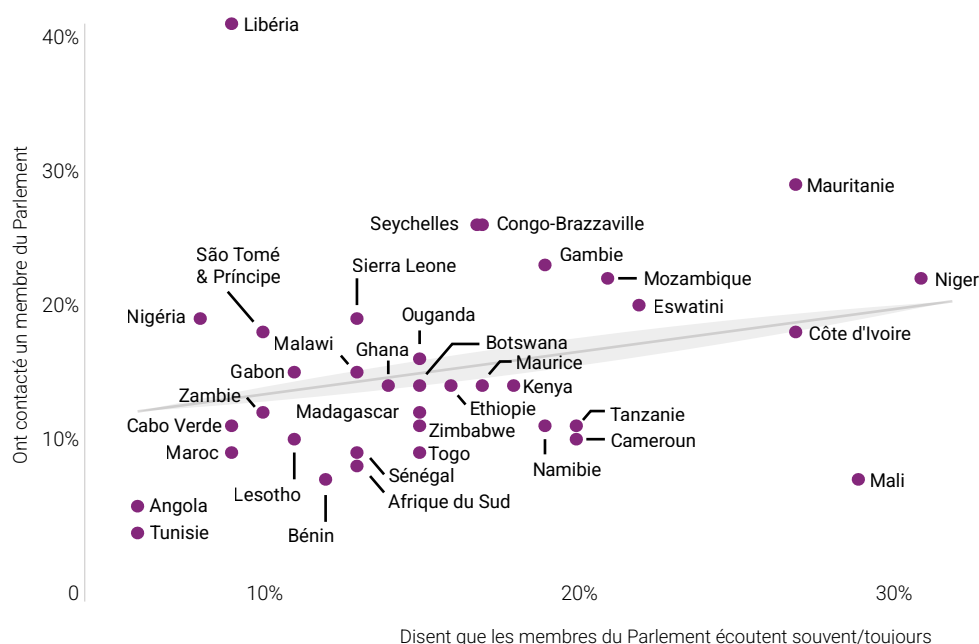
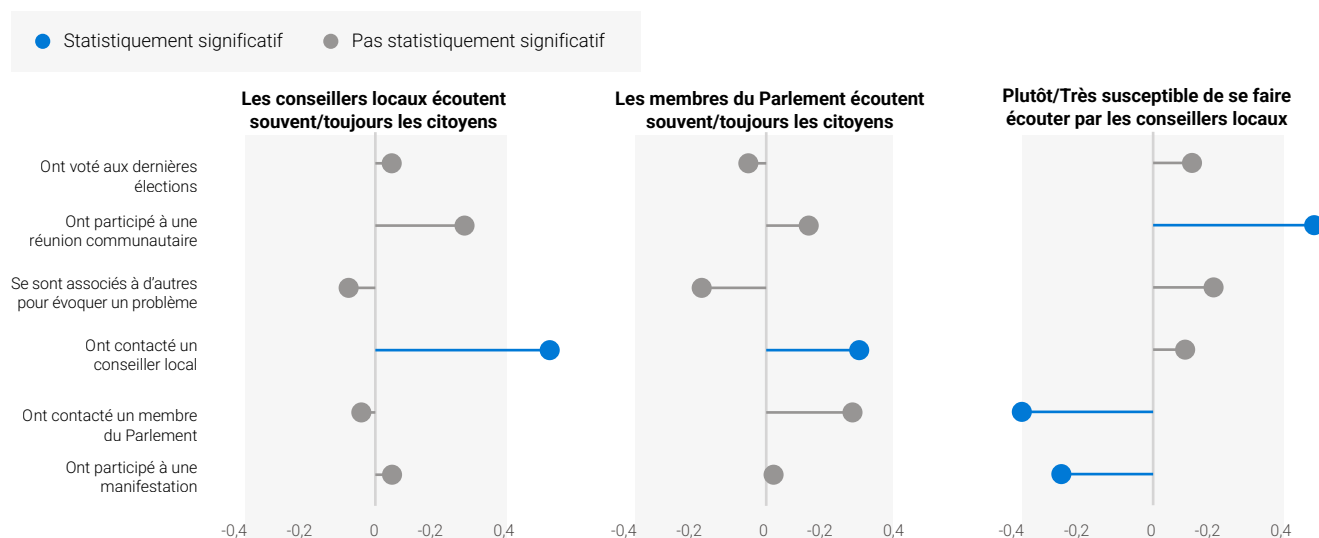


Figure 33 : Efficacité politique et participation politique | 39 pays* | 2021/2023

La figure montre les coefficients de corrélation de Pearson. * Les résultats n'incluent pas les pays où certaines questions n'ont pas été posées : « Ont contacté un conseiller local » (Angola, Libéria, São Tomé et Príncipe, Seychelles), « Ont contacté un membre du Parlement » (Burkina Faso, Guinée, Soudan), « Les conseillers locaux écoutent » (Angola, Seychelles), « Les membres du Parlement écoutent » (Guinée, Soudan), « Se faire écouter par les conseillers locaux » (Libéria, Seychelles, Soudan).

l'axe vertical indique la proportion de ceux qui ont contacté leur conseiller local au moins une fois au cours de l'année précédente.

La trajectoire ascendante de la ligne de tendance montre qu'il existe une association positive entre la perception de la réactivité des élus locaux et les contacts. Par exemple, le Burkina Faso et le Niger sont tous deux proches de la ligne de tendance à l'extrémité supérieure de l'axe horizontal. Cela indique des taux relativement élevés de réactivité perçue et de contact dans ces pays. En revanche, les Tunisiens affichent de faibles niveaux pour ces deux indicateurs.

Il y a cependant quelques exceptions à cette tendance générale. Par exemple, si les Zimbabwéens rapportent les taux de contact les plus élevés (42%) des 35 pays dans lesquels ces questions ont été posées, ils n'expriment que des niveaux moyens de réactivité perçue (27%).

En revanche, lorsque nous représentons la proportion de citoyens qui déclarent que les membres du Parlement sont « souvent » ou « toujours » réceptifs par rapport à la proportion de ceux qui les ont contactés, nous ne trouvons aucune relation, positive ou négative, peut-être parce que les parlementaires sont moins accessibles aux citoyens ordinaires, même s'ils écoutent ceux qui parviennent à les contacter. Comme le montre la Figure 32, la ligne de tendance est presque plate. Une comparaison entre le Mali et la Mauritanie permet de démontrer l'absence de lien : Si les deux pays ont des niveaux similaires de réactivité perçue (28% et 27%, respectivement), les taux de contact sont considérablement plus élevés en Mauritanie (29%) qu'au Mali (7%).

Les deux premiers volets de la Figure 33 révèlent que les perceptions de la réactivité des conseillers locaux et des membres du Parlement sont de faibles prédicteurs de nombreuses autres formes de participation citoyenne en Afrique, y compris le vote,

la participation à des manifestations et l'engagement civique. La relation positive entre la réactivité perçue des parlementaires et le contact avec les conseillers locaux – mais pas le contact avec les parlementaires – reflètent peut-être la plus grande distance que les citoyens ressentent entre eux et leurs représentants au Parlement, par rapport aux élus du conseil local.

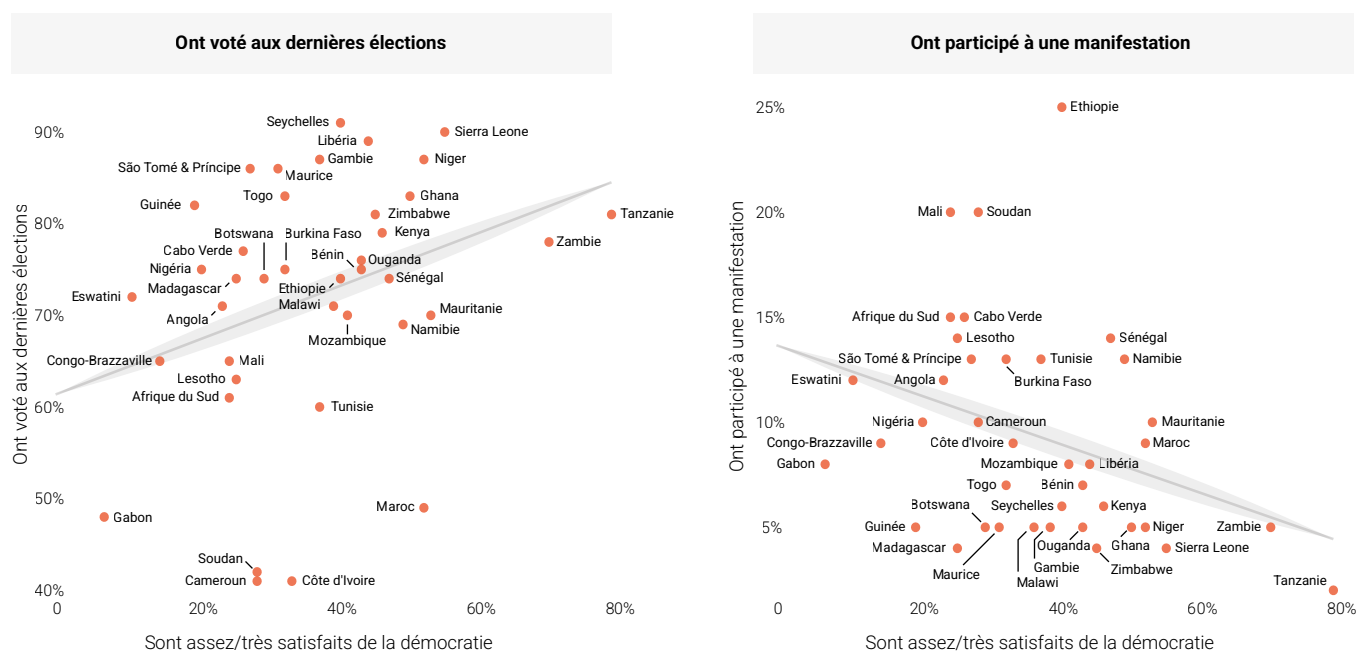
Le dernier volet présente les résultats d'une question Afrobarometer sur la probabilité que les répondants « s'associent à d'autres personnes afin de faire entendre à leur conseiller local élu leurs préoccupations sur un sujet d'importance pour la communauté ». Si l'on constate la relation positive attendue entre cet indicateur et la participation à des réunions communautaires, il n'y a pas de relation significative avec le fait de contacter des conseillers locaux. Ce résultat suggère que cette forme d'efficacité politique peut être associée à une plus grande probabilité de s'engager dans une action politique collective plutôt qu'individuelle. Cependant, la relation négative avec la protestation indique que cela ne peut s'appliquer qu'aux formes conventionnelles d'activisme de groupe.

Performance démocratique

La perception par les citoyens de la performance démocratique est essentielle si on veut comprendre qui participe et comment.⁶ Des études antérieures ont montré que les citoyens sont plus susceptibles de participer quand ils perçoivent leur démocratie comme étant à la fois réactive et efficace (Verba, 1967 ; Verba, Schlozman, & Brady, 1995 ; Dalton, 2008). La confiance au système politique – en particulier la confiance des citoyens aux responsables démocratiquement élus – affecte également la volonté des individus de participer au processus démocratique (Levi & Stoker, 2000). Inversement, leur motivation à participer aux

6 Les enquêtes Afrobarometer comprennent également un large éventail d'indicateurs sur la gouvernance ou la performance politique au sens large, tels que les perceptions de la corruption et les évaluations de la performance gouvernementale dans des domaines politiques clés. Nous nous concentrons sur les performances démocratiques en raison de leur rôle plus important dans la documentation et des preuves de l'association relativement faible entre la participation citoyenne et des mesures telles que la perception d'une hausse de la corruption.

Figure 34 : Satisfaction à l'égard de la démocratie et participation politique | 39 pays | 2021/2023



canaux démocratiques classiques diminue lorsqu'ils considèrent les institutions démocratiques ou les dirigeants élus comme étant inefficaces, indignes de confiance ou corrompus (Dalton, 2004 ; Kostadinova, 2003 ; Stockemer, 2013 ; Stockemer, LaMontagne, & Scruggs, 2012). En outre, les citoyens doivent avoir le sentiment qu'ils disposent d'une liberté suffisante pour exercer leur droit à participer au processus politique (Dahl, 1971 ; Cornwall & Coelho, 2007).

Pour certaines personnes, les faibles performances démocratiques et les restrictions des libertés politiques conduisent à l'apathie et au désengagement (Norris, 2011), tandis que d'autres se tournent vers des formes non conventionnelles d'activisme politique, telles que l'adhésion à des mouvements sociaux, la participation à des boycotts et la participation à des manifestations (Harris & Hern, 2019 ; Stockemer, 2014 ; Tarrow, 1994).

De précédentes études Afrobarometer ont confirmé que les performances démocratiques sont souvent liées à la participation politique. Les Africains qui vivent dans des pays où le niveau d'ouverture politique est plus élevé sont plus susceptibles de s'engager dans l'action civique (Logan et al., 2020). De même, les citoyens qui subissent des restrictions de leurs libertés politiques peuvent réduire leur engagement parce qu'ils pensent que la participation n'aura pas d'effet sur les résultats politiques (Croke et al., 2016). Dans le même temps, l'insatisfaction politique n'est pas fortement liée à la participation à des manifestations ou à d'autres formes de participation non conventionnelle (Bratton et al., 2005). Cela peut être dû au fait que l'exposition régulière aux dysfonctionnements démocratiques finit par éroder à la fois la motivation des citoyens et leur capacité à s'engager dans une action collective (Monyake, 2016).

Les Figures 34 à 36 illustrent la relation entre la participation et les performances démocratiques à travers trois indicateurs

clés : la satisfaction globale à l'égard de la démocratie, la perception de la liberté et de la transparence des élections, et la confiance en la capacité d'une personne à voter librement. Nous présentons dans chaque cas les résultats pour le vote et la participation à des manifestations – un contraste qui nous permet d'explorer la manière dont les opinions des citoyens sur la démocratie sont liées à des formes de participation aussi bien conventionnelles que conflictuelles.

La Figure 34 représente sur les axes horizontaux la proportion des citoyens qui se déclarent « assez » ou « très » satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays. (Voir Afrobarometer, 2024 pour une étude plus approfondie de ces attitudes.) Les axes verticaux indiquent la proportion des personnes qui ont voté aux dernières élections (volet de gauche) et la proportion des répondants qui ont participé à une manifestation au moins une fois au cours de l'année précédente (volet de droite).

Les résultats montrent l'association positive escomptée entre la satisfaction démocratique et la participation électorale/le vote, alors que la relation est inversée pour la participation à des manifestations. La Tanzanie illustre peut-être le mieux ces tendances contrastées. Environ huit citoyens sur 10 se disent satisfaits de la démocratie du pays. Si la même proportion de répondants déclarent avoir voté aux dernières élections (81%), seuls 2% ont participé à une manifestation l'année précédente.

Les pays proches des lignes de tendance suivent de très près la relation générale entre la satisfaction et la participation. Il s'agit du Bénin, de l'Éthiopie et du Sénégal dans le cas du vote, et du Cameroun, de la Côte d'Ivoire et du Libéria pour ce qui est de la participation aux manifestations. Mais la relation n'est pas parfaite, c'est-à-dire que certains pays s'écartent beaucoup plus de la ligne de tendance.

Si la satisfaction vis-à-vis de la démocratie reflète les perceptions du public quant au bon fonctionnement du système dans son ensemble, elle ne concerne pas les performances d'institutions démocratiques spécifiques (Linde & Ekman, 2003). Pour comprendre comment la perception de l'efficacité d'institutions démocratiques spécifiques influence la participation, nous nous tournons vers l'exemple des élections.

La Figure 35 se concentre sur la qualité des élections, mesurée par la proportion des citoyens qui déclarent que leur élection nationale la plus récente était « libre et transparente avec des problèmes mineurs » ou « entièrement libre et transparente » (axes horizontaux). Une fois encore, nous constatons une corrélation positive claire

entre la qualité des élections et le vote, et la relation inverse en ce qui concerne la participation à des manifestations. La relation entre la qualité des élections et le vote est particulièrement forte, comme le montre la pente plus raide de la ligne de tendance.

La Figure 36 s'intéresse à la capacité des citoyens à voter librement au moyen d'une question d'enquête sur la probabilité que « des personnes puissantes puissent savoir ce que vous avez voté, même si le vote est censé être secret ». Les axes horizontaux indiquent la proportion des citoyens de chaque pays qui déclarent qu'il n'est « pas très probable » ou « pas du tout probable » que cela arrive. Comme pour les autres mesures de la performance démocratique, nous constatons une association

Figure 35 : Liberté et transparence de la dernière élection nationale et participation à la vie politique | 39 pays | 2021/2023

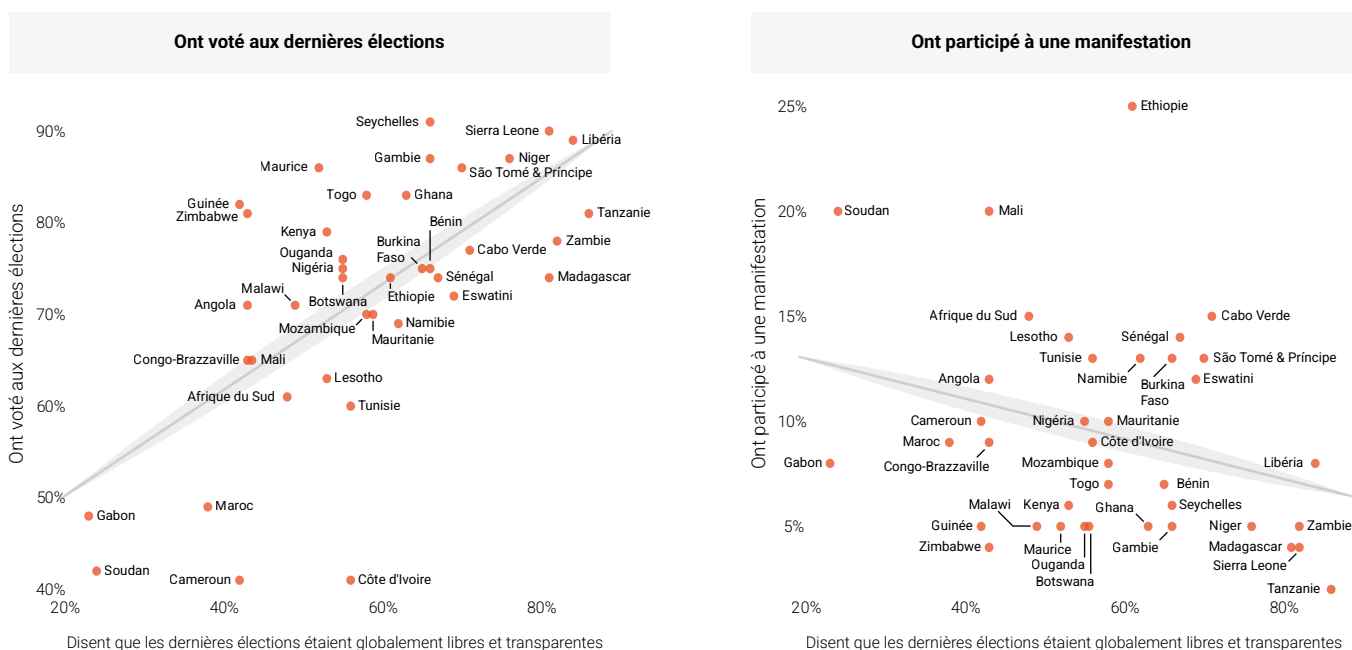


Figure 36 : Secret du vote et participation politique | 39 pays | 2021/2023

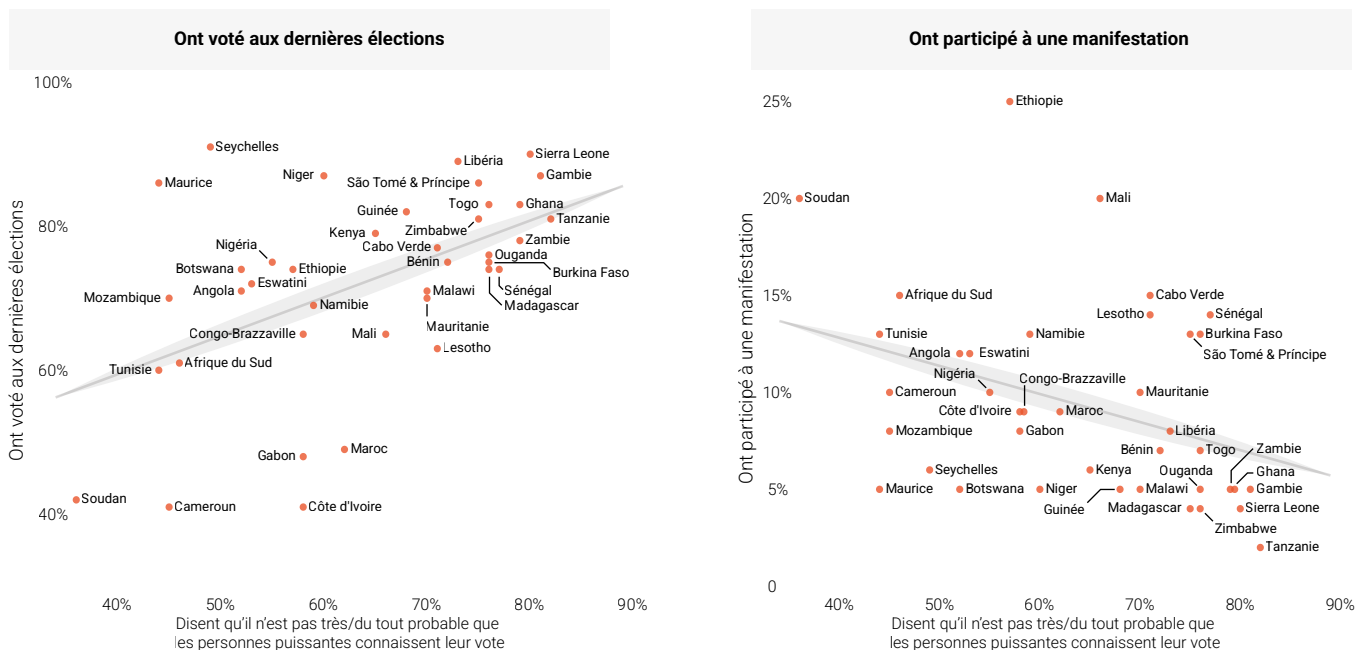
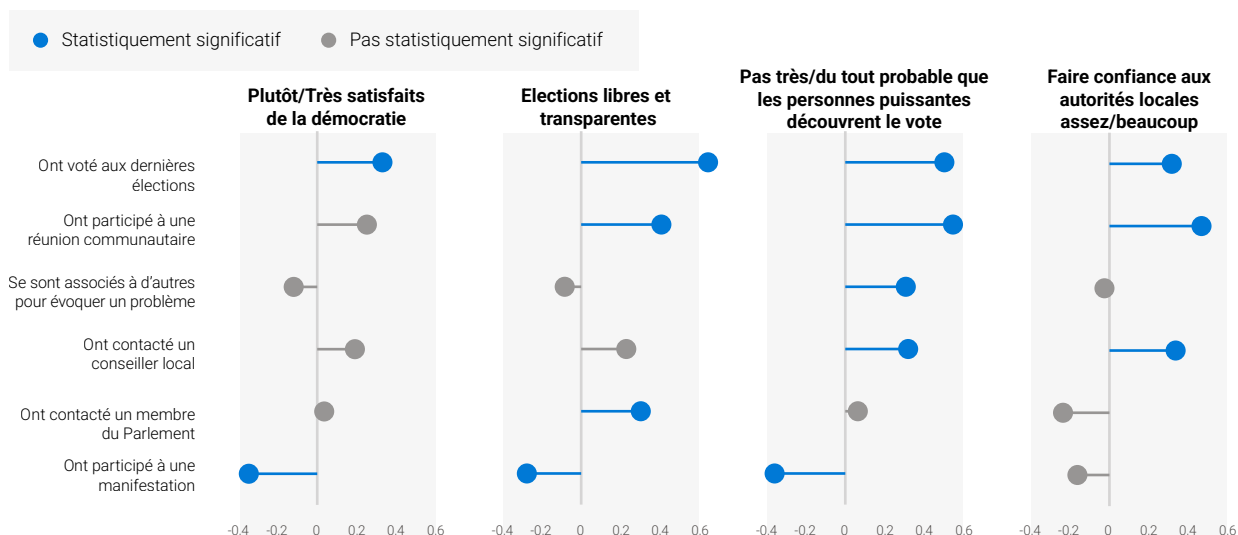


Figure 37 : Performance démocratique et participation politique | 39 pays | 2021/2023

La figure montre les coefficients de corrélation de Pearson. * Les résultats n'incluent pas les pays où la question n'a pas été posée : « Ont contacté un conseiller local » (Angola, Libéria, São Tomé et Príncipe, Seychelles), « Ont contacté un membre du Parlement » (Burkina Faso, Guinée, Soudan) et « Confiance au conseil local » (Angola, Seychelles).

positive entre les perceptions du secret du vote et le vote, et une relation inverse avec la participation à des manifestations.

Nous constatons des tendances similaires quand nous utilisons d'autres mesures des libertés politiques ou civiques, telles que la proportion des citoyens qui se disent « plutôt » ou « tout à fait » libres de dire ce qu'ils pensent ou d'adhérer à l'organisation politique de leur choix (non illustré).

Enfin, la Figure 37 illustre les relations entre les six variables de participation étudiées et nos quatre indicateurs de qualité ou de performance démocratique.

Les résultats indiquent qu'en plus d'être liées au vote, les perceptions de la qualité des élections sont également positivement corrélées à la participation aux réunions communautaires et aux contacts avec les législateurs (Volet 2), et les perceptions du secret du vote sont également positivement corrélées à la participation aux réunions communautaires, au fait de s'associer à d'autres pour évoquer un problème, et à la prise de contact avec les élus locaux (Volet 3). Ces résultats soulignent le rôle essentiel que joue la qualité des élections dans le renforcement de la confiance des citoyens vis-à-vis des institutions démocratiques de leur pays, ce qui motive leur engagement politique.

Le Volet 4 montre l'importance d'une quatrième mesure de la performance démocratique : la confiance dans les dirigeants élus. La croyance que les conseillers locaux sont dignes de confiance est liée à une participation électorale plus élevée, à une plus grande participation aux réunions communautaires et à des taux de contact plus élevés avec ces dirigeants. Mais il pourrait être surprenant de constater que les évaluations externes de la qualité et des performances démocratiques, telles que le score Freedom House (2025) d'un pays et le score de l'indice de démocratie électorale de Varieties of Democracy (Coppedge et al., 2024), ne sont corrélés qu'avec les taux de participation électorale déclarés (non illustré).

Quels sont les déterminants de la participation au niveau national ?

Pour résumer les facteurs nationaux qui favorisent – ou inhibent – la participation, les données Afrobarometer révèlent que les besoins économiques, la réactivité du gouvernement et les performances démocratiques sont des moteurs importants de l'engagement politique et civique en Afrique, bien que la force et la direction de ces relations diffèrent en fonction du type de participation. En général, les facteurs qui favorisent les formes conventionnelles de participation tendent à réduire les taux de participation aux manifestations.

Par ailleurs, les résultats montrent que la corrélation entre les ressources économiques et la plupart des formes de participation en Afrique est contraire à ce que les chercheurs ont constaté dans d'autres régions du monde. Les Africains moins bien dotés en ressources sont plus – et non moins – susceptibles de participer à la vie politique et à d'autres formes d'action communautaire ou collective. Cela suggère que les initiatives visant à stimuler la participation devraient se concentrer sur les facteurs politiques, à savoir l'amélioration de la transparence et de la réactivité des institutions démocratiques.

Conclusion »

L'engagement citoyen : Des signes vitaux de la démocratie

La démocratie ne repose pas seulement sur les élections, mais aussi sur la capacité des citoyens à participer à l'élaboration de leur avenir politique. L'Afrique se caractérise par son engagement communautaire de longue date. Mais dans le paysage en pleine mutation d'aujourd'hui – marqué par l'essor des médias sociaux, la croissance de la population juvénile et l'urbanisation rapide – les Africains s'engagent-ils dans les processus politiques et civiques qui encadrent leur vie ? Et le cas échéant, qui participe, comment et pourquoi ?

En dépit des inquiétudes suscitées par le recul de la démocratie et la perte des libertés politiques, les données de l'enquête Afrobarometer réalisée dans 39 pays montrent que l'écrasante majorité des Africains trouvent de multiples moyens pour se faire entendre, affichant des niveaux d'engagement bien supérieurs à ceux d'autres régions du monde. La plupart des citoyens saisissent l'opportunité d'exprimer leurs préférences dans les urnes, mais leur engagement va bien au-delà de l'isoloir. En effet, la grande majorité de ceux qui votent sont également disposés à contacter les dirigeants, à se joindre à d'autres personnes pour exprimer leurs préoccupations et leurs exigences, ou à participer à d'autres formes d'activités.

Toutes les formes de participation n'ont pas la même capacité de résilience. Au cours de la dernière décennie, la proportion des citoyens qui déclarent être affiliés à un parti politique a connu un déclin marqué, et les diverses formes d'action collective ont elles aussi régressé, bien que les tendances ne soient pas encore claires. D'autre part, la prise de contact avec tous les types de dirigeants est en hausse, et le recours aux médias sociaux, bien qu'il s'agisse encore d'une forme embryonnaire de participation politique, a eu un impact remarquable et est susceptible de se développer. Parallèlement, le vote et les manifestations – deux canaux essentiels d'expression politique – semblent être restés relativement stables, malgré le recul récent de la perception des libertés politiques. Il est intéressant de noter que si certaines formes de participation sont fortement corrélées entre elles, la manifestation se distingue comme un moyen fondamentalement différent pour les citoyens d'exprimer leur point de vue – un moyen auquel ils peuvent recourir lorsque d'autres options ont échoué ou ne sont pas disponibles, et qui peut frapper avec une force impressionnante, comme l'ont démontré le succès de la réaction l'année dernière au projet de

loi de finances du Kenya et la crise électorale au Sénégal.

Quant à savoir qui s'engage dans les processus politiques et civiques, contrairement aux théories et aux résultats des pays occidentaux, nous constatons que les Africains pauvres sont plus susceptibles de participer à une série d'activités. Cependant, l'engagement est plus faible au sein de deux des groupes démographiques les plus importants d'Afrique – les femmes et les jeunes – ce qui révèle des inégalités persistantes en termes de ressources et d'opportunités de participation.

Qu'est-ce qui pousse les citoyens à s'engager et à rester engagés ? Les données montrent que des facteurs économiques et politiques influencent la décision de participer. Les niveaux inférieurs de bien-être économique semblent favoriser, plutôt que décourager, l'engagement. Dans le même temps, l'efficacité de la démocratie et la protection des libertés politiques sont essentielles au maintien des formes conventionnelles d'engagement, telles que le vote ou la participation à des réunions communautaires. Toutefois, lorsque les institutions sont perçues comme peu réactives ou que l'espace politique est restreint, les citoyens peuvent se désengager ou réorienter leur énergie vers des modes d'expression plus conflictuels, tels que la protestation.

“ L'écrasante majorité des Africains trouvent de multiples moyens de faire entendre leur voix, démontrant des niveaux d'engagement qui se comparent favorablement à ceux d'autres régions du monde.

En définitive, les données Afrobarometer révèlent que les Africains sont toujours déterminés à se faire entendre par leurs gouvernants, même face à des difficultés économiques et des contraintes politiques. Leur mobilisation représente une richesse d'engagement et d'énergie qui peut renforcer l'efficacité et la légitimité des gouvernements à condition que les dirigeants soient disposés à les écouter et les satisfaire. Mais les écarts dans l'engagement, en particulier chez les femmes et les jeunes, mettent également en évidence les perspectives d'une participation plus inclusive et plus significative de tous les citoyens. Comme le suggère ce rapport, le défi pour les gouvernements et les partisans de la démocratie n'est pas seulement de développer la participation, mais aussi de répondre efficacement aux voix qui s'élèvent. Lorsque l'engagement est large et efficace, il renforce la redevabilité, approfondit la légitimité et instaure la confiance entre les citoyens et l'Etat, autant d'éléments qui jettent les bases d'une démocratie plus résiliente.

Références

- Access Now. (2025). Emboldened offenders, endangered communities: Internet shutdowns in 2024. Rapport pour la #KeepItOn Coalition.
- Adaba, K. A., & Boio, D. (2024). A travers l'Afrique, la confiance populaire envers les principaux dirigeants et institutions s'effrite. Dépêche No. 891 d'Afrobarometer.
- Afrobarometer. (2024). Aperçus africains 2024 : La démocratie en danger – le point de vue du peuple.
- Aikins, E. R. (2024). Défendre la démocratie à la sénégalaise. Institut d'Etudes de Sécurité. 29 avril.
- Al Jazeera. (2021). Zambia's opposition leader Hichilema wins presidential vote. 16 août.
- Al Jazeera. (2024). Protest over election delay postponed in Senegal after government ban. 13 février.
- Amara, T. (2022). Tunisian officials say new constitution passed in vote with low turnout. Reuters. 27 juillet.
- Amara, T., & Mcdowall, A. (2023). Tunisians elect weakened parliament on 11% turnout. Reuters. 30 janvier.
- Amnesty International. (2021). #EndSARS movement: From Twitter to Nigeria's streets.
- Associated Press. (2025). Guinea's junta faces protests after missing a deadline for a return to democracy. 7 janvier.
- Asunka, J., Gyimah-Boadi, E., & Logan, C. (2022). Will Africans' calls for better democracy be met? Chatham House. 27 octobre.
- Ba, D., & Dione, N. (2024). Three dead in Senegal protests over delayed presidential election. Reuters. 11 février.
- Ba, D., & Felix, B. (2012). "Senegal wins" as Wade concedes election defeat. Reuters. 26 mars.
- Badescu, G., & Neller, K. (2007). Explaining associational involvement. Dans van Deth, J. W., Montero, J. R., & Westholm, A. (Réd.), *Citizenship and Involvement in European Democracies: A Comparative Analysis* (pp. 334-357). London: Routledge.
- Banque Africaine de Développement & CENUA. (2024). Rapport analytique de l'indice de l'égalité du genre en Afrique 2023.
- Banque Mondiale. (2025). Indicateurs du développement mondial.
- Bartels, L. M. (2009). Economic inequality and political representation. Dans Jacobs, L., & King, D. (Réd.), *The Unsustainable American State* (pp. 167-196). Oxford: Oxford University Press.
- Brady, H. E., Verba, S., & Schlozman, K. L. (1995). Beyond SES: A resource model of political participation. *American Political Science Review*, 89(2), 271-294.
- Bratton, M. (1998). Second elections in Africa. *Journal of Democracy*, 9(3), 51-66.
- Bratton, M., Mattes, R., & Gyimah-Boadi, E. (2005). *Public opinion, democracy, and market reform in Africa*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Campbell, A., Converse, P. E., Miller, W. E., & Stokes, D. E. (1960). *The American voter*. Chicago: University of Chicago Press.
- Campbell, A., Gurin, G., & Miller, W. E. (1954). *The voter decides*. Evanston, IL: Row, Peterson, and Co.
- Carnegie, M. (2022). Gen Z: How young people are changing activism. BBC News. 8 août.
- CIVICUS. (2024). Africa's gen z protest wave rises. 25 octobre.
- CIVICUS Monitor. (2024). People power under attack.
- CNN. (2024). Mali junta lifts suspension on political party activities. 11 juillet.
- Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. (1981). *Charte africaine des droits de l'homme et des peuples*.
- Coppedge, M., Gerring, J., Knutsen, C. H., Lindberg, S. I., Teorell, J., Altman, D., Angiolillo, F., Bernhard, M., Borella, C., Cornell, A., Fish, M. S., Fox, L., Gastaldi, L., Gjerlow, H., Glynn, A., God, A. A. G., Grahn, S., Hicken, A., Kinzelbach, K., Krusell, J., Marquardt, K. L., McMann, K., Mechkova, V., Medzihorsky, J., Natsika, N., Neundorff, A., Paxton, P., Pemstein, D., Pernes, J., Rydén, O., von Römer, J., Seim, B., Sigman, R., Skaaning, S.-E., Staton, J., Sundström, A., Tzelgov, E., Wang, Y., Wig, T., Wilson, S., & Ziblatt, D. (2024). *V-Dem Dataset v14*. Varieties of Democracy (V-Dem) Project.
- Cornwall, A., & Coelho, V. S. (Eds.). (2007). *Spaces for change? The politics of participation in new democratic arenas*. London: Zed Books.
- Croke, K., Grossman, G., Larreguy, H. A., & Marshall, J. (2016). Deliberate disengagement: How education can decrease political participation in electoral authoritarian regimes. *American Political Science Review*, 110(3), 579-600.
- Dahl, R. A. (1971). *Polyarchy: Participation and opposition*. New Haven, CT: Yale University Press.
- Dahl, R. A. (1998). *On democracy*. New Haven, CT: Yale University Press.
- Dalton, R. J. (2004). *Democratic challenges, democratic choices: The erosion of political support in advanced industrial democracies*. Oxford, UK: Oxford University Press.
- Dalton, R. J. (2008). *Citizen politics: Public opinion and political parties in advanced industrialized democracies*. Washington, DC: CQ Press.
- Dalton, R. J. (2017). *The participation gap: Social status and political inequality*. Oxford, UK: Oxford University Press.
- Ebloté, G. A. (2024). Sénégal : Les guides religieux s'inquiètent du report de l'élection présidentielle. La Croix International. 5 février.
- Egbejule, E. (2025). Internet shutdowns at record high in Africa as access 'weaponised'. Guardian. 9 mars.
- EISA (Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique). (2025). Calendrier électoral.
- Ekman, J., & Amnå, E. (2012). Political participation and civic engagement: Towards a new typology. *Human Affairs*, 22(3), 283-300.
- Ekoh, P. C., & George, E. O. (2021). The role of digital technology in the EndSars protest in Nigeria during COVID-19 pandemic. *Journal of Human Rights and Social Work*, 6(2), 161-162.
- Fédération Internationale pour les Droits de l'Homme. (2024). Ouganda : Répression contre les activistes qui protestent contre les mégaprojets pétroliers. 3 septembre.
- Freedom House. (2024a). Freedom in the world 2024: Burkina Faso.
- Freedom House. (2024b). Freedom in the world 2024: Niger.
- Freedom House. (2025). Freedom in the world.
- Gallien, M., Hearson, M., & Abounabhan, M. (2025). Ghana's e-levy: 3 lessons from the abolished mobile money tax. Conversation. 30 mars.
- Harris, A. S., & Hern, E. (2019). Taking to the streets: Protest as an expression of political preference in Africa. *Comparative Political Studies*, 52(8), 1169-1199.
- Heywood, M. (2009). South Africa's treatment action campaign: Combining law and social mobilization to realize the right to health. *Journal of Human Rights Practice*, 1(1), 14-36.
- Hirschman, A. O. (1970). *Exit, voice, and loyalty*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Human Rights Watch. (2024). Mozambique: Post-election protests violently repressed. 29 octobre.
- Inglehart, R., & Norris, P. (2000). The development theory of the gender gap: Women's and men's voting behaviour in global perspective. *International Political Science Review*, 21(4), 441-463.
- Isaksson, A.-S. (2014). Political participation in Africa: The role of individual resources. *Electoral Studies*, 34, 244-260.
- Isaksson, A.-S., Kotsadam, A., & Nerman, M. (2014). The gender gap in African political participation: Testing theories of individual and contextual determinants. *Journal of Development Studies*, 50(2), 302-318.
- Karp, J. A., & Brockington, D. (2005). Social desirability and response validity: A comparative analysis of overreporting voter turnout in five countries. *Journal of Politics*, 67(3), 825-840.
- Kasara, K., & Suryanarayan, P. (2015). When do the rich vote less than the poor and why? Explaining turnout inequality across the world. *American Journal of Political Science*, 59(3), 613-627.
- Koena, J.-F. (2025). Protests after 2 sudden deaths force closure of hospital trauma unit in Central African Republic. Associated Press. 12 février.
- Kostadinova, T. (2003). Voter turnout dynamics in post-communist Europe. *European Journal of Political Research*, 42(6), 741-759.

- Kuenzi, M., & Lambright, G. M. S. (2010). Who votes in Africa? An examination of electoral participation in 10 African countries. *Party Politics*, 17(6), 767-799.
- Kumar, T. (2022). Home-price subsidies increase local-level political participation in urban India. *Journal of Politics*, 84(2), 831-844.
- Lauth, H. J. (2015). The matrix of democracy: A three-dimensional approach to measuring the quality of democracy and regime transformations. *Würzburger Arbeitspapiere zur Politikwissenschaft und Sozialforschung (WAPS)* No. 6.
- Levi, M., & Stoker, L. (2000). Political trust and trustworthiness. *Annual Review of Political Science*, 3, 475-507.
- Lewis, D., & Inveen, C. (2024). Kenya MPs flaunting wealth on social media added fuel to tax protests. Reuters. 12 juillet.
- Lieberman, E. S., Posner, D. N., & Tsai, L. L. (2014). Does information lead to more active citizenship? Evidence from an education intervention in rural Kenya. *World Development*, 60, 69-83.
- Lijphart, A. (1997). Unequal participation: Democracy's unresolved dilemma. *American Political Science Review*, 91(1), 1-14.
- Linde, J., & Ekman, J. (2003). Satisfaction with democracy: A note on a frequently used indicator in comparative politics. *European Journal of Political Research*, 42(3), 391-408.
- Lindquist, J. H. (1964). Socioeconomic status and political participation. *Western Political Quarterly*, 17(4), 608-614.
- Logan, C., Sanny, J. A.-N., & Han, K. (2020). Who gets involved? Insights from Afrobarometer on civic engagement in Africa and implications for fostering volunteerism in pursuit of development goals. Afrobarometer. Dans *Measuring the Economic and Social Contributions of Volunteering: Anthology of Papers from the Plan of Action Innovation Challenge*.
- Luck, T. (2022). Democracy falls quietly in Tunisia, yet it reverberates around region. Christian Science Monitor. 28 juillet.
- Makhulo, K. (2024). Taking charge: Gen Z leads historic protests in Kenya. Center for Strategic and International Studies.
- Mattes, R. (2008). The material and political bases of lived poverty in Africa: Insights from the Afrobarometer. Dans Möller, V., Huschka, D., & Michalos, A. (Réd.), *Barometers of Quality of Life Around the Globe: How Are We Doing?* (pp. 161-186). Springer Science Business Media B.V.
- Mattes, R. (2012). The 'born frees': The prospects for generational change in post-apartheid South Africa. *Australian Journal of Political Science*, 47(1), 133-153.
- Mattes, R., & Krönke, M. (2020). The consequences of partisanship in Africa. Dans Oscarsson, H., & Holmberg, S. (Réd.), *Research Handbook on Political Partisanship* (pp. 368-380). Edward Elgar Publishing.
- Mattes, R., & Lekalake, L. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche No. 943 d'Afrobarometer.
- Monyake, M. (2016). Does personal experience of bribery explain protest participation in Africa? Document de Travail No. 167 d'Afrobarometer.
- Munga, J. (2024). Kenya is at an inflection point. It needs a new path to progress. Carnegie Endowment for International Peace. 22 août.
- Mwaura, J. (2024). Kenya protests: Gen Z shows the power of digital activism – driving change from screens to the streets. Conversation. 22 juin.
- Nartey, M. (2022). Social media campaigns can be effective – if online action is also taken. A case study from Ghana. Conversation. 17 novembre.
- Ndiaye, B. (2021). Hip-hop, civic awareness, and antiestablishment politics in Senegal: The rise of the Y'en a Marre movement. Dans Ugor, P., et al. (Réd.), *Youth and Popular Culture in Africa: Media, Music, and Politics* (pp. 37-62). Martlesham, UK: Boydell and Brewer.
- Nhedzi, A., & Azionya, C. M. (2025). The digital activism of marginalized South African gen z in higher education. *Humanities and Social Sciences Communications*, 12(362).
- Nie, N. H., Junn, J., & Stehlik-Barry, K. (1996). *Education and democratic citizenship in America*. Chicago: University of Chicago Press.
- Njie, P. (2025). Military rulers in Mali dissolve all political parties. BBC. 14 mai.
- Norris, P. (2011). *Democratic deficit: Critical citizens revisited*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Noyes, A., & Sall, L. (2024). Senegal's remarkable win for democracy. *Journal of Democracy*. Online exclusive.
- Nyamweya, M. (2024). Kenya's gen z protests and the power of digital activism. Democracy in Africa.
- Opalo, K. (2024). What's behind Kenya's 'leaderless' protests? Good Authority. 19 juillet.
- Parry, G., Moyser, G., & Day, N. (1992). *Political participation and democracy in Britain*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Pollock III, P. H. (1983). The participatory consequences of internal and external political efficacy: A research note. *Western Political Quarterly*, 36(3), 400-409.
- Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains. (2008). Le budget participatif en Afrique : Guide pour la formation en pays francophones.
- Programme des Nations Unies pour le Développement. (2022). Rapport sur le développement humain 2021/2022 : Temps incertains, vies bouleversées : Façonner notre avenir dans un monde en mutation.
- Quintelier, E., & Hooghe, M. (2013). The impact of socio-economic status on political participation. Dans Demetriou, K. N. (Réd.), *Democracy in Transition: Political Participation in the European Union*. Berlin, Heidelberg: Springer.
- Resnick, D., & Casale, D. (2011). The political participation of Africa's youth: Turnout, partisanship, and protest. Document de Travail No. 136 d'Afrobarometer.
- Resnick, D., & Signé, L. (2024). Democratic resilience in Africa: Lessons from 2024 elections. Brookings. 12 novembre.
- Reuters. (2024). Hundreds march against Ghana's damaging informal gold mining boom. 11 octobre.
- Rosenstone, S. J., & Hansen, J. M. (1993). *Mobilization, participation, and democracy in America*. New York: MacMillan.
- Sany, J. (2024). West Africa: Senegal just saved its democracy. That helps all West Africa. United States Institute of Peace and All Africa. 4 avril.
- Schmitter, P. C., & Karl, T. L. (1991). What democracy is ... and is not. *Journal of Democracy*, 2(3), 75-88.
- Schulz-Herzenberg, C., & Mattes, R. B. (2023). It takes two to toyi-toyi: One party dominance and opposition party failure in South Africa's 2019 national election. *Democratization*, 30(7), 1313-1334.
- Smidt, H. (2018). Shrinking civic space in Africa: When governments crack down on civil society. German Institute for Global and Area Studies Focus Africa, No. 4.
- Stockemer, D. (2013). Corruption and turnout in presidential elections: A macro-level quantitative analysis. *Politics and Policy*, 41(2), 191-214.
- Stockemer, D. (2014). What drives unconventional political participation? A two level study. *Social Science Journal*, 51(2), 201-211.
- Stockemer, D., LaMontagne, B., & Scruggs, L. (2012). Bribes and ballots: The impact of corruption on voter turnout in democracy. *International Political Science Review*, 34(1), 74-90.
- Tarrow, S. (1994). *Power in movement: Social movements and contentious politics*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Tilly, C., & Tarrow, S. G. (2015). *Contentious politics* (2nd rev. ed.). Oxford, UK: Oxford University Press.
- Twum, M. A. A., & Logan, C. (2023). Les Africains soutiennent l'égalité des sexes, mais les écarts persistent : Les gouvernements appelés à en faire plus. Dépêche No. 749 d'Afrobarometer.
- UNICEF. (2024). Youth, protests, and the polycrisis. UNICEF Innocenti – Global Office of Research and Foresight.
- Union Africaine. (2000). Acte constitutif de l'Union Africaine.
- Usher, B. P., & Chothia, F. (2024). Kenya's president withdraws tax plan after deadly protest. BBC. 27 juin.
- Verba, S. (1967). Democratic participation. *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 373(1), 53-78.
- Verba, S., & Nie, N. (1972). *Participation in America: Political democracy and social equality*. New York: Harper & Row.
- Verba, S., Nie, N., & Kim, J. (1978). *Participation and political equality: A seven-nation comparison*. Chicago and London: University of Chicago Press.
- Verba, S., Scholzman, K. L., & Brady, H. E. (1995). *Voice and equality: Civic voluntarism in American politics*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Yoder, J. (2020). Does property ownership lead to participation in local politics? Evidence from property records and meeting minutes. *American Political Science Review*, 114(4), 1213-1229.
- Yabi, G., & Holman, S. (2024). Senegal: From constitutional crisis to democracy. Carnegie Endowment for International Peace. 1 avril.
- Yusuf, M. (2024). Report: Africa's civic space remains mostly repressive. VoA. 4 décembre.

Questions de l'enquête

Indicateurs d'engagement citoyen

Parfois les gens ne peuvent pas voter pendant les élections, par exemple parce qu'ils n'étaient pas inscrits sur les listes électorales, ils ne pouvaient y aller, ou quelqu'un les a empêchés de voter. Et vous ? Lors des dernières élections de [année], avez-vous voté, ou non, ou étiez-vous trop jeune pour voter ? Ou vous ne pouvez-vous rappeler si vous avez voté ?
(% qui disent « J'ai voté aux élections »)

Vous sentez-vous proche d'un quelconque parti politique ?
(% qui disent « oui »)

Lorsque vous êtes avec vos amis ou votre famille, à quelle fréquence diriez-vous que vous discutez de questions politiques ?
(% qui disent « occasionnellement » ou « fréquemment »)

Voici une liste d'actions que les gens entreprennent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous avez personnellement fait l'une de ces choses au cours des 12 derniers mois :
Participer à une réunion de la communauté ?
Rencontrer d'autres personnes pour aborder un problème ?
Participer à une manifestation ou une marche de protestation ?
(% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent »)

Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous contacté une des personnalités suivantes pour un problème important ou pour discuter de vos idées ?
Un [conseiller municipal] ?
Un membre du [Parlement] ?
Un responsable d'un parti politique ?
Un chef traditionnel ?
(% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent »)

(Round 8) En pensant aux dernières élections nationales, de [année] :
Avez-vous assisté à un rassemblement de campagne ?
Avez-vous travaillé pour un candidat ou un parti ?
(% qui disent « oui »)

Indicateurs de bien-être économique

Quelle est votre principale source d'eau à usage domestique ?
(% qui disent avoir l'eau courante dans leur logement ou dans leur cour, terrain ou enceinte)

(Observé par les enquêteurs sur le terrain :)
Les services suivants sont-ils présents dans l'unité d'échantillonnage primaire/zone de dénombrement : Un réseau électrique accessible à la plupart des maisons ?
(% de « oui »)

Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous, ou un membre de votre famille, avez dû faire face à un manque de :
Nourriture suffisante pour manger à sa faim ?
Eau potable pour les besoins domestiques ?
Médicaments ou de soins médicaux ?
Combustible pour la cuisson des repas ?
Revenus en espèces ?
(% qui disent « juste une ou deux fois », « quelques fois », « plusieurs fois » ou « toujours »)

Efficacité politique

A votre avis, quelle est la probabilité que vous puissiez vous réunir avec d'autres personnes et convaincre votre élu [conseiller municipal] d'écouter vos préoccupations sur un sujet important pour la communauté ?
(% qui disent « quelque peu probable » ou « très probable »)

Combien de fois pensez-vous que les personnes suivantes font de leur mieux pour écouter ce que des gens comme vous avez à leur dire :
Membres du [Parlement] ?
Membres du [conseil municipal] ?
(% qui disent « souvent » ou « toujours »)

Libertés et performance démocratique

Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre de :
Exprimer votre opinion ?
Adhérer à une organisation politique de votre choix ?
Choisir sans pression la personne pour laquelle vous allez voter ?
(% qui disent « assez libre » ou « entièrement libres »)

Globalement et selon vous, à quel point les toutes dernières élections nationales de [année] étaient-elles libres et transparentes ?
(% qui disent « libres et transparentes avec des problèmes mineurs » ou « entièrement libres et transparentes »)

Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction de la manière dont la démocratie fonctionne au [pays] ?
(% qui disent « assez satisfait » ou « très satisfait »)

A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer :
Votre [conseil municipal ou communal] ?
(% qui disent « partiellement confiance » ou « beaucoup confiance »)

Quelle est la probabilité, selon vous, que des personnes puissantes puissent être au courant de votre vote, même si le scrutin est censé être confidentiel dans ce pays ?
(% qui disent « pas très probable » ou « pas du tout probable »)

Internet et réseaux sociaux

Combien de fois utilisez-vous l'Internet ?
(% qui disent « quelques fois par semaine » ou « tous les jours »)

Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous l'avez personnellement menée au cours des 12 derniers mois : Publier des articles sur la politique ou les affaires communautaires sur les médias sociaux ?
(% qui disent « oui »)

Les problèmes les plus importants

A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ?
(Jusqu'à trois réponses par répondant ; % des répondants qui donnent chaque réponse)

Cartes-pays sur l'engagement citoyen

Les cartes-pays Afrobarometer présentent des illustrations graphiques des résultats de nos enquêtes sur les indicateurs clés de l'engagement citoyen, du vote et de l'affiliation à un parti à l'action collective, la prise de contact, la protestation, l'engagement des jeunes, et la corrélation entre la réactivité du gouvernement et la participation.

Cliquez sur [ce lien](#) ou scannez le code QR à droite pour voir les cartes-pays sur le site web d'Afrobarometer pour les 39 pays africains sondés dans le Round 9 (2021/2023).

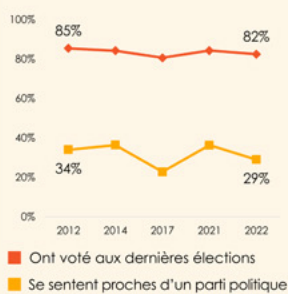


Cartes-pays sur l'engagement citoyen

Engagement citoyen au Togo

Le point de vue du peuple

Engagement électoral



Manifestation



Jeunes vs. adultes



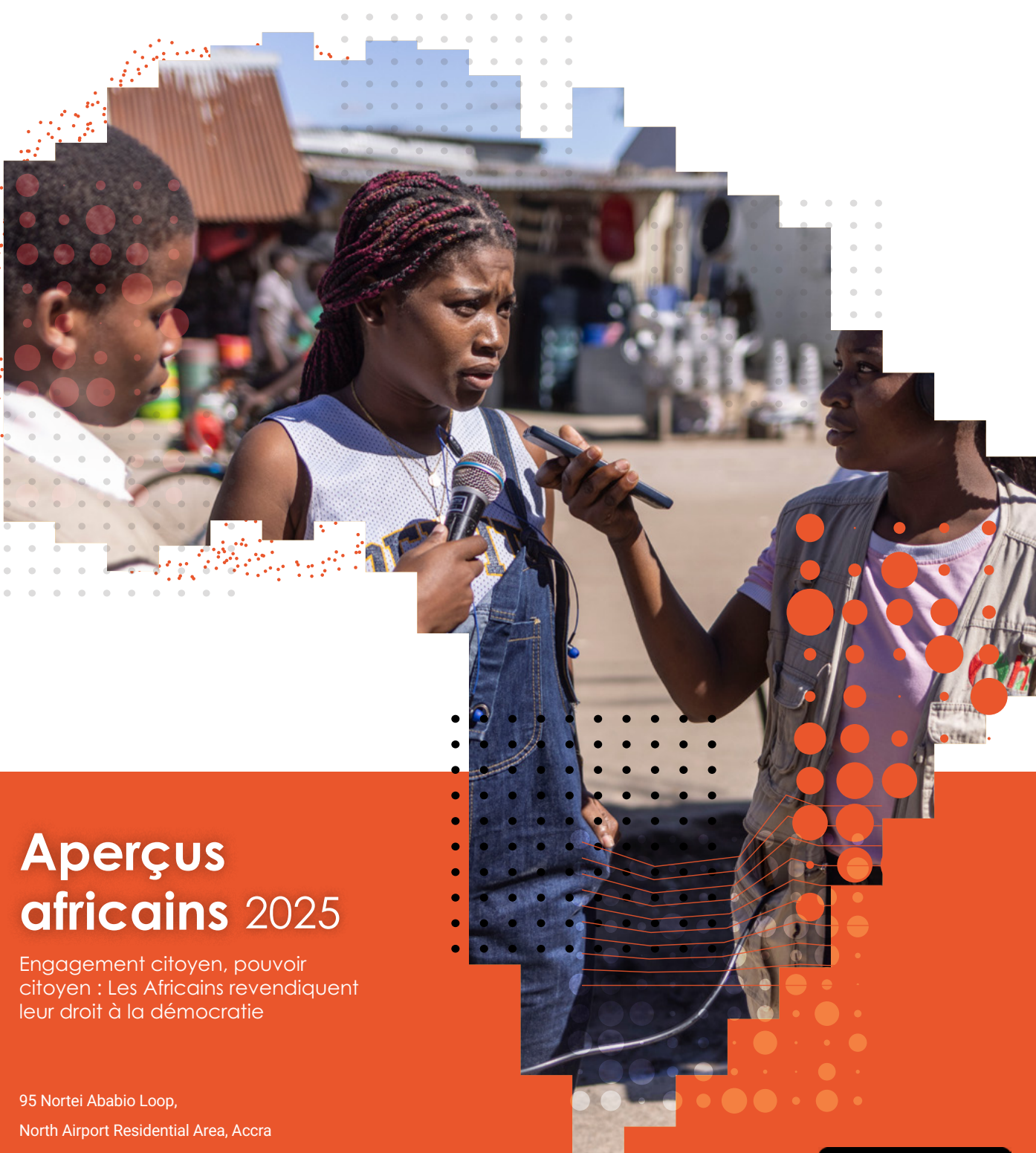
Les dirigeants réactifs encouragent l'interaction



Action collective et prise de contact



Lors du Round 9 d'Afrobarometer, le partenaire national Center for Research and Opinion Polls (CROP) s'est entretenu avec 1.200 adultes togolais en mars 2022. Les résultats ont des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Plus d'informations sur www.afrobarometer.org.



Aperçus africains 2025

Engagement citoyen, pouvoir
citoyen : Les Africains revendiquent
leur droit à la démocratie

95 Nortei Ababio Loop,
North Airport Residential Area, Accra
P.O. Box LG 404, Legon-Accra, Ghana
+233 (0) 302 776142/784293
info@afrobarometer.org

[@afrobarometer](https://twitter.com/afrobarometer)

[#VoicesAfrica](https://www.facebook.com/VoicesAfrica)

www.afrobarometer.org



Accéder au rapport en ligne